



LA FRANCE D'UNE
GUERRE À L'AUTRE

01

1919-1939

LA MONTÉE DES PÉRILS

LA SECONDE GUERRE MONDIALE | 1939-1945



Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
Kahle/Austin Foundation

LA SECONDE
GUERRE 1939
MONDIALE 1945
01

ФАШИЗМ
НАСТУПАЕТ



РАЗДАВИМ ГАДИНУ
МОЩНЫМ КОНТРАНАСТУПЛЕНИЕМ
ПРОЛЕТАРИАТА

LA SECONDE GUERRE MONDIALE | 1939-1945

1919-1939

LA MONTÉE DES PÉRILS

LA FRANCE D'UNE GUERRE À L'AUTRE

LE FIGARO

Édition spéciale pour Le Figaro, 2009

14 boulevard Haussmann

75009 Paris

www.lefigaro.fr

Éditeur : Lionel Rabiet

Conseil et corrections : Bastien Miquel

Conseil à l'édition française

Philippe Faverjon, Carola Strang / éditions Acropole

Édition

Centro Editor PDA, S. L. / Isabelle López

Traduction

Marie-Christine Vila

Correction

Margrit Baechler

Réalisation éditoriale

Multiactiva Creación y Servicios Editoriales, S.L.

Conception graphique

ZAC diseño gráfico

Contenus

Galland Books SLNE. Directeur : Lucas Molina

Directeur adjoint : Jorge Fernández-Coppel

Coordinateur général : Juan Vázquez

Coordinateur adjoint : Juan Carlos Salgado

Cartographie

quop comunicación

IllustrationsRamiro Bujeiro, Julio L. Caeiro, Juan Carlos Ciordia,
Rodrigo Hernández, Manuel V. Tamariz, Marga Uriarte,
Acción Press, Amber Books, Osprey Publishing**Photographies**Galland Books SLNE, G. Torres, J. Vázquez,
Hulton Archive/Getty Images, Time & Life Pictures/Getty
Images, Popperfoto/Getty Images, Album/Akg Images,
DeA Picture Library, Archivo Planeta, Corbis, Bettmann/
Corbis, Editis, Metro Goldwyn Mayer/Album,
Erich Lessing/Album, Ullstein Bild/Cordon Press**Textes**

Quand la littérature témoigne de la guerre : Bastien Miquel

Le monde pendant la guerre : Gabriel Cardona

Le monde en guerre : Carlos Caballero Jurado

Encadrés : Carlos Caballero Jurado [C. C. J.], Gabriel

Cardona [G. C.], Philippe Faverjon [P. F.], José Miguel

Sales [J. M. S.], José Ramón Soler [J. R. S.], Gregorio

Torres [G. T.]

Infographies

Visual Thinking : Gonzalo Díez (p. 72), Marcelo Regalado

(p. 96), Óscar Salagre (p. 41, p. 46, p. 50), José Luis

Tascón (p. 16).

Planeta : Matias Costilla (p. 128)

© Planeta Marketing Institucional, 2009

Impression

Graficas Estella

ISBN de la collection : 978-84-674-8529-5

ISBN du volume 1 : 978-84-674-8530-1

Dépôt légal : INA-2784-2009

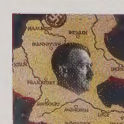
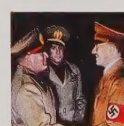
Imprimé en Espagne-Printed in SpainTous droits réservés. Toute représentation ou reproduction intégrale
ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants
droit ou ayants cause, est illicite. Les idées et opinions exprimées
dans cet ouvrage sont celles des auteurs et ne reflètent pas
nécessairement les vues de l'éditeur.

Illustration de couverture : Hitler et Mussolini en 1935.

Illustration de la page 2 : Affiche soviétique contre la montée du fascisme, réalisée par Victor Deni (1893-1946) en 1930.

QUAND LA LITTÉRATURE TÉMOIGNE DE LA GUERRE

FRANÇOIS MAURIAK	7
------------------------	---

LE MONDE PENDANT LA GUERRE

LE TEMPS DES DÉS DE FER	11
-------------------------------	----

LE MONDE EN GUERRE

01 DU TRAITÉ DE VERSAILLES À LA CRISE DE 1929	35
02 HITLER ACCÈDE AU POUVOIR PAR LES URNES	49
03 UNE EUROPE DIVISÉE FACE À HITLER	57
04 LA REMILITARISATION DE LA RHÉNANIE	67
05 LA GUERRE CIVILE ESPAGNOLE, UN CHAMP D'EXPÉRIMENTATION	75
06 L'EXPANSIONNISME NIPPON ET LA GUERRE SINO-JAPONAISE	91
07 L'ANNSCHLUSS OU L'UNION DE L'AUTRICHE AU REICH	99
08 L'ANNEXION DES SUDÈTES ET LA FIN DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE	111
09 DES FRONTIÈRES MOUVANTES À L'EST DE L'EUROPE	125
10 LA GUERRE EST INÉVITABLE	131

INFOGRAPHIES

Les autoroutes allemandes (<i>Autobahnen</i>) et Volkswagen	16
La Société des Nations	41
Le krach de 1929 et la grande dépression économique	46
Hitler élimine les SA au cours de la Nuit des longs couteaux	50
Le III ^e Reich s'exhibe lors des olympiades de Berlin	72
Le Japon envahit la Chine	96
Le cuirassé de poche <i>Admiral Graf Spee</i>	128

CARTES

Les États autoritaires et totalitaires en Europe (1934-1939)	36
Accords politiques (1938-1939)	47
L'Europe après les traités de paix (1920-1922)	59
La formation de la « Grande Allemagne » (1934-1939)	104
Le démantèlement de l'État tchécoslovaque	119

DOSSIERS

La France dans les années 1920 : une reconstruction difficile	32
Adolf Hitler, du chancelier au <i>Führer</i>	54
Les Brigades internationales dans la guerre civile espagnole	88

FICHES

Dollfuss, le chancelier autrichien assassiné par les nazis	12
Ribbentrop, un ministre des Affaires étrangères à la mesure d'Hitler.....	33
Les clauses du traité de Versailles	37
La guerre d'Abyssinie : l'aventure africaine du fascisme italien	64
Konrad Henlein, au service d'Hitler dans les Sudètes	103
Édouard Daladier et l'obsession du maintien de la paix	114
Neville Chamberlain, l'ardent défenseur de la politique d'« apaisement »	118
Le <i>Forschungsamt</i> , un succès des services d'écoute et de cryptanalyse	134

UNIFORMES

Horst Wessel	62
Officier de l'armée espagnole	87
Soldat de cavalerie allemand de dos	138
Soldat de cavalerie allemand de face	139

ARMES

Canon antiaérien	63
------------------------	----

VÉHICULES

Henschel 126	76
Junkers Ju 87	80
BMW R75	100
SdKfz 232	112
SdKfz 222	132

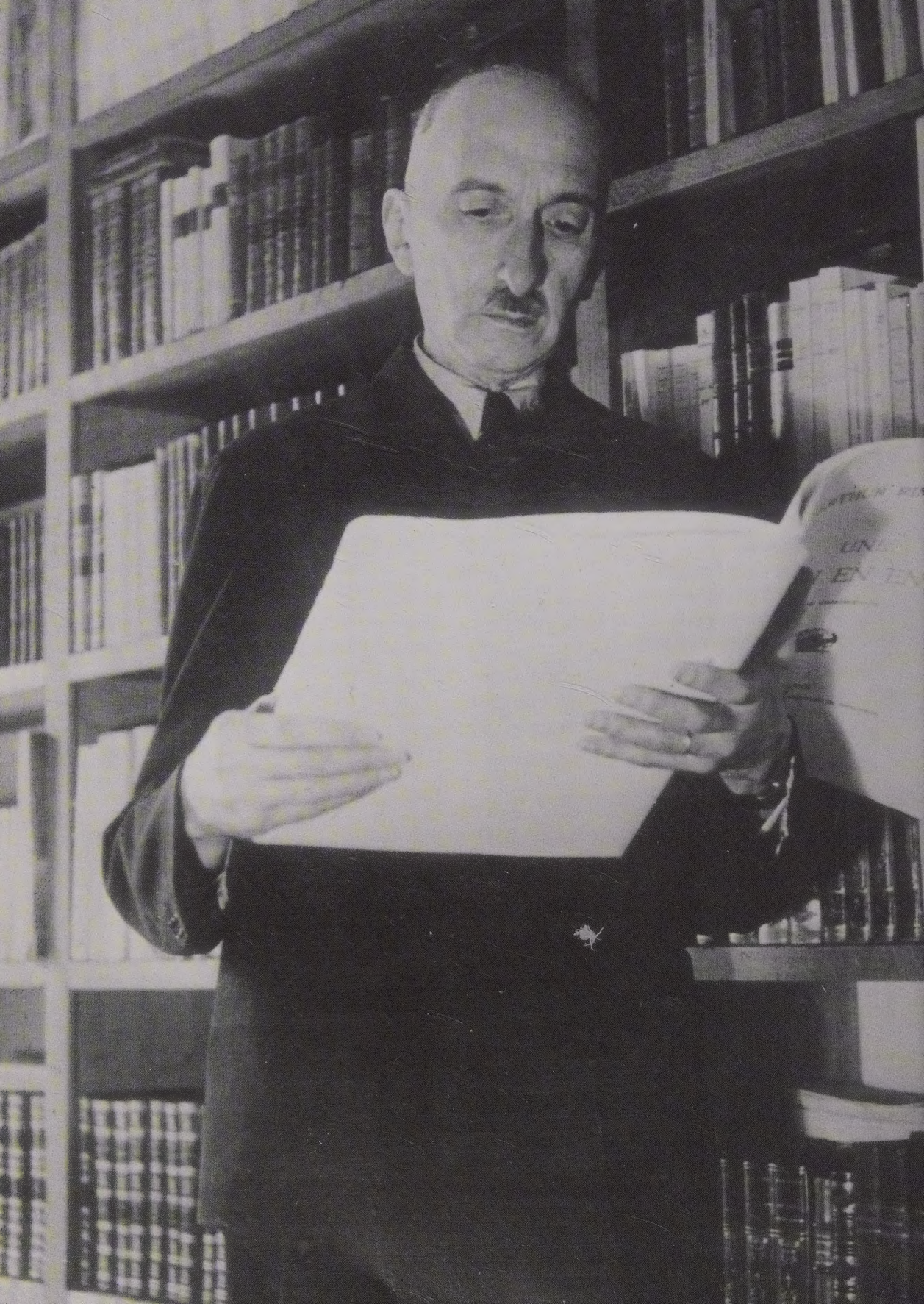
SCÈNES DE GUERRE

Batterie antiaérienne de 37 mm	66
Char de combat soviétique T-26	84
Sous-marin de la marine de guerre allemande	124

LA GUERRE AU CINÉMA

Des superproductions à la propagande	142
--	-----

Bibliographie	144
---------------------	-----



QUAND LA LITTÉRATURE TÉMOIGNE DE LA GUERRE

FRANÇOIS MAURIAC *MÉMOIRES POLITIQUES*

Au *xx^e* siècle, cette bataille des idées qu'on appelle la paix refuse d'abdiquer face à celle des hommes, c'est-à-dire la guerre. Du funeste mois d'août 1914 jusqu'à la chute du mur de Berlin en 1989, la littérature a pu tenir bon. On lui a donné du sang, elle en aura fait son encre. De Genevoix à Soljenitsyne, les Sartre, Camus, Giraudoux, Malraux et autres grandes figures du siècle dernier ont passé entre les balles d'une actualité ressentie, véritable tête de pont du navire des mémoires. Sans doute faut-il voir derrière ces postures d'écrivains engagés, soldats de lettres et de circonstances, quelque nouveau signe des temps relevé par François Mauriac : « Je prendrai la politique, dit-il, je la baptiserai littérature et elle le deviendra aussitôt. » Ce tour de magie n'a certes pas échappé au Figaro, qui présente au sein de cette collection originale sur la Seconde Guerre mondiale toute une série de témoignages littéraires capitaux.

Mieux qu'un simple reflet d'une époque, les écrits de ces illustres contemporains apparaissent ici dans leur contexte, en mouvement, comme pris dans la chair même de l'histoire. Ils ont autant de clefs pour ouvrir le sens, distinguer le pourquoi du chaos. Aussi, le choix d'un François Mauriac au début de cette collection nous est-il apparu le plus naturellement du monde. Le complexe cheminement politique de cet homme « écartelé », depuis la guerre d'Espagne jusqu'à la première guerre d'Algérie, atteste comme nul autre de la victoire des consciences sur le néant de la guerre.

Né à Bordeaux le 11 octobre 1885, François Mauriac connut une enfance heureuse, catholique et bourgeoise avant de s'inscrire en licence à la faculté des lettres. Plus qu'un vulgaire diplôme, un quelconque devoir ou un laborieux métier, le jeune disciple de Barrès eut très tôt cette intuition que la littérature pouvait être autre chose encore, un secret. Celui des consciences, notamment, que le spectacle de la bourgeoisie de province offrit imprudemment à sa chimie observatrice à l'aube des années 1930, avec des productions cinglantes, implacables telles que *Thérèse Desqueyroux*, *Le Nœud de vipères*, ou encore *Le Mystère Frontenac*.

« Ce chrétien qui écrit » est ainsi jeune romancier doué pour mordre à l'heure où se déclarent les premiers soubresauts de la guerre d'Espagne.

Avant de préférer son camp, Mauriac choisit sa famille dans ce conflit piégeux. Ne le voit-on pas tour à tour embrasser la cause des traditionalistes de Franco pour préférer ensuite celle des républicains espagnols ? Dès 1937, contre sa culture (Barrès, Maurras), malgré ses amis (Brasillach, Béraud), il surprend en fustigeant le fascisme, Guernica ou encore le coup de force mussolinien en Éthiopie. Les extraits que nous vous présentons ici, tirés de ses Mémoires politiques, illustrent à merveille le désarroi dans lequel la menace totalitaire plongeait bon nombre de démocrates, désormais au bord de la Résistance. « La guerre future, regrette-t-il, porte la marque du vouloir humain. Il faut donc à la fois tout craindre et tout espérer. » Voilà qui exprime à merveille l'état d'esprit dans lequel Hitler et ses alliés confinèrent leurs proies, depuis l'occupation de la Rhénanie en 1936 jusqu'au déferlement de 1940. Cet état d'esprit qui n'aura tenu que par un fil restait encore suspendu, au seuil de l'Apocalypse, à la valeur d'un simple mot, celui qui deviendrait un titre, l'espoir.

Bastien Miquel

Un problème humain

« Nous autres, civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles », écrivait Paul Valéry six mois après l'armistice. Depuis quinze ans nous avons fait quelques progrès en cette connaissance : notre civilisation ne sait pas seulement qu'elle est périssable, mais aussi qu'il suffit de quelques hommes pour l'anéantir.

Cette race allemande, persuadée qu'aucune catastrophe n'atteindrait son pouvoir de résurrection, a délégué le droit de déchaîner les furies à un seul de ses fils : ce Führer qui incarne son instinct le plus exigeant. La secrète pensée de cet homme et de ses complices n'est-elle pas : « Dans une guerre, nous échouerions peut-être ; mais l'Europe une fois détruite, ce serait tout de même la tribu germanique qui, la première, sortirait des décombres... » ?

Le problème, pour notre diplomatie, est donc d'ordre psychologique et se pose ainsi : les augures de Berlin, qu'ils se rallient ou non aux divers pactes, sont-ils d'ores et déjà résolus à la guerre ? Y sont-ils résolus *dans tous les cas* ?

Rien ne nous semble moins fatal qu'un tel conflit. Rien ne nous apparaît plus délibéré, plus médité. Mais nous croyons que c'est dans la mesure où il est préconçu qu'il peut être aussi combattu. La guerre future porte la marque du vouloir humain. S'il ne s'agissait que de fatalités économiques, tout serait perdu. Nous croyons que notre sort dépend de quelques hommes : il nous faut donc à la fois tout craindre et tout espérer.

Ce que nous connaissons de nos adversaires est redoutable. Ils sont équilibrés à leur manière : ils compen-

sent le massacre de plusieurs centaines d'homosexuels par la décollation de deux tendres jeunes femmes. Des monstres ? Non. Des hommes pareils à tous ceux (et ils sont innombrables) pour qui la vie humaine est sans importance. Des brûleurs de livres qui se font une idée médiocre de ce que nous appelons « esprit ». Leur nom est quelquefois Néron ou Marat ; mais souvent ils en portent d'autres qui sont admirés et glorifiés dans l'histoire du monde. Que leur fait, à ces êtres-là, l'existence de millions d'hommes ?

Voilà l'espèce de gens qu'il faut que notre diplomatie domine. C'est leur volonté – (non leurs exi-

gences apparentes à propos des divers pactes proposés, mais leurs secrètes et terribles décisions) – qu'il importe de fléchir par la puissance d'une volonté plus tenace.

Nous nions qu'elles soient aveugles, ces forces aux prises dans les rencontres diplomatiques de ces jours-ci. Des intelligences lucides se mesurent. Des passions aussi, avec leur couteau et leur masque. Des créatures terriblement libres sont occupées à forger notre destin.

Extrait de l'article paru dans
Le Figaro le 28 mars 1935

La guerre

À quoi servirait de se crever les yeux ? La guerre est désormais le droit fil de notre destin. Entre la guerre et nous, il n'y a plus rien que cette supputation de l'homme enfermé à Berchtesgaden qui interroge ses conseillers militaires, pèse ses chances.

Il voudrait être sûr que la France est aussi malade et aussi divisée que la presse française le laisse entendre. C'est un doute où aucun Allemand ne s'attarde longtemps lorsqu'il observe la « nation pourrie ». Et comment n'en croirait-il sur ce point les Français eux-mêmes ?

Reste l'Angleterre. Elle demeure l'obstacle qu'il ne désespère pas de surmonter. C'est l'occasion qu'il guette et que le compère Staline, à propos de l'Espagne, essaye vainement, ces jours-ci, de provoquer : n'y aurait-il dans le bloc franco-anglais qu'une fissure, la hache allemande y pénétrera.

Il attend qu'elle se produise, il la croit inévitable, et que lui importe d'attendre si le temps travaille pour lui ? Il travaille pour lui et non pour nous. Autant que nous nous armions, il s'armera davantage encore, mais surtout, il mettra la main, sans coup férir, en Europe centrale sur ce qui lui manque encore pour soutenir une guerre longue.

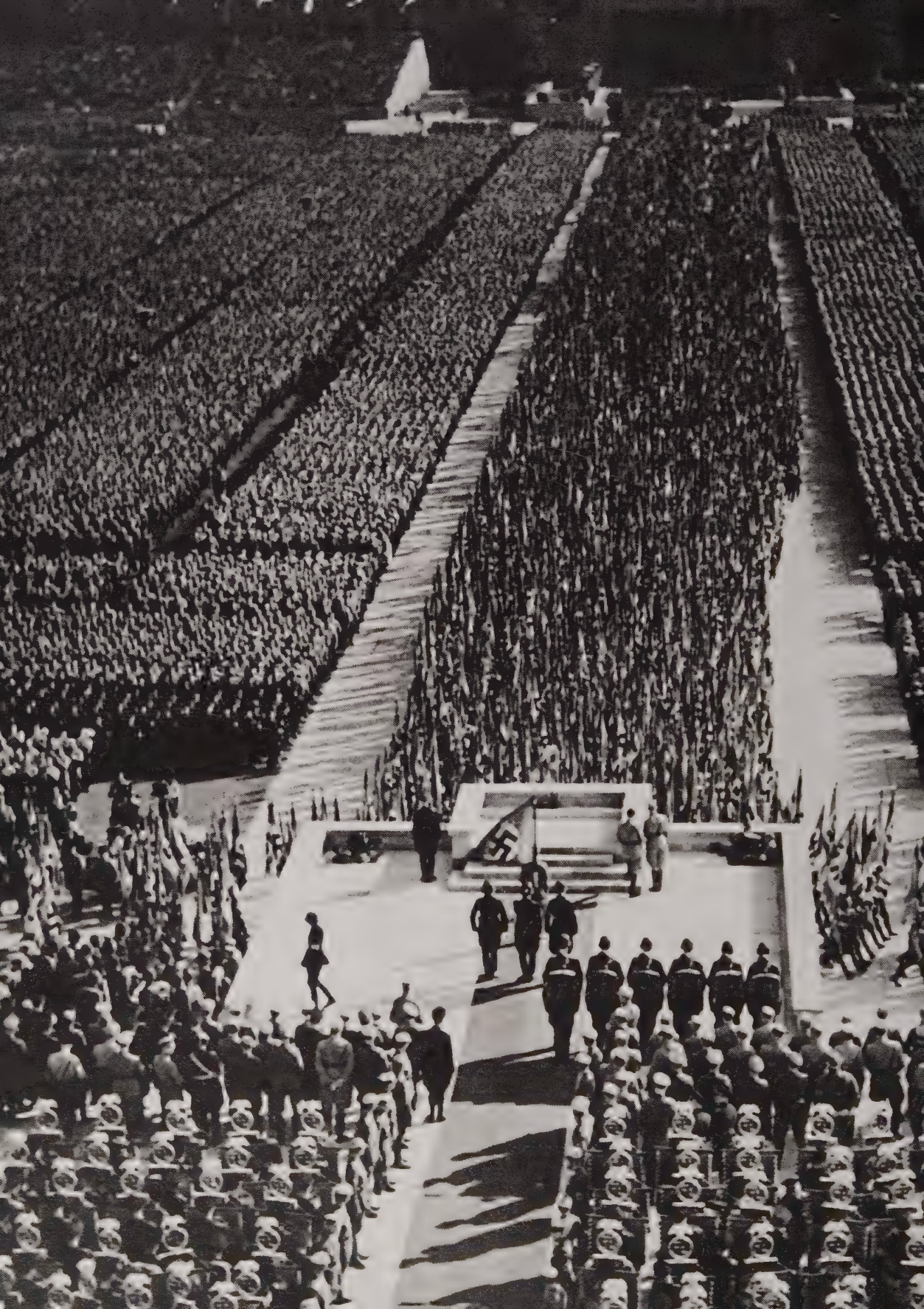
C'est ce que M. Eden avait compris. L'Angleterre et la France auraient pu, sans risque, tenir en respect une Allemagne qui ne se sait armée que pour les rapides coups de force. Notre faiblesse va la mettre en passe de détenir assez de pétrole et de blé et de tout ce qui est nécessaire à un grand peuple engagé dans une guerre d'usure – et ce sera alors l'échéance...

Mais il faut tout dire : n'existe-t-il pas, et au ministère même, chez nous, des hommes qui concluent de cet état de choses que mieux vaut courir notre chance dès maintenant ? La guerre éclate toujours, hélas ! de ces volontés convergentes, des deux côtés de la frontière...

Telle est la vérité nue. D'un charnier à un autre charnier, l'humanité n'apprend rien, ne retient rien. La nouvelle guerre est toujours la plus stupide, la moins excusable. Nous y courons les yeux ouverts.

Extrait de l'article paru dans
Temps présent le 27 mai 1938

François Mauriac, *Mémoires politiques*,
© Éditions Grasset & Fasquelle, 1967.



LE TEMPS DES DÉS DE FER

« Les dispositions économiques du traité [de Versailles, en 1919] étaient si perverses et si absurdes qu'elles se révélèrent évidemment illusoires. Elles condamnaient l'Allemagne à payer des indemnités faramineuses. Ces dictats exprimaient la colère des vainqueurs, mais elles montraient aussi que leurs populations ne mesuraient pas qu'aucune nation, qu'aucune communauté ne peut, jamais, payer un tribut qui compense les coûts d'une guerre moderne. »

Winston Churchill, *La Deuxième Guerre mondiale*

Au cours des années 1930, le développement des moyens de communication et l'expansion de l'industrie entraînèrent une rude concurrence internationale en quête croissante de marchés et de matières premières à bas prix. Les puissances coloniales, la France et le Royaume-Uni, s'étaient déjà emparées des régions les plus importantes lorsque, à la fin du ^{xix}^e siècle, naquirent deux nouveaux États, l'Allemagne et l'Italie, qui trouvèrent un monde colonial et financier largement réparti. Le Japon, dont l'organisation en un État moderne avait été également tardive, se heurta aux mêmes difficultés.

La crainte de la Révolution bolchevique avait conduit les puissances occidentales à établir une sorte de « cordon sanitaire » autour de l'URSS, tandis que des mouvements conservateurs avaient placé leur confiance dans le fascisme italien et, surtout, dans le nazisme allemand.

Dès son arrivée au pouvoir, en janvier 1933, Hitler développa une politique basée sur les idées expansionnistes et militaristes exprimées dans son ouvrage *Mein Kampf* (*Mon combat*). Son premier objectif était de convertir l'Allemagne

AU CONGRÈS de 1934 à Nuremberg, les membres du parti nazi mirent un soin et un effort particuliers pour donner au monde l'image d'unité et de force qui allait leur être si nécessaire pour leurs aventures expansionnistes.

DOLLFUSS, LE CHANCELIER AUTRICHIEN ASSASSINÉ PAR LES NAZIS

Né le 4 octobre 1892 en Basse-Autriche, il fit des études de droit à Vienne puis d'économie à Berlin. Durant la Première Guerre mondiale, il combattit sur le front des Alpes. Il travailla ensuite pour le ministère de l'Agriculture comme secrétaire de la Ligue agraire. En 1930, il fut désigné, comme membre du Parti social-chrétien, président des Chemins de fer, et en 1931, ministre de l'Agriculture.

Le 20 mai 1932, il fut nommé chancelier, à la tête d'un gouvernement conservateur face à une opposition sociale-démocrate et aux nazis pangermaniques. En 1932, il put prolonger les crédits de la SDN en échange de la renonciation à l'union avec l'Allemagne. En 1933, après avoir dissous le Parlement, il abolit la Constitution et gouverna, dès 1934, de manière dictatoriale en application de la loi des pleins pouvoirs de 1917. Il institua une Constitution corporatiste qui configurait une forme d'État appelée *Ständestaat* (État corporatiste) et interdisait tous les partis à l'exception du *Vaterländische Front* (Front patriotique). Il fut assassiné à Vienne par les nazis pangermanistes le 25 juillet 1934 lors d'une conspiration destinée à faciliter l'*Anschluss*. [G. C.]

ENGELBERT DOLLFUSS passant en revue les troupes des organisations du Front patriotique à Vienne en 1933.



en une puissance militaire pour annexer les territoires étrangers ayant des populations d'origine germanique. Bien résolu à doter l'Allemagne d'une véritable force armée, dès son arrivée au pouvoir Hitler fit sortir l'Allemagne de la Conférence du désarmement de la Société des Nations. Cette décision de nature à mettre en danger la sécurité collective entraîna, le 17 avril 1934, la protestation officielle de la France.

La poudrière autrichienne

Le système d'alliance défendu par la France afin de garantir la stabilité en Europe orientale vola en éclats lorsque l'Allemagne et la Pologne signèrent en janvier 1934 un « pacte de non-agression », par lequel les deux pays s'engageaient à résoudre leurs difficultés par des moyens diplomatiques en excluant l'usage de la force. Paris se sentait menacé par la politique internationale d'Hitler, et, à partir de février 1934, le ministre des Affaires étrangères, Louis Barthou, chercha un rapprochement entre la France, l'URSS et l'Italie afin d'imposer à l'Allemagne le respect de ses frontières orientales.

Les nazis défendaient par ailleurs l'idée d'une possible union, un *Anschluss*, avec l'Autriche, un pays géographiquement proche des divers conflits qui se déroulaient dans les Balkans et analogue à l'Allemagne par nombre d'aspects. Ce projet d'union inquiétait sérieusement Mussolini car l'Italie avait été l'ennemie de l'Autriche-Hongrie pendant la Première Guerre mondiale et il craignait des revendications sur les territoires frontaliers.

En mai 1932, le chancelier autrichien social-chrétien Engelbert Dollfuss forma à Vienne un gouvernement de coalition avec



Ernst Rüdiger von Starhemberg et Josef Reither. Von Starhemberg prit la tête de la *Heimatanblock*, la branche politique de l'organisation paramilitaire et nationaliste *Heimwehr* (groupes d'autodéfense), tandis que Reither dirigeait la *Landbund* (Ligue agraire) des paysans de Basse-Autriche. De cette alliance entre les trois hommes naquit en 1933 le mouvement fasciste autrichien *Vaterländische Front* (Front patriotique).

En février 1934, le gouvernement Dollfuss dut faire face au premier soulèvement antifasciste européen à la tête duquel se trouvait une milice sociale-démocrate, le *Schutzbund*. L'armée, aidée dans son entreprise de répression par la police, la *Heimwehr* et les groupes de la droite cléricale,

LA JEUNESSE fut toujours particulièrement choyée par les nazis.

décapita le mouvement ouvrier autrichien pourtant bien organisé et actif. Dollfuss suspendit le Parlement, gouverna par décret et interdit le parti nazi (NSDAP) et le Parti social-démocrate des travailleurs autrichiens (SDAPÖ).

Le 25 juillet 1934, les nazis tentèrent un coup d'État. Un groupe de nazis autrichiens déguisés en membres de la *Heimwehr* s'empara des studios de Radio Vienne pour annoncer la démission du chancelier Dollfuss. Simultanément, d'autres nazis vêtus du même uniforme militaire prirent d'assaut



LA POPULATION DE LA SARRE, surtout celle d'origine allemande comme ces mineurs de Sarrebruck, vota en faveur de la réintégration du territoire à l'Allemagne.

la chancellerie et arrêtaient Dollfuss, ainsi que le major Fey, secrétaire d'État à la Sécurité publique, et le sous-secrétaire Karwinsky. Lorsque Dollfuss tenta de s'enfuir, les nazis lui tirèrent dessus, puis le laissèrent se vider de son sang. Le coup d'État échoua néanmoins, et le président Wilhelm Miklas nomma chancelier par intérim le ministre de la Justice, Kurt von Schuschnigg, qui, à l'issue d'une négociation confuse, arrêta les putschistes.

La police enquêta sur les ramifications du complot dans lequel environ 300 nazis étaient impliqués. Leurs sympathisants

provoquèrent des troubles dans plusieurs provinces.

La tentative nazie irrita Mussolini qui soutenait Dollfuss. Il envoya des troupes à la frontière du Brenner tandis que le gouvernement de Berlin, comprenant que l'*Anschluss* inquiétait sérieusement les Italiens, affirma ne rien savoir des agissements de ses coreligionnaires autrichiens.

Schuschnigg fut confirmé dans ses fonctions de chancelier le 30 juillet 1934. Le prince Rüdiger, continuateur de la politique de Dollfuss, accéda au poste de vice-chancelier. Une nouvelle Constitution entra en vigueur en novembre. Elle plaçait l'État sous l'autorité de Dieu comme fondement du droit et se dotait d'une organisation corporatiste, inspirée de la *Heimatanblock*, formée par les militaires, l'ancienne aristocratie, le

clergé et même une partie de la bourgeoisie juive qui cherchait une protection aussi bien face aux sociaux-démocrates qu'aux nazis.

La France regarde vers l'URSS

En octobre 1934, le ministre français Barthou fut tué à Marseille lors d'un attentat perpétré contre Alexandre III par un Croate membre de l'organisation nationaliste des Oustachis, qui prônait l'utilisation de la violence terroriste pour parvenir à ses fins. Pierre Laval, ancien socialiste passé à droite, succéda au Quai d'Orsay à Barthou, dont il poursuivit la politique. Il accorda néanmoins la priorité aux relations avec l'Italie par rapport à celles avec l'URSS, et entama une politique de conciliation avec l'Allemagne.

L'antibolchevisme systématique et le réarmement du gouvernement d'Hitler provoquèrent un changement d'orientation de la diplomatie soviétique. À la recherche d'appuis internationaux, elle opta pour une attitude plus modérée. En 1933, l'URSS proclama qu'elle n'aspirait pas à la révision des traités de 1919 ; elle signa avec la quasi-totalité des pays voisins des accords bilatéraux de non-agression et intégra la Société des Nations en septembre 1934. Staline ordonna que le *Komintern* (*Kommunistisches Internatsional*, l'Internationale communiste) abandonne sa stratégie de « classe contre classe », qui avait mené à la désunion de la gauche allemande et facilité ainsi la victoire électorale d'Hitler.

L'opposition de Mussolini à la politique autrichienne d'Hitler intéressait le gouvernement français et Pierre Laval chercha un rapprochement avec Rome, qui conduisit à la signature, le 7 janvier 1935, d'accords



TRAITÉ DE RAPALLO. Le président du Conseil des ministres italien Giovanni Giolitti (assis) signe le traité, le 12 novembre 1920. Au premier plan, Ante Trumbic, ministre des Affaires étrangères du royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

ensuite étendus à la Grande-Bretagne : l'objectif était d'aider l'Autriche et de parvenir à un accord sur les questions coloniales et sur l'Europe danubienne.

Conformément aux dispositions du traité de Versailles, un plébiscite fut organisé le 13 janvier 1935 sur le territoire de la Sarre administré et géré par la France. Parmi les votants, 90 % se prononcèrent en faveur du rattachement à l'Allemagne et la Sarre intégra le III^e Reich le 10 mars. La politique nationaliste d'Hitler sortit renforcée de cette opération.

LES AUTOROUTES ALLEMANDES (AUTOBAHNEN) ET VOLKSWAGEN

L'obsession d'Hitler de motoriser l'Allemagne permit au pays, dès la fin des années 1930, de disposer d'un extraordinaire réseau d'autoroutes qui remplissait une double fonction, civile et militaire, et favorisa la création de la très pratique Volkswagen.

UN PROJET GRANDIOSE

Hitler décida la construction d'une série de routes à double voie dans les deux sens destinées au trafic de véhicules à moteur, permettant de relier rapidement et de façon directe les différentes régions du pays.

OBJECTIFS

1

Motoriser le pays et, de cette manière, promouvoir l'utilisation de moyens de transports par route grâce à un nouveau modèle de voiture fabriqué par Volkswagen et accessible à tous.

2

Créer des postes de travail et réduire ainsi le nombre de chômeurs.

3

Doter le pays d'artères que l'armée allemande puisse emprunter pour circuler librement au cas où le pays entrerait en guerre.



CONSTRUCTION DES AUTOROUTES

La première autoroute au monde fut construite en Allemagne entre 1913 et 1921, à Berlin. La deuxième, inaugurée en 1932, reliait Bonn et Cologne.



Alors que Hitler était au pouvoir, en 1933, le grand projet de construction d'un réseau d'autoroutes fut lancé sous la direction de Fritz Todt (ici, à gauche). Quand la guerre éclata, plus de 2 100 km d'autoroutes étaient déjà opérationnelles.



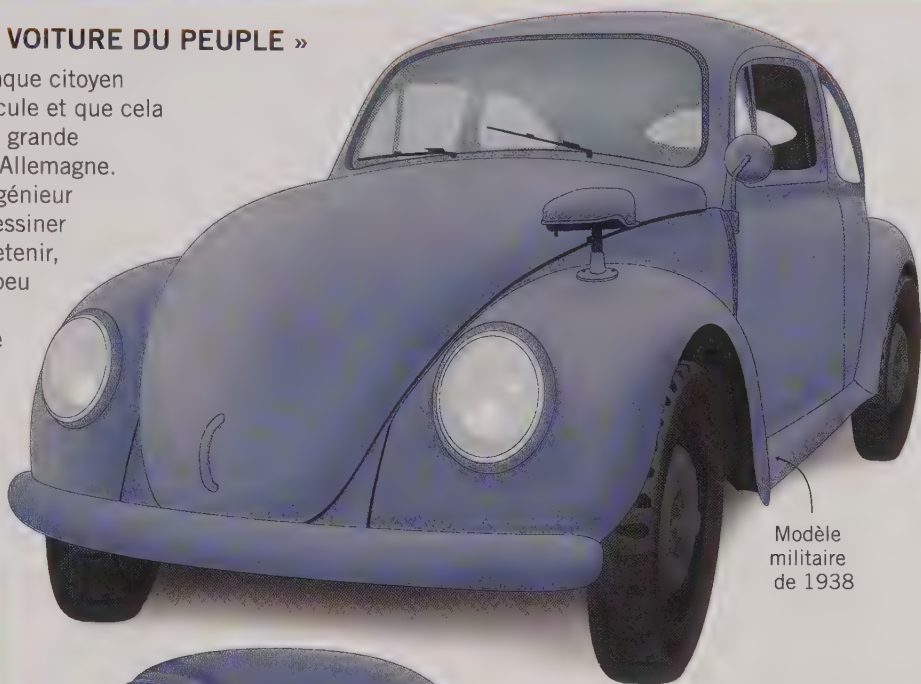
VOLKSWAGEN, LA « VOITURE DU PEUPLE »

Hitler souhaitait que chaque citoyen possède son propre véhicule et que cela suscite la création d'une grande industrie automobile en Allemagne. En 1933, il chargea l'ingénieur Ferdinand Porsche de dessiner une voiture facile à entretenir, aux lignes modernes et peu chère à fabriquer, dotée d'un moteur robuste : de là naquit la Volkswagen, « voiture du peuple ».

Ferdinand Porsche



Après avoir accepté la commande de Hitler, il commença à travailler sur la conception de la KdF-Wagen en 1934 ; la fabrication débuta en 1938.



Modèle militaire de 1938



La KdF-Wagen (*)



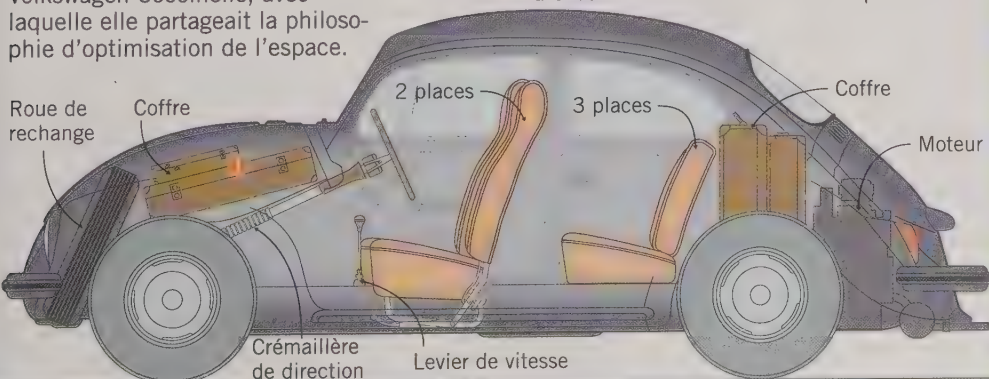
Moteur : boxeur 4 cylindres
refroidi par air
Vitesse maximale : 100 km/h
Capacité : 5 personnes
Prix : 990 Reichsmarks

* KdF : Kraft durch Freude, la « force par la joie ».

UN CONCEPT QUI A SURVÉCU À LA GUERRE

La KdF-Wagen fut l'ancêtre de la Volkswagen Coccinelle, avec laquelle elle partageait la philosophie d'optimisation de l'espace.

① Dans la KdF-Wagen d'origine, le réservoir d'essence se trouvait sous le capot.



KdF en 1939



Avant la guerre



Après la guerre



HAÏLÉ SÉLASSIÉ I^{er}, empereur d'Éthiopie, en 1935, l'année où son pays fut envahi par les Italiens et où il prononça son célèbre discours devant la Société des Nations pour solliciter l'aide internationale.

L'Allemagne passe à l'action

Hitler annonça peu après la reconstitution de l'armée de l'air allemande, la *Luftwaffe*, qui avait été créée pendant la Première Guerre mondiale. Bien qu'officiellement dissoute, conformément aux clauses du traité de Versailles, elle avait conservé un noyau actif discrètement intégré depuis 1924 à la *Reichswehr* (l'armée du Reich). Des pilotes, des équipages et des mécaniciens étaient secrètement entraînés en URSS. Le traité de Rapallo de 1922 entre l'Allemagne et l'URSS

permit en effet l'entraînement secret des Allemands sur l'aérodrome soviétique de Lipetsk, tandis que la compagnie commerciale allemande Lufthansa préparait des pilotes d'avions lourds. Le *Führer* viola sans difficultés le traité de Versailles et, en mars 1935, il chargea Hermann Goering de former, d'organiser et d'instruire une nouvelle *Luftwaffe*. Il instaura aussi un service militaire obligatoire, prétextant que la France avait augmenté la durée de mobilisation de ses appelés sous les drapeaux.

En réaction, les Premiers ministres James Ramsay MacDonald pour le Royaume-Uni, Pierre-Étienne Flandin pour la France et Benito Mussolini pour l'Italie, réunis le 11 avril dans la localité italienne de Stresa, élevèrent une protestation formelle contre la remilitarisation de l'Allemagne et s'engagèrent à garantir l'indépendance de l'Autriche. Ce « front de Stresa » se déclara prêt à « s'opposer, par tous les moyens à sa disposition, à un quelconque abandon unilatéral des traités susceptible de mettre en péril la paix en Europe ». Ce fut l'ultime accord entre les anciens alliés de la Première Guerre mondiale.

Laval poursuivit les négociations avec l'URSS jusqu'à signer le pacte franco-soviétique de mai 1935, un pacte d'aide mutuelle, en cas d'agression non provoquée, non assorti cependant d'une convention militaire en raison de l'opposition de la droite française. La signature d'un pacte d'aide mutuelle entre l'URSS et la Tchécoslovaquie renforça le réseau des alliances.

Afin de juguler l'influence des nazis pan-germaniques sur les populations autrichiennes conservatrices, Kurt von Schuschnigg mit en place une politique de répression des nazis avec des mesures d'exception et

des jugements assortis de peines de mort ou de travaux forcés à perpétuité. En mai 1935, il annonça devant l'Assemblée la nécessité de dissocier le fascisme autrichien des manœuvres annexionnistes d'Hitler. Le prince Rüdiger, qui contrôlait l'armée, la *Heimwehr* et la police, se heurta à Josef Reither, qui voulait restaurer la monarchie austro-hongroise des Habsbourg sous une forme démocratique. La manœuvre ne fut acceptée ni par la Hongrie ni par Hitler, ni par une bonne partie de l'Europe, et Mussolini finit par abandonner les fascistes autrichiens pour pactiser avec Hitler.

Dans le cadre de sa politique d'« apaisement », la Grande-Bretagne signa en juin 1935 l'accord naval germano-britannique par lequel elle consentait au développement de la flotte de guerre allemande, la *Kriegsmarine*, tout en limitant le tonnage à 35 % de celui de la *Royal Navy*. Cette politique d'apaisement laissa aussi les mains libres à l'expansionnisme italien. Sans déclaration de guerre préalable, l'Italie de Mussolini se lança à la conquête de l'Éthiopie. Le général Emilio de Bono attaqua l'Abyssinie le 3 octobre 1935 depuis la colonie italienne d'Érythrée, et le général Rodolfo Graziani depuis la Somalie italienne. Le négus Haïlé Sélassié I^{er} demanda l'aide de Londres qui envoya une commission pour arbitrer le conflit puis se retira immédiatement. La première armée abyssinienne ne put opposer pratiquement aucune résistance : le 6 octobre, les envahisseurs prirent Adoua, et le 15, Axoum. La SDN imposa des sanctions légères et un embargo qui n'empêcha pas la



LA CROIX GAMMÉE, ou svastika, symbole du nazisme.

Grande-Bretagne et la France de continuer à vendre du pétrole à l'Italie.

Mussolini remplaça ensuite Emilio De Bono par Pietro Badoglio pour achever de mettre le faible ennemi en déroute. Le 2 mai, le négus s'enfuit à l'étranger, et le 5, les Italiens s'emparèrent d'Addis-Abeba.

Deux jours plus tard, l'Italie annexa l'Abyssinie et Victor-Emmanuel III fut proclamé empereur d'Éthiopie. Lorsque la SDN condamna cette action, Mussolini s'en retira.

Staline, comprenant que la situation devenait difficile pour l'URSS, commanda au *Komintern* un changement de politique. Lors de son VII^e congrès en août 1935, il affirma que le fascisme constituait le principal ennemi du communisme et qu'il fallait pour cela défendre les alliances avec les sociaux-démocrates et les partis bourgeois progressistes. Ce mot d'ordre conduisit à la formation des gouvernements de Front populaire en France et en Espagne.

L'expansionnisme italien coïncidait avec le réarmement allemand. En mars 1936, Hitler attaqua le « front de Stresa » et dénonça le traité de Locarno en lançant l'occupation de la Rhénanie par les troupes allemandes. Dans cet accord, la France, l'Allemagne et la Belgique avaient établi mutuellement leurs frontières, s'étaient engagées à les respecter et avaient déclaré la Rhénanie, région historique pour les trois pays, zone neutre démilitarisée. Cette remilitarisation provoqua de vives inquiétudes en France, qui se sentit directement menacée par ce coup de force. La Grande-Bretagne, en revanche, ne réagit quasiment pas.

En juillet 1936, alors que débutait la guerre civile espagnole, Hitler envoya une aide militaire au général Franco. Plus tard, un détachement de la *Luftwaffe*, la légion Condor, ainsi qu'une unité de chars de combat Panzer I complétèrent le soutien nazi aux rangs antirépublicains. La *Luftwaffe* mit à profit la campagne espagnole pour tester ses appareils, entraîner ses équipages et le personnel au sol, et se préparer à la guerre en Europe. L'Italie, de son côté, engagea dans cette guerre tout un corps d'armée et une grande quantité d'avions. Par souci de ne pas provoquer l'Allemagne, les démocraties occidentales choisirent de ne pas soutenir la République espagnole, qui finit par recevoir l'aide de l'Union soviétique.

Berlin avait été désignée en 1931 ville organisatrice des Jeux olympiques de 1936. Hitler décida d'utiliser la vitrine internationale qu'offrait les Jeux pour faire la propagande de la grandeur nazie, tâche qu'il confia à Joseph Goebbels. L'architecte Albert Speer prépara la mise en scène grandiose des cérémonies et la cinéaste Leni Riefenstahl fut chargée de glorifier l'événement dans un film tourné pendant les Jeux. La cérémonie d'ouverture se déroula le 1^{er} août 1936, et avant l'arrivée d'Hitler, le célèbre dirigeable *Hindenburg* survola le stade pour témoigner de la grandeur allemande.

Le 25 novembre de cette même année 1936, l'Allemagne et le Japon signèrent le pacte anti-*Komintern* par lequel ils s'engageaient à prendre des mesures contre l'Internationale communiste. L'Allemagne reconnaissait le Mandchoukouo, l'État fantoche créé par les Japonais en Mandchourie, pays qu'ils occupaient. L'isolement diplomatique de l'URSS s'en trouva accru.

La politique britannique

La crise de 1929 qui suivit le fameux krach fut particulièrement grave en Grande-Bretagne et causa un déséquilibre financier qui affecta de manière durable le commerce et la production. Issu des élections de mai 1929, le gouvernement travailliste de James Ramsay MacDonald augmenta les impôts sur le revenu et renonça aux plans d'investissement publics, une mesure qui fut défavorable à l'emploi. L'année suivante, il réduisit le montant des allocations de chômage afin de contrôler le déficit. Cette décision divisa son cabinet et entraîna sa démission le 23 août 1931.

MacDonald forma alors un « gouvernement d'union nationale » avec trois ministres travaillistes, quatre conservateurs et deux libéraux, ce qui provoqua une grave crise au sein du Parti travailliste dont il fut exclu. Lors des élections suivantes, les travaillistes reculèrent sérieusement. L'action à la tête du parti de George Lansbury, personnage honnête mais naïf, empêcha les travaillistes de représenter une alternative crédible de gouvernement.

En 1936, Stanley Baldwin, à la tête d'un autre gouvernement d'union nationale, manœuvra habilement pour obtenir l'abdication d'Édouard VIII lorsque ce dernier décida d'épouser l'Américaine Wallis Simpson. Il incita le duc d'York, frère du roi, à occuper le trône sous le nom de George VI, afin de ne pas nuire au prestige de la Couronne.

La formule de gouvernement d'union nationale se prolongea jusqu'en 1937 avec MacDonald et Baldwin soutenus par la coalition de libéraux et de travaillistes nationalistes.

LES FASCISTES ITALIENS se devaient d'arborer un enthousiasme débordant dans toutes leurs manifestations.



Les conservateurs dirigés par Neville Chamberlain s'imposèrent ensuite et formèrent un gouvernement qui d'une part réduisit les prestations sociales et les dépenses de l'État, et d'autre part encouragea l'investissement par la baisse des taux d'intérêt et la diminution du coût du crédit.

La succession des gouvernements d'union nationale de MacDonald et de Baldwin puis du gouvernement conservateur de Chamberlain parvint à surmonter la crise. La reprise économique fut évidente, le chômage diminua et le revenu national remonta. Malgré le chômage et la persistance de poches importantes de pauvreté, la consommation de masse augmenta notablement et Chamberlain autorisa les premiers congés payés d'une semaine pour tous les travailleurs.

Le radicalisme politique britannique était réduit à la portion congrue : le Parti communiste de Grande-Bretagne ne comptait qu'un député, Willie Gallagher. Oswald Mosley, le futur dirigeant fasciste, abandonna le Parti travailliste, mais il ne parvint à entraîner avec lui qu'une demi-douzaine de députés. En 1931, il créa le Nouveau Parti, appelé plus tard « Union des fascistes britanniques », qui ne bénéficia de la candidature de Mosley qu'aux élections d'octobre, puis disparut du paysage électoral.

Hitler séduit Mussolini : la naissance de l'Axe

Alors que la guerre d'Espagne empoisonnait déjà les relations internationales, l'Italie et l'Al-



DÉCORATION NAZIE remise pour les années passées au service du parti.

lemagne signèrent le 25 octobre 1936 un pacte d'amitié et d'aide mutuelle. Cet axe Rome-Berlin était le résultat d'une initiative de l'Italie pour rompre son isolement international consécutif à l'invasion de l'Abyssinie et à sa condamnation par la SDN. Les deux pays partageaient une même soif d'expansion et l'Axe laissait la voie libre à l'Allemagne pour annexer l'Autriche. Le 10 novembre 1937, Hitler signa la « note Hossbach », rédigée lors d'une réunion avec son officier d'ordonnance, le colonel Hoss-

bach, le feld-maréchal von Blomberg, ministre de la Guerre, le ministre des Affaires étrangères von Neurath et les trois commandants des forces armées : von Fritsch de l'armée de terre, Raeder de la marine et Goering de l'aviation. Hitler leur fit part de son intention d'occuper l'Autriche, puis d'envahir la Tchécoslovaquie l'année suivante et enfin d'attaquer l'URSS plus tard, mais avant 1942.

Il voulait une guerre dont les généraux Werner von Blomberg, le ministre de la Guerre, et Werner von Fritsch, le chef des armées, n'étaient pas partisans. Pour les destituer, les séides du parti montèrent deux scandales. Von Blomberg, veuf depuis sept ans, venait d'épouser sa secrétaire, Erna Gruhn. Le chef de la police de Berlin, von Helldorf, reçut un rapport alimenté par des fuites provenant des SS (*Schutzstaffel*, échelons de protection) qui assurait qu'Erna était une ancienne prostituée, habituée des cabarets, et que sa mère tenait un salon de massage. Les généraux prirent opportunément connaissance



de ces fuites et se sentirent offensés. Blomberg ne voulut pourtant pas annuler son mariage et fut destitué. Il tenta alors de s'éloigner du pouvoir et quitta l'armée. Peine perdue ; il fut arrêté et emprisonné à Nuremberg où il mourut le 22 mars 1946.

Le piège ourdi contre von Fritsch fut encore plus scandaleux. Les SS accusèrent cet aristocrate ne manifestant aucune sympathie pour les nazis d'être homosexuel. Lorsque Hitler l'interrogea à ce propos en présence de Goering, le général jura sur son honneur que l'accusation était fausse. Un témoin, maître chanteur notoire, fut alors introduit dans le bureau et répéta l'accusation. Von Fritsch fut destitué et conduit au siège de la Gestapo où on le fit passer au milieu d'une haie de voyous de Berlin chargés de l'identifier. On découvrit finalement que le militaire homosexuel était un capitaine de cavalerie au nom très proche. Néanmoins, von Fritsch ne fut qu'à moitié réhabilité et ne retrouva pas son poste. Il mourut au combat en 1939.

CADRES MILITAIRES ET MEMBRES DU PARTI NAZI. Le feld-maréchal Werner von Blomberg (à gauche), le colonel Werner Fritsch (au centre) et l'amiral Erich Raeder (à droite), réunis le 13 septembre 1936 à Nuremberg à l'occasion du congrès du Parti national-socialiste des travailleurs allemands.

Débarrassé de ces généraux gênants, Hitler créa le 4 février 1938 un organe de coordination militaire conçu pour la guerre qui se préparait, l'*Oberkommando der Wehrmacht* (haut commandement des forces armées), placé sous les ordres du maréchal Wilhelm Keitel. Afin de s'assurer également le service diplomatique, Hitler nomma un nouveau ministre des Affaires étrangères, Joachim von Ribbentrop, un membre du parti nazi.

L'annexion de l'Autriche

En Autriche, un pays dans lequel l'antisémitisme était déjà profondément enraciné, de nombreux Autrichiens, des jeunes, des chômeurs et des conservateurs ennemis du gouvernement, aspiraient à la rénovation promise par les nazis. Après avoir obtenu du

chancelier Schuschnigg, au terme d'une intense campagne de harcèlement et de pression, qu'il offre aux nazis autrichiens des postes de choix dans l'appareil d'État, Hitler n'eut de cesse d'exiger de Vienne d'autres concessions.

Face à la menace d'une invasion allemande, Schuschnigg décida le 9 mars 1938 la tenue le 13 mai suivant d'un plébiscite sur l'indépendance de l'Autriche libre, sociale et chrétienne. C'était trop tard, Hitler ne lui en laissa pas le temps : le 11 mars, il posa un ultimatum à Schuschnigg, et comme celui-ci refusait d'obtempérer, il exigea sa démission.

Londres s'excusa de « ne pas se trouver en condition de protéger l'Autriche », et Mussolini n'envoya pas non plus de troupes sur le Brenner. Le chancelier annonça sa démission dans un message qu'il termina par cette phrase laconique : « Dieu protège l'Autriche. »

Le président autrichien Wilhelm Miklas résista un temps aux pressions d'Hitler qui voulait Seyss-Inquart au poste de chancelier. Mais les manifestants nazis envahirent les rues de Vienne, occupèrent les bâtiments officiels et contrôlèrent la ville. Miklas devait céder à la pression de la foule et nomma Seyss-Inquart chancelier. Dans la nuit du 11 mars, ce dernier fit appeler les troupes allemandes. Le 12, l'Autriche fut occupée sans aucune résistance, et le 13 le pays fut déclaré partie intégrante du III^e Reich, déclaration ratifiée *a posteriori* par un plébiscite dont le résultat officiel atteignit 99,73 % de votes favorables.

Aucun État ne bougea le petit doigt. Londres avait prévenu que le fait de résister à l'Allemagne exposait l'Autriche à des dangers dont il ne pourrait pas la protéger. La

France était aux prises avec ses propres crises internes. L'Italie fit savoir qu'elle n'avait rien à dire. La Tchécoslovaquie et la Pologne semblèrent indifférentes.

Les accords de Munich, la Tchécoslovaquie, puis la Pologne

Dans le cadre de sa politique expansionniste visant à occuper tous les territoires ayant une population allemande, Hitler désigna comme cible suivante la Tchécoslovaquie. Situé entre l'Allemagne, la Pologne et l'URSS, et créé le 18 octobre 1918 à l'issue de la Première Guerre mondiale, cet État fédéral intégrait diverses minorités dont l'une, allemande, était installée dans la région des Sudètes.

Les pressions nazies pour réclamer cette région firent craindre qu'une nouvelle guerre n'éclate. Pour éviter ce désastre, le Premier ministre britannique Neville Chamberlain et le président du Conseil français Édouard Daladier rencontrèrent Hitler et Mussolini à Munich. Les revendications d'Hitler, exprimées avec force, aboutirent dans la nuit du 29 au 30 septembre 1938 à l'acceptation d'un plan présenté par Mussolini mais rédigé secrètement par Goering. Il prévoyait le démantèlement de la Tchécoslovaquie et l'incorporation des Sudètes à l'Allemagne, présentés comme une simple révision, partielle, du traité de Versailles.

Les représentants tchécoslovaques n'avaient pas été admis à la conférence, et le gouvernement de Prague, avec à sa tête Edvard Beneš, se vit trahi par les démocraties. Il manifesta son refus d'une décision prise, dit-il, « à notre sujet, mais sans nous », et qualifia l'accord de « trahison de Munich ». Les très démocratiques France et Angleterre



avaient accepté qu'un autre État démocratique soit mis en pièces par un dictateur ; pourtant Chamberlain et Daladier, de retour dans leurs pays respectifs, furent reçus en triomphateurs et véritables sauveurs d'une paix de dernière minute.

Les troupes allemandes occupèrent donc les Sudètes et ne laissèrent que trois jours à la population et aux fonctionnaires non allemands pour quitter la région. En revanche, les habitants de langue allemande furent automatiquement convertis en citoyens du III^e Reich. Le président Beneš renonça à sa charge. Il partit en Grande-Bretagne, puis aux États-Unis, avant de revenir s'installer à Londres en 1940, où il forma un gouvernement provisoire en exil.

Une fois encore, Hitler ne tint pas ses promesses. Selon le traité signé, il s'engageait à respecter le reste du territoire de la Tchéco-

NOUVELLES TECHNOLOGIES DE COMMUNICATION. Dans les années 1930, des soldats de l'Armée rouge écoutent attentivement les nouvelles données par la radio de l'Union soviétique et transmises par un grand haut-parleur.

slovaquie. En réalité, le 21 octobre 1938, il fit préparer un plan secret d'occupation définitive qui fut exécuté les 15 et 16 mars 1939. Les troupes allemandes envahirent le territoire, et la Tchécoslovaquie disparut. Sur ses décombres, les nazis créèrent l'État slovaque et le protectorat de Bohême-Moravie.

L'Union soviétique rejeta les accords de Munich qui accentuaient sa marginalisation politique en démontrant que la Grande-Bretagne et la France préféraient négocier avec Hitler plutôt qu'avec Staline. Dès lors, la diplomatie soviétique allait entamer un rapprochement avec l'Allemagne nazie qui semblerait bien paradoxal.

Pour Hitler, l'étape suivante, le 21 mars 1939, fut de faire connaître au gouvernement polonais ses exigences territoriales, à savoir l'annexion au III^e Reich de la ville de Dantzig et de son « couloir », ainsi que la traversée de ce couloir polonais par une route et un chemin de fer extraterritoriaux permettant de relier l'Allemagne à la Prusse-Orientale. La presse allemande, sous influence, relayait continuellement ces revendications sur Dantzig qui s'étendirent bientôt

à tout le couloir ainsi qu'aux territoires polonais de Poznań et de la Haute-Silésie.

La Société des Nations avait établi, dans une ancienne zone allemande de la côte baltique, un protectorat placé sous administration française sur le territoire de Memel. Le protectorat prit fin en 1923 et la région passa à la Lituanie jusqu'à ce que, le 23 mars 1939, Hitler exige son rattachement au III^e Reich. Vu la tournure prise par les événements, le gouvernement polonais se fia aux promesses franco-anglaises et rejeta les exigences allemandes le 26 mars 1939. Hitler manœuvra alors pour démontrer qu'il disposait de l'alliance avec l'Italie, afin de dissuader la Grande-Bretagne et la France d'apporter leur soutien à la Pologne.

UNE POIGNÉE DE MAIN INHABITUELLE. Malgré leurs nombreuses affinités idéologiques, le ministre des Affaires étrangères italien Galeazzo Ciano et le dirigeant allemand Adolf Hitler n'entretenaient pas de très bonnes relations.



Il utilisa pour cela le pacte d'amitié et d'alliance entre l'Allemagne et l'Italie signé par Ciano et Ribbentrop le 22 mai. Aussi appelé « pacte d'Acier », cet accord établissait les bases d'une aide mutuelle en cas de guerre. Mussolini hésitait encore, malgré tout, sur la conduite à tenir en cas de conflit.

À la recherche des Russes

Le *Führer* considérait le territoire de la Russie comme une cible de choix pour l'expansion germanique. À terme, une guerre de conquête semblait inévitable. Mais pour l'instant, il lui fallait envahir la Pologne sans pour autant déclencher une crise internationale. Selon lui, un conflit généralisé contre l'Angleterre, la France et l'Union soviétique aurait précipité l'Allemagne dans un piège stratégique que redoutait tout l'état-major, celui de la guerre sur deux fronts.

Afin de stabiliser la situation en Europe orientale, Chamberlain avait envisagé de conclure un pacte avec l'URSS dans le cadre d'un accord militaire anglo-franco-russe. Staline invita donc le ministre des Affaires étrangères britannique, lord Halifax, à lui rendre visite à Moscou. Inexplicablement, Chamberlain laissa ce projet sans suite alors même qu'il en était l'initiateur.

Hitler eut vent de la situation et comprit que s'il parvenait à éloigner les Soviétiques des Français et des Anglais, il affaiblirait la sécurité de la Pologne et réussirait à éviter que ces pays n'interviennent au moment de lancer son attaque. Il décida donc d'attirer à lui Staline, dont l'isolement sur le plan international était patent depuis la conférence de Munich.

Il s'agissait de réactualiser le traité de Rapallo de 1922 entre l'Allemagne et l'URSS

qui avait jeté les bases d'un rapprochement économique et diplomatique entre les deux pays. Par ce traité ils renonçaient réciproquement à leurs réparations de guerre, marquant ainsi la volonté de deux États exclus du camp des vainqueurs de sortir de leur isolement. En outre, les deux signataires s'engageaient à rester neutres dans une guerre contre une troisième puissance et adoptaient la clause de la nation la plus favorisée dans leurs échanges commerciaux. Des clauses secrètes permettaient aussi aux officiers allemands de s'entraîner en Union soviétique avec l'armement interdit par le traité de Versailles.

L'accord économique germano-russe était devenu caduc en 1938 et des contacts avaient été pris au cours de l'hiver en vue de le renouveler. La plus grosse difficulté résidait dans la relation désastreuse qu'entretenaient les communistes et les nazis, qui se considéraient les uns les autres comme des ennemis naturels et inconciliables. Mais Hitler avait absolument besoin de signer ce pacte pour isoler la Pologne, éloigner le fantôme de la guerre sur deux fronts, et pouvoir acheter à l'URSS les céréales, le bétail, le charbon, le plomb, le zinc et le pétrole dont l'Allemagne avait besoin. Il lui fallait donc tempérer la propagande nazie particulièrement virulente à l'égard de la menace communiste.

L'URSS était militairement faible. Même si son armée était nombreuse – un million d'hommes –, son armement était pour le moins obsolète et ses rangs décimés par les purges. Les plans de production d'armes fonctionnaient à plein rendement mais restaient insuffisants pour se lancer dans la guerre.

Staline n'ignorait pas le danger à terme d'une Allemagne nazie installée à ses

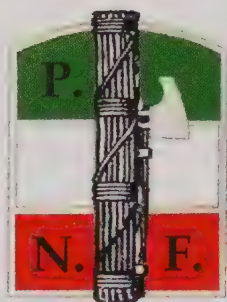
frontières mais il avait besoin de gagner du temps pour son propre réarmement, et voyait d'un bon œil son ennemi occupé à s'étendre en Pologne, tout en obtenant au passage quelques avantages pour l'URSS.

Pactiser avec le diable

Le 17 avril 1939, l'ambassadeur soviétique à Berlin prit les devants. Sachant que Maxime Litvinov, le commissaire du peuple aux Affaires étrangères, était juif et partisan de l'alliance avec l'Occident, Staline le remplaça, le 3 mai, par Viatcheslav Molotov. Secondé par Anastase Mikoyan, Molotov sonda les Allemands, et les Soviétiques décidèrent le 18 juillet d'entamer des discussions économiques.

Avertis de la situation, les gouvernements de Paris et de Londres se précipitèrent pour tenter d'éviter la signature d'un pacte entre Allemands et Soviétiques. Ils réactivèrent ainsi les discussions militaires avec Moscou. La manœuvre n'échappa pas à Ribbentrop qui proposa d'accélérer la conclusion d'un accord avec l'URSS. Hitler fut long à convaincre, mais il ordonna finalement à la presse d'accentuer ses attaques contre la Pologne tout en ménageant l'Union soviétique.

Craignant que l'occupation de la Pologne ne provoque une guerre, Mussolini proposa d'organiser une nouvelle conférence internationale, refusée par Hitler qui reçut Ciano dans sa résidence du Berghof pour lui vanter la puissance militaire allemande et lui faire part de ses raisons d'attaquer la Pologne. Ciano répliqua que l'Italie n'était pas prête à entrer en guerre, avant de regagner



LE FAISCEAU ROMAIN,
emblème du *Partito
Nazionale Fascista*.

Rome fort mécontent. L'autocrate nazi n'en avait cure, persuadé de parvenir à un accord avec les Soviétiques sans plus avoir besoin de l'Italie.

L'ambassadeur allemand à Moscou reçut la proposition de faire venir Ribbentrop à Moscou avec les pleins pouvoirs pour négocier. Molotov souhaitait savoir si Berlin était disposé à signer un pacte de non-agression tout en acceptant

une union avec les États baltes, et à faire pression sur le Japon pour qu'il ne crée pas davantage de problèmes à l'URSS. Ribbentrop répondit positivement à toutes ces demandes et se montra disposé à se rendre à Moscou.

Les discussions avec la France et l'Angleterre avaient échoué et l'Union soviétique se trouvait à nouveau sans autre interlocuteur international que l'Allemagne. Molotov prit son temps, malgré tout, et répondit qu'il était d'accord pour signer un traité commercial dont il envoya l'avant-projet à Berlin. Il s'agissait en réalité d'un accord politico-militaire destiné à isoler la Pologne avant de la mettre en pièces et de se partager sa dépouille.

Hitler accepta les termes de ce projet ; il dynamitait l'idée française d'un système collectif de sécurité à l'Est et transformait la Russie en un allié circonstanciel tout en lui laissant les mains libres en Pologne. Il ne restait plus qu'à envoyer Ribbentrop à Moscou avec les pleins pouvoirs pour négocier.

Les Soviétiques mirent quelques jours à répondre. Ils exprimèrent finalement leur espoir que ce pacte de non-agression ouvre la voie à de bonnes relations entre les deux

pays. Ribbentrop fut enfin autorisé à se rendre à Moscou.

Il partit sur-le-champ. Le jour même, le 22 août 1939, Hitler réunissait le haut commandement militaire au Berghof pour l'informer que le moment était venu d'attaquer avec la plus grande fermeté la Pologne. L'Allemagne n'avait rien à perdre dans la guerre, mais beaucoup à y gagner. Il ajouta qu'il était sur le point de sceller un pacte qui neutraliserait l'URSS ; celle-ci ne s'allierait à aucun autre pays et fournirait à l'Allemagne les matières premières dont elle avait besoin. L'accord ruinerait l'hégémonie anglaise et rien n'empêcherait plus l'occupation de la Pologne, dont l'attaque se produirait quelques jours plus tard.

Ce 22 août, le gouvernement britannique, prévenu de la situation, se réunit pour tenter d'annuler la manœuvre nazie. Il fit parvenir une lettre à Hitler l'avertissant qu'en cas d'attaque de la Pologne, il tiendrait ses engagements en mobilisant tous ses moyens militaires. Henderson, l'ambassadeur britannique à Berlin chargé de remettre cette lettre à Hitler, essuya une longue et violente péroraison du dictateur nazi contre les Anglais.

Le Royaume-Uni était alors le plus vaste empire et la première puissance européenne. La solidité de ses institutions, sa modération idéologique et le caractère réformiste modéré des travaillistes et des syndicats avaient contenu l'émergence de tout extrémisme politique. Il ne lui manquait qu'un Premier ministre énergique, ce que ne furent ni MacDonald ni Baldwin. Chamberlain ne se montra pas plus à la hauteur de la crise politique européenne, et s'il sut affronter le problème irlandais, sa politique d'apaisement face aux fascismes s'avéra désastreuse.



LE PACTE MOLOTOV-RIBBENTROP. Le ministre des Affaires étrangères Joachim von Ribbentrop signe le pacte de non-agression entre l'Allemagne et l'Union soviétique le 23 août 1939 à Moscou, en présence de Joseph Staline (à droite) et du ministre des Affaires étrangères soviétique Viatcheslav Molotov (à gauche).

De plus, l'opinion publique britannique était manifestement pacifiste. Des cercles très influents plaidaient pour une entente avec Hitler. Chamberlain et un grand nombre de diplomates et d'hommes politiques comme Samuel Hoare ou lord Halifax crurent que le *Führer* voulait seulement rectifier le

traité de Versailles et qu'il suffirait de quelques concessions pour l'apaiser. Au sein du Parti conservateur, Churchill fut le critique le plus enflammé de cette politique, exigeant la fermeté et le réarmement.

La France, elle, était minée par ses crises internes. Et si la Grande-Bretagne se montrait disposée à lui apporter son appui en cas d'agression allemande, elle n'accordait que peu de crédit à sa politique extérieure de sécurité à l'est de l'Europe.

Le pacte germano-soviétique

Ribbentrop assura Molotov que l'Allemagne ferait la conquête de l'Europe occidentale et tiendrait tête aux États-Unis, mais qu'elle n'affronterait jamais l'URSS. Le ministre soviétique fit mine de le croire, tout en sachant pertinemment que le pacte germano-japonais de 1936 était dirigé contre l'URSS.

Peu de temps après, à l'aube du 23 août 1939 et en présence de Staline, Ribbentrop et Molotov signèrent l'accord. L'Allemagne et l'URSS s'engageaient pour dix ans à ne pas s'attaquer, seuls ou alliés à des tiers, et à ne pas apporter leur soutien à un belligérant s'attaquant à l'un des deux ; les deux pays s'engageaient encore à poursuivre leurs consultations sur les thèmes d'intérêt commun, à ne participer à aucune coalition susceptible de menacer l'un des deux signataires, et, enfin, à négocier leurs différends.

Le pacte comportait en outre un protocole secret connu des seuls hauts dignitaires. Les signataires s'accordaient sur la répartition de l'Europe centrale et orientale :



EMBLÈME DE L'URSS : la faucille et le marteau sur un globe terrestre qu'entourent deux gerbes de blé.

la Finlande, l'Estonie, la Lettonie et la Bessarabie rejoindraient la sphère d'influence soviétique ; la Lituanie et la région de Vilnius, la sphère d'influence allemande ; et la Pologne serait partagée entre les deux, la limite passant par les fleuves Narew, Vistule et San.

Ce protocole ne fut jamais révélé et l'URSS nia son existence jusqu'à la découverte,

en 1945, de documents allemands.

Quand le pacte fut rendu public, il créa la surprise et la consternation chez les responsables politiques européens de tous bords. Ni les conservateurs ni les fascistes n'acceptèrent que l'Allemagne hitlérienne ait conclu un pacte avec l'URSS. Du côté des communistes européens, l'accord fut considéré comme une farce tragique. Après avoir pendant des années conspué les partis socialistes et libéraux, les communistes avaient accepté l'ordre de s'allier avec eux pour faire barrage au fascisme, et à présent Staline, leur idole vivante, pactisait avec Hitler, la personification du mal sur terre. Ce fut particulièrement difficile à accepter pour les communistes français, pour qui l'Allemagne hitlérienne représentait à la fois l'ennemi héréditaire de la patrie et l'adversaire idéologique moderne. La nouvelle traumatisa aussi les Espagnols qui venaient de subir les affres d'une guerre civile dans laquelle Hitler et Staline s'étaient indirectement affrontés. Les franquistes ne pouvaient y croire, tandis que les républicains se sentaient une nouvelle fois trahis. Pourtant, ni les uns ni les autres ne renoncèrent à leurs idéaux.

RIBBENTROP, UN MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES À LA MESURE D'HITLER

Né à Wessel en 1893, il fit ses études en Allemagne, en Suisse, puis travailla en Angleterre dans une banque et au Canada comme représentant en vins. Lorsque la Première Guerre mondiale éclata, il combattit sur le front oriental. Promu lieutenant, il fut envoyé à Constantinople. En 1918, il épousa la fille du fabricant de champagne Henkell dont il avait été le représentant et se consacra aux affaires. Ambitieux, arrogant, il se fit adopter par une tante éloignée de la famille des von Ribbentrop pour adjoindre à son patronyme le titre nobiliaire « von ».

Il connut Hitler en 1930 et s'affilia à son parti en 1932. Il se lia d'amitié avec Franz von Papen tandis que Joseph Goebbels, qui le considérait comme un profiteuse, ne lui cachait pas son hostilité. En réaction, Ribbentrop se comportait en nazi convaincu et tentait par son fanatisme d'étouffer les suspicions d'arriisme le concernant. S'il maîtrisait plusieurs langues grâce à ses emplois à l'étranger, en revanche, il ignorait tout des relations internationales. Ce qui n'empêcha pas Hitler de le prendre finalement comme conseiller sur ces questions, sur la seule foi de l'adulation que Ribbentrop lui manifestait.

En 1933, les nazis étant déjà au pouvoir, il fut envoyé en Angleterre où il rencontra le Premier ministre Ramsay MacDonald. En 1934 il créa un bureau diplomatique parallèle à celui du ministre des Affaires étrangères, Konstantin von Neurath. Hitler lui confia plusieurs tâches de second ordre liées à la Commission du désarmement avant de l'envoyer à Paris, Londres et Rome pour tenter de convaincre les nations européennes que l'Allemagne n'avait aucune volonté de se convertir en puissance militaire. Il fut nommé ministre plénipotentiaire en 1935 et se chargea de négocier l'accord naval avec la Grande-Bretagne et le pacte anti-Komintern. Ces questions étaient si délicates que von Neurath dou-



ANNIVERSAIRE DE RIBBENTROP. Le ministre des Affaires étrangères du III^e Reich, le 30 avril 1938, jour de son 45^e anniversaire. Il arbore pour l'occasion son plus bel uniforme bardé de décorations nazies.

taut du succès de Ribbentrop, trop novice à son goût. Cependant, ce dernier parvint à ses fins et gagna la confiance d'Hitler.

Il profita de la sympathie des hautes sphères de la société britannique vis-à-vis du nazisme pour organiser des visites d'Anglais en Allemagne, puisque ces derniers désiraient connaître le *Führer*, ce champion de l'anticommunisme. Hitler nomma Ribbentrop ambassadeur à Londres en 1936 avec pour mission d'obtenir une alliance avec la Grande-Bretagne, ce qu'il ne parvint pas à réaliser. Il fut malgré tout nommé ministre des Affaires étrangères le 4 février 1938 car Hitler voyait en lui un homme loyal et un partisan de la guerre.

Afin d'isoler l'Angleterre, il négocia avec l'URSS l'accord bientôt appelé le « pacte Molotov-Ribbentrop », ainsi que le pacte tripartite entre l'Allemagne, le Japon et l'Italie. Son rôle de premier plan diminua pendant la guerre, même s'il parvint à convaincre plusieurs gouvernements de déporter les Juifs afin de les exterminer.

Une fois la guerre perdue, il se cacha dans une pension de Hambourg où l'armée britannique l'arrêta dans la nuit du 4 juin 1945. Accusé de crime contre la paix et de génocide, il comparut devant le tribunal de Nuremberg où il fut condamné à mort. Il fut le premier dirigeant à mourir par pendaison le 16 octobre 1946. [G. C.]

LA FRANCE DES ANNÉES 1920 : UNE RECONSTRUCTION DIFFICILE

L'euphorie de la victoire et de la paix retrouvée masque la gravité des problèmes issus de la guerre et auxquels les gouvernements successifs devront faire face : déclin démographique, bouleversement économique et financier, transformation des mentalités.

La Grande Guerre a saigné la nation française. Et c'est un lourd bilan que dresse, au lendemain de sa victoire, le pays épuisé. Environ 1,5 million d'hommes sont morts, on compte 3,5 millions de blessés. Cette hécatombe – sur 8 millions de mobilisés – va priver la France de la main-d'œuvre et des cadres actifs dont elle a besoin pour se redresser. C'est dans l'ombre portée de la question démographique que s'engage la reconstruction. Le recensement de 1921 fait état de 39 210 000 habitants, soit – en dépit de la récupération de l'Alsace-Lorraine – 400 000 de moins qu'en 1911. Au début des années 1920, la natalité, gonflée un temps par la démobilisation, baisse à nouveau. En raison de la part importante des ruraux, la France s'affiche comme un pays de faible performance économique. La production en témoigne avec, notamment, à peine 2 millions de tonnes d'acier en 1920. Un protectionnisme douanier puissant défend, en les asphyxiant, les entreprises françaises. À l'évidence, la France n'a pas les moyens de ses ambitions. Mais il ne se trouve personne pour faire cette analyse. Politiciens et écrivains font assaut d'ignorance devant les réalités mondiales ; tous semblent vivre dans un provincialisme chauvin.

Panser la plaie que constituent les régions dévastées se présente comme une tâche immense. On a certes gonflé l'évaluation des dommages afin de grossir la note des réparations. Il reste que la remise en état de dix départements ravagés nécessite une vitalité qui fait défaut. Il est nécessaire de combler quelque 230 millions de mètres cubes de tranchées et procéder au désobusage de 3 800 000 hectares. Le chantier est prioritaire, et l'essentiel sera accompli en 1921. Mais la reconstruction des

immeubles est beaucoup plus lente et se noie dans l'océan de la bureaucratie. Concernant les usines, le tableau est aussi sombre : 9 300 entreprises ont été détruites ou endommagées.

Luttes politiques et idéologiques sont vite ranimées par l'inégalité sociale. La hausse des prix et la spéculation sur la rareté des produits a accéléré le déplacement des richesses. La bourgeoisie petite et moyenne d'avant-guerre, celle des rentiers, des petits propriétaires, des professions libérales héréditaires disparaît, décimée plus que les autres classes. Les ouvriers, travaillés par la propagande communiste, se dressent contre le gouvernement issu des élections de novembre 1919 : celles-ci ont été un triomphe pour les modérés et les conservateurs. Comme en 1870, le pays a envoyé nombre d'anciens combattants à peine démobilisés qui composent cette fameuse « Chambre bleu horizon ».

L'agitation sociale se double de sérieuses difficultés économiques. La mauvaise volonté des Allemands à s'acquitter des dettes de guerre et la réduction progressive des réparations consenties à la France, jointes à la chute rapide des cours mondiaux dans le courant de l'année 1920, conduisent à une dépréciation du franc. Entre la gauche, qui réclame la taxation du capital et la diminution des contributions indirectes, et la droite hostile aux impôts directs, le ministre de l'Économie, Marsal, adopte la solution de facilité : l'emprunt à court terme – bons de la Défense nationale –, une inflation déguisée, plus dange-reuse que celle du papier monnaie, car exigible.

L'occupation de la Ruhr en janvier 1923 fait renaître de vifs espoirs. Charles Benoist écrit dans son *Journal* : « L'Allemagne se décompose. Nous y sommes pour rien.

Si notre intervention a pour conséquence d'accélérer sa décomposition, c'est qu'elle portait en elle la cause de sa ruine. » Loin de précipiter le délitement de l'Allemagne, l'occupation de la Ruhr a pour effet de ressouder un peuple divisé. L'Allemagne fait taire ses querelles pour opposer un front uni.

Contrastant avec les difficultés gouvernementales du « Cartel des gauches », arrivé au pouvoir en 1924, l'économie est en voie de stabilisation. Vers 1925, la reconstruction est à peu près achevée. Les départements envahis ont retrouvé leur population de 1913, les terres arables sont, sauf exception, quasi reconstituées. L'extraction de la houille est en progrès constant, passant de 45 millions de tonnes en 1913 à 46 millions en 1925. On observe le même rétablissement dans les autres branches de la production : acier, textile, notamment. Le commerce extérieur reflète cette embellie et, à l'inverse de l'avant-guerre, la balance commerciale est bénéficiaire. La vie artistique, la vie littéraire, la vie sportive brillent

d'un vif éclat. Montparnasse supplante Montmartre comme foyer des arts. Les Jeux olympiques de Paris se déroulent dans le nouveau stade de Colombes. L'exposition de 1925, dite « des Arts décoratifs », déploie ses fastes sur l'esplanade des Invalides. Le pays est prospère, mais son équilibre financier reste précaire et la démagogie du « Cartel des gauches » – pour régler la dette publique, on avait, au cours de la campagne électorale, lancé des slogans clientélistes : « Prendre l'argent où il est » – prépare son gouvernement à des lendemains difficiles. Si la prospérité est patente, d'autres indices sont inquiétants : la lente progression de la population, la faible productivité et la lenteur des progrès techniques, le caractère arriéré de l'outillage, qui diminue les marges bénéficiaires et empêche le renouvellement, l'étroitesse du marché intérieur et les faibles ressources en matières premières, l'accroissement de la dette publique font peser sur la vie économique du pays une menace qu'amplifiera la crise mondiale de 1929. [P. F.]



OUVRIERS FRANÇAIS. Dès 1925, la production industrielle connaît un net redressement.



DU TRAITÉ DE VERSAILLES À LA CRISE DE 1929

Les conditions territoriales et économiques sévères imposées à l'Allemagne par le traité de Versailles, loin d'éteindre l'esprit belligérant des vaincus, attisèrent la haine et le ressentiment croissant de ses détracteurs les plus fanatiques.

Si, dans la mémoire collective, une guerre peut en chasser une autre, il nous paraît toujours plus évident, au vu de l'histoire, que le premier et le second conflit mondial sont si étroitement liés qu'en réalité, nous pourrions parler d'une seule guerre en deux phases, séparées par une sorte de trêve entre les belligérants européens.

Partant du fait que le conflit débuta en 1914 pour se terminer en 1945, certains historiens baptisèrent la période « seconde guerre de Trente Ans ». Sans grand succès, pourtant, car si le souvenir de la Première Guerre mondiale commence à devenir diffus dans les mémoires, celui de cette terrible guerre qui secoua toute l'Europe entre 1618 et 1648 est purement oublié.

De cette terrible boucherie que fut la Grande Guerre, tout juste reste-t-il le souvenir d'une blessure mal cicatrisée. Pourtant, aucun des problèmes que la Première

Guerre mondiale avait tenté de résoudre n'avait trouvé de solution durable quand d'autres, nouveaux et non moins graves, vinrent s'y ajouter.

Les puissances centrales vaincues (l'Empire allemand et l'Empire austro-hongrois auquel s'allièrent l'Empire ottoman et la Bulgarie) furent largement démantelées et de nouveaux pays créés. L'Empire austro-hongrois et l'Empire ottoman disparurent, et l'Allemagne cessa d'être un empire pour devenir une république. Mais lorsque l'armistice fut signé, les troupes allemandes opéraient uniquement sur des sols étrangers : en Belgique, en France et dans les vastes étendues de l'ancien empire des tsars. Les Allemands ne se sentaient donc pas militairement vaincus, puisque pas un seul mètre carré de leur sol national n'avait été foulé par la botte de soldats étrangers. À bout de souffle l'Allemagne signa l'armistice le 11 novembre 1918 en pensant que le contenu des « Quatorze Points » proposés par le président des États-Unis Woodrow Wilson

LA CONFÉRENCE DE PAIX qui mit un point final à la Première Guerre mondiale se tint au château de Versailles.

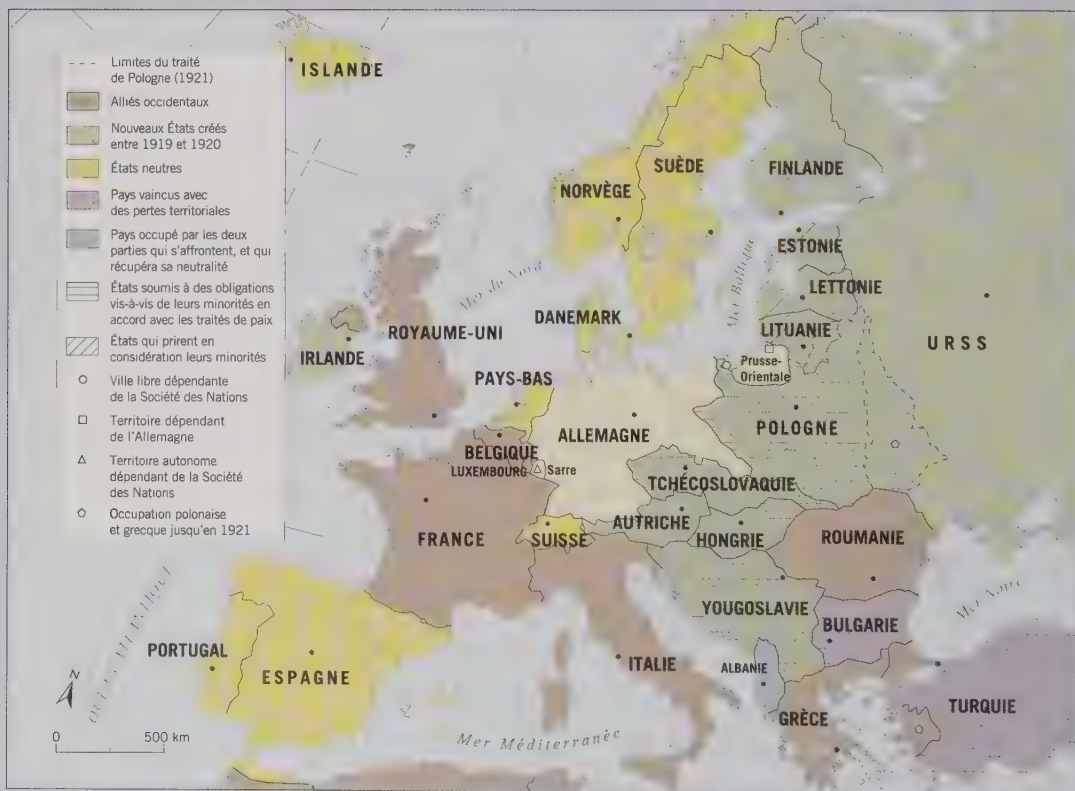
constituerait la base d'accords de paix. Ces points évoquaient une paix négociée, sans diktats unilatéraux.

La réalité fut autre. En 1919, l'Entente – nom officiel de l'alliance victorieuse qui regroupait la France, l'Angleterre et la Russie – réunit les délégués des pays membres pour une conférence de paix négociée en l'absence des vaincus. Elle convoqua ensuite, dans les environs de Paris, ces mêmes puissances vaincues pour leur signifier des conditions de paix particulièrement sévères. Le plus célèbre fut, sans nul doute, le traité de Versailles, que les Allemands considérèrent comme

un diktat, un ensemble de clauses imposées de façon unilatérale. Les traités de paix signés dans les mois suivants avec l'Autriche (traité de Saint-Germain), la Hongrie (traité de Trianon), la Bulgarie (traité de Neuilly) et la Turquie (traité de Sèvres) furent tout aussi draconiens.

L'un des conseillers économiques britanniques présent à cette conférence de paix, John Maynard Keynes, démissionna de son poste lorsqu'il prit connaissance des clauses du traité de Versailles. Il affirma que de telles conditions ne pouvaient que provoquer une nouvelle guerre vingt ans plus tard. Il fit preuve, hélas, d'une

L'Europe après les traités de paix (1920-1922)



exceptionnelle clairvoyance : en 1939, le conflit entre l'Allemagne d'un côté, l'Angleterre et la France de l'autre, ressurgit. Comme en 1914, il s'agissait d'une lutte entre, d'une part, deux nations à la tête de grands empires incarnant le rôle des « puissances satisfaites » et, d'autre part, une Allemagne prototype des « puissances insatisfaites » aspirant à obtenir, elle aussi, un empire. Qui plus est, les puissances centrales ne furent pas les seules vaincues de la Première Guerre mondiale. La Russie figurait à leur côté. Elle avait dû sortir de la Grande Guerre en 1918 à cause des révolutions de Février et d'Octobre

1917. Ceux qui présidaient aux destinées de la Russie étaient désormais les bolcheviks (« majoritaires ») et non plus le tsar. Malgré ce que suggère leur nom, ils n'avaient représenté jusqu'en 1917 qu'une faction minoritaire du marxisme russe qui n'était pas lui-même le mouvement politique le plus important de l'empire tsariste. Lénine et ses bolcheviks furent portés au pouvoir grâce à la crise profonde dans laquelle la Première Guerre mondiale avait plongé cet empire. À cela s'ajoutent l'extrême audace de Lénine et, ne l'oublions pas, l'appui allemand apporté aux révolutionnaires (puisque ceux-ci se proposaient

| 1919 |

LES CLAUSES DU TRAITÉ DE VERSAILLES

Signé dans la galerie des Glaces le 28 juin 1919, le traité de Versailles redessine la carte de l'Europe. L'Allemagne vaincue se voit amputée de 15 % de son territoire. L'Alsace-Lorraine est rendue à la France. Les districts d'Eupen, de Malmédy et de Moresnet sont cédés à la Belgique. Un nouvel État polonais est créé, auquel l'Allemagne cède la Poznanie et une partie de la Prusse-Occidentale avec Torun. Un couloir dit « de Dantzig » assure au pays un accès à la mer. Dantzig est internationalisé sous la gestion de la Société des Nations, tandis que Memel revient à la Pologne. L'Elbe, l'Oder, le Niémen, le Danube (depuis Ulm) sont internationalisés. Quant à la Sarre, elle sera administrée pendant 15 ans par la SDN. Un plébiscite sera organisé sur son éventuel retour à la France, ainsi que sur l'appartenance du Schleswig à l'Allemagne ou au Danemark ; deux autres plébiscites auront lieu en Haute-Silésie et en Prusse-Orientale. L'Allemagne renonce à toutes ses colonies, dont certaines reviendront à la France, au Royaume-Uni, à la Belgique ou au Japon.

Les clauses militaires ne sont guère moins drastiques. L'armée allemande est réduite à 100 000 hommes et ne peut disposer d'armes lourdes, d'une aviation ou de sous-marins ; la marine ne peut excéder les 15 000 hommes. De même, les ouvrages fortifiés seront démantelés.

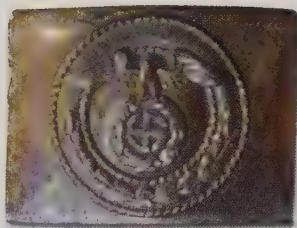
Au chapitre des clauses financières, l'Allemagne doit verser des réparations destinées à rembourser les dommages de guerre ainsi qu'à couvrir les pensions pour les victimes de la guerre. La Commission des réparations en fixera le montant le 1^{er} mai 1921 au plus tard. À titre transitoire, l'Allemagne est sommée de verser 20 milliards de marks-or.

Afin de garantir la bonne exécution de ses clauses, le traité dispose que la rive gauche du Rhin ainsi que trois têtes de pont sur la rive droite – Cologne, Coblenche, Mayence – seront occupées pendant 15 ans au maximum par les Alliés. Quant à la Rhénanie, elle sera démilitarisée jusqu'à 50 km à l'est du Rhin. Enfin, l'Allemagne doit renoncer à tout jamais à la réunion avec l'Autriche. [P. F.]

de sortir la Russie de la guerre). À peine installés au pouvoir, les communistes réussirent à s'imposer face à de nombreux opposants, et sortirent victorieux d'une longue guerre intestine. Depuis les nationalistes des régions périphériques non russes jusqu'aux anarchistes, en passant par les nostalgiques du tsarisme et les défenseurs de la « démocratie bourgeoise », tous les ennemis de Lénine furent vaincus. Le nouveau régime russe provoqua les réactions les plus contrastées. Pour beaucoup, ce fut l'aurore qui marquait le début d'une phase nouvelle et définitivement heureuse de l'histoire de l'humanité, d'où seraient éradiqués l'exploitation des classes populaires, l'impérialisme, le militarisme et la superstition religieuse ; le « paradis du prolétariat », en somme. D'autres virent dans ce nouveau régime une dictature de fer qui, pour faire avancer ses projets, utilisait de façon systématique la terreur de masse. Dans toute l'Europe, et de fait dans le monde entier, surgirent des partis communistes qui voulurent rééditer la révolution bolchevique dans leur pays.

Seules quelques-unes de ces tentatives téméraires connurent à l'époque un succès, néanmoins éphémère. Mais cela suffit pour que la « menace bolchevique » se convertisse en thème clé de la politique dans de nombreuses nations.

Quoi qu'il en soit, en 1919, ils furent nombreux à penser que ni l'Allemagne ni la Russie, devenues des parias au ban des nations, ne pèseraient à terme d'un grand



L'AIGLE ALLEMAND et le svastika tels qu'ils étaient représentés sur les fibules des uniformes des SS.

poids sur la politique mondiale. L'Allemagne aurait assez à faire pour payer les gigantesques « réparations » économiques qui lui avaient été imposées à Versailles au bénéfice des nations victorieuses. Et la Russie semblait condamnée à sombrer chaque jour davantage, sous la pression d'un gouverne-

ment sectaire et extrémiste. Aucun des deux pays ne fut ainsi admis comme État membre de la Société des Nations, première institution internationale créée, sous l'impulsion du président américain pacifiste Wilson, pour prévenir un conflit de l'envergure de celui qui venait de se terminer.

La carte de l'Europe se dessina donc à la guise des vainqueurs.

Les Empires russe, allemand, austro-hongrois et turc disparus, de nouveaux États surgirent dans toute l'Europe orientale et centrale ; d'autres virent leur superficie diminuer ou au contraire augmenter. Pratiquement toutes les frontières furent modifiées, laissant place à ce que l'on appelle les « États successeurs », qui affichaient tous leur désaccord sur les limites territoriales que le traité leur avait attribuées. Dès lors, les querelles liées aux frontières et à la place accordée aux minorités nationales ne cessèrent d'empoisonner l'Europe.

À cette problématique nationaliste s'ajouta celle qu'engendrèrent les processus de modernisation socio-économique : la lutte des paysans pour les réformes agraires, la montée des mouvements ouvriers révolutionnaires, la mobilisation des classes



moyennes... Trop de problèmes pour des États où la démocratie n'avait pas de racines profondes. Et c'est ainsi que l'on assista à un phénomène des plus surprenant. Dans la mesure où, en 1918, les vainqueurs indiscutables étaient les démocraties (États-Unis, France et Royaume-Uni), on pouvait espérer que cette forme de gouvernement s'imposerait partout. Or il n'en fut rien. La période allant de 1919 à 1939 est celle qui a enregistré la plus grande

LE MARÉCHAL VON HINDENBURG, le dernier président de la république de Weimar, lors d'un hommage rendu aux morts et aux blessés de la Première Guerre mondiale.

crise du système démocratique. De l'Estonie à la Grèce, et de la Turquie à l'Espagne, tous les pays d'Europe orientale, centrale et méditerranéenne finirent par connaître des formes de gouvernement dictatoriales. À la « dictature du prolétariat » établie dans

l'État rapidement connu sous le nom d'Union soviétique, s'ajoutèrent les dictatures fascistes d'Italie et d'Allemagne, mais aussi de nombreuses autres dictatures, plus ou moins musclées, de type nationaliste et/ou conservatrices. Seules la Scandinavie et l'Europe occidentale du Nord restèrent en marge de cette tendance.

Les problèmes liés aux États successeurs ne menaçaient cependant pas l'ordre international imposé par les vainqueurs en 1919. Ils pouvaient provoquer, et ils provoquèrent, des conflits localisés, mais rien de plus. Tant que la France continuait d'être la grande puissance militaire continentale, et qu'elle pouvait compter sur la collaboration du Royaume-Uni, ces États successeurs restaient sous contrôle. Mais lorsque la capacité d'influence française commença à décroître à mesure du redressement beaucoup plus rapide que prévu de l'Allemagne et de la Russie soviétique, cet ordre international instable en Europe centrale et orientale se transforma en bouillon de culture générateur de crises aiguës.

Les aspirations des vainqueurs insatisfaits constituaient une autre source de problèmes. L'Italie et le Japon avaient participé à l'Entente au cours de la Première Guerre mondiale, mais ils n'en acceptèrent jamais les conséquences géopolitiques. Les deux nations s'estimaient en droit de recevoir bien davantage en rétribution de leur participation à la guerre. Le Royaume-Uni et la France s'étaient réparti les dépouilles de l'Empire turc (au Proche-Orient) et de l'Empire allemand

(en Afrique) sans prêter attention aux aspirations de leurs alliés. Dans le cas de l'Italie, le fascisme surgit en réaction à l'agitation communiste qui secoua le pays. Un autre élément, non moins important, explique aussi la fulgurante ascension de Mussolini au pouvoir : le sentiment, nourri par de nombreux Italiens, que leur victoire avait été une « victoire mutilée ».

Dans le cas du Japon, l'unique exigence qu'il posa au moment des négociations de paix fut que la Société des Nations inclue explicitement une clause sur l'égalité raciale. Le Japon était une grande puissance

du côté des vainqueurs, mais il n'obtint pas gain de cause. Les Japonais en prirent bonne note : malgré leur discours humaniste et libéral, ni les États-Unis, ni le Royaume-Uni, ni la France ne voulaient consi-

dérer les Blancs et les Jaunes sur un pied d'égalité. Pour des raisons finalement analogues, l'Italie et le Japon s'allieraient avec les ennemis d'hier. Quant aux États-Unis, il faut souligner que la Première Guerre mondiale à peine terminée, le pays s'enferma à nouveau dans l'isolationnisme, refusant même d'intégrer la SDN.

Au début des années 1930, la situation internationale connaissait en outre de graves tensions. Les nations vaincues désiraient en finir avec l'ordre international imposé en 1919. En Allemagne, une bonne partie de la population nourrissait des visées franchement revanchardes. Les États successeurs étaient une source incessante de problèmes. La Russie soviétique, sous la dictature de Staline, allait entamer un pro-

LES ASPIRATIONS DES VAINQUEURS INSATISFAITS CONSTITUAIENT UNE AUTRE SOURCE DE PROBLÈMES

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

L'une des clauses du traité de Versailles (28 juin 1919) conduisit à la création de la Société des Nations, organisation internationale fondée pour arbitrer les conflits entre les États signataires, faire respecter les règles de droit international par la Cour permanente internationale de justice, et veiller à la sécurité mondiale.



LEAGUE OF NATIONS



SOCIÉTÉ DES NATIONS

La SDN fut créée le 10 janvier 1920, sous l'impulsion de **Woodrow Wilson** alors président des États-Unis, et fut dissoute le 18 avril 1946 pour laisser place à l'Organisation des Nations unies (ONU).

STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT

Structure

- **L'Assemblée générale**
Convoquée annuellement.
- **Le Conseil**
Des membres permanents (le Royaume-Uni, la France, l'Italie, le Japon et la Chine qui occupa la place laissée vacante par les États-Unis) et pas de permanents élus.
- **Le Secrétariat**
Organisme permanent chargé de préparer les séances.

Organismes indépendants

- **La Cour permanente internationale de justice**
Créée en 1922, avec un siège permanent à La Haye.
- **L'Office international du travail**
Créé en 1919 et basé sur l'idée que la paix doit être fondée sur le traitement décent des travailleurs, il devint la première agence spécialisée de l'ONU en 1946.

PAYS MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

(*) Pays fondateurs (**) Expulsée

Afghanistan	1934-1946	Cuba (*)	1920-1946	Irak	1932-1946	Pérou (*)	1920-1939
Albanie (A)	1920-1939	Danemark (*)	1920-1946	Irlande	1923-1946	Pologne (*)	1920-1946
Allemagne	1926-1933	Équateur	1934-1946	Italie (*)	1920-1937	Portugal (*)	1920-1946
Argentine	1920-21 y 1932-46	Égypte	1937-1946	Japon (*)	1920-1933	R. de Yougoslavie (*)	1920-1946
Australie (*)	1920-1946	Le Salvador (*)	1920-1937	Lettonie	1921-1946	Royaume-Uni (*)	1920-1946
Autriche (B)	1920-1938	Espagne (*)	1920-1939	Liberia (*)	1920-1946	Rép. dominicaine	1924-1946
Belgique (*)	1920-1946	Estonie	1921-1946	Lituanie	1921-1946	Roumanie (*)	1920-1940
Bolivie (*)	1920-1946	Éthiopie	1923-1946	Luxembourg	1920-1946	Siam (*) (D)	1920-1946
Brésil (*)	1920-1926	Finlande	1920-1946	Mexique	1931-1946	Suède (*)	1920-1946
Bulgarie	1920-1946	France (*)	1920-1946	Nicaragua (*)	1920-1936	Suisse (*)	1920-1946
Canada (*)	1920-1946	Grèce (*)	1920-1946	Norvège (*)	1920-1946	Turquie	1932-1946
Tchécoslovaquie (*)	1920-1946	Guatemala (*)	1920-1936	Nouvelle-Zélande (*)	1920-1946	Union sud-afr. (*) (E)	1920-1946
Chili (*)	1920-1938	Haïti (*)	1942-1946	Pays-Bas (*)	1920-1946	URSS (**)	1934-1939
Chine (*)	1920-1946	Honduras (*)	1920-1936	Panama (*)	1920-1946	Uruguay (*)	1920-1946
Colombie (*)	1920-1946	Hongrie	1922-1939	Paraguay (*)	1920-1935	Venezuela (*)	1920-1938
Costa Rica	1920-1925	Inde (*)	1920-1946	Perse (*) (C)	1920-1946		

(A) Annexée à l'Italie (B) Annexée à l'Allemagne (C) Iran à partir de 1935 (D) Thaïlande à partir de 1939 (E) République d'Afrique du Sud à partir de 1961



Siège

Le siège fut établi dans la ville suisse de Genève, à cause de la neutralité traditionnelle de la Confédération helvétique.

Réunion du Conseil ▶ de la Société des Nations.





cessus de modernisation économique au coût humain énorme, mais qui la doterait d'un pouvoir industriel et militaire dont les tsars n'avaient jamais bénéficié. Des puissances émergentes, comme l'Italie fasciste

et le Japon, s'étaient éloignées de la sphère des vainqueurs. En France et au Royaume-Uni, le désenchantement avait rapidement succédé à l'enthousiasme de la victoire. On avait pris conscience que les deux nations



étaient sorties terriblement affaiblies de la Première Guerre mondiale. Dans le cas du Royaume-Uni, même s'il avait préservé son empire, il n'avait pas eu la force d'en finir avec l'indépendantisme irlandais qui, peu

LA VIE POLITIQUE FRANÇAISE fut marquée, dans les années 1930, par une forte polarisation qui apparut clairement avec la consitution du Front populaire.

après la fin de la guerre, parviendrait à séparer l'Eire du Royaume-Uni. En France, le tribut en vies humaines avait été si lourd que beaucoup en vinrent à la conclusion qu'une nouvelle « victoire », identique à celle de 1918, marquerait la disparition de la France. Le pays exsangue ne voulait pas d'une autre guerre et sa détermination à préserver la paix à tout prix était plus forte que sa volonté de défendre coûte que coûte, et par les armes s'il le fallait, les principes d'une conférence mondiale.

L'ordre international imposé en 1919, appelé « ordre de Versailles », manquait cruellement de force.

La crise économique mondiale nourrit la montée des extrêmes

Après le krach de 1929, l'aggravation progressive de la crise économique et sa propagation dans le monde entier furent parallèles à l'essor des mouvements fascistes et communistes, toujours concomitants avec la généralisation du protectionnisme économique.

Bien que maîtres de gigantesques empires, la France et la Grande-Bretagne se retrouvèrent, après la Première Guerre mondiale, débiteurs des États-Unis. L'allié américain émergeait clairement à l'issue de la guerre comme le nouveau leader économique mondial. C'est d'ailleurs ce qui propagera si fortement et si rapidement l'onde de choc terrible de la crise économique de 1929. Nous n'étudierons pas ici sa genèse et son

développement. Il suffit de rappeler que la crise financière devint très rapidement une crise économique générale, et que, de nord-américaine au départ, elle se transforma vite en crise globale.

Chaque nation tenta de la combattre par la politique classique des barrières douanières destinées à protéger ses productions intérieures de la concurrence des produits venus de l'étranger. Ce protectionnisme était d'autant plus viable que le volume du marché national était important, et son efficacité dépendait de la capacité du pays à assurer son approvisionnement dans les secteurs clés de l'agriculture, des matières premières et de l'industrie. Les nations de grandes dimensions (États-Unis, Union soviétique) ou les maîtres de grands empires (France, Grande-Bretagne) pouvaient aspirer à une indépendance économique quasi totale. Le Royaume-Uni, par exemple, qui s'était fait durant des siècles le chantre du libre-échange, établit la dénommée « préférence impériale » en vertu de laquelle les produits anglais trouvaient un débouché privilégié sur les marchés de son empire et, en sens inverse, les produits des dominions et des colonies de cet empire bénéficiaient d'une préférence pour accéder au marché britannique.

La situation était très différente pour l'Allemagne vaincue ou pour les vainqueurs insatisfaits, comme l'Italie ou le Japon, qui ne disposaient d'aucun « marché captif ». Cet état de fait ne fit que renforcer la tendance, dans ces trois pays, à vouloir redéfinir l'ordre international en vigueur.

LA CRISE DE 1929 LAISSA AUSSI DES TRACES PROFONDES SUR LE PLAN IDÉOLOGIQUE

La crise de 1929 laissa aussi des traces profondes sur le plan idéologique. Jusqu'en 1914, l'Europe, ou plutôt le monde occidental, avait vécu une époque de foi aveugle dans le développement économique et les progrès de la science, d'une confiance absolue dans le futur. Le spectacle fascinant de la croissance industrielle, le développement de l'éducation, les avancées techniques, l'expansion impériale des nations, tout ceci avait favorisé l'idée d'un mouvement de progrès constant et bénéfique. Avec la Première Guerre mondiale, cette foi naïve dans le progrès traversa une crise aiguë. Les hommes s'étaient entretenus avec une férocité insoupçonnable, en recourant à tous les moyens que la science et le progrès leur avaient procurés. Les fondements mêmes du capitalisme furent durement

remis en cause avant que quelques alternatives idéologiques ne fassent irruption sur la scène européenne : le communisme, incarné par l'URSS, et le fascisme de l'Italie de Benito Mussolini.

Jusque-là, ni l'une ni l'autre n'avaient jamais paru capables de concurrencer le capitalisme libéral (dont le modèle était les États-Unis) sur la voie de la production et de la distribution des richesses. Puis il y eut l'effondrement de 1929, qui plongea le capitalisme nord-américain dans une crise aux dimensions insoupçonnées.

LA CRISE DE 1929 surprit les économistes, les hommes politiques et la population en général. Personne ne sut comment réagir.

San Francisco Chronicle

San Francisco 1.40, Friday October 23, 1929
Ferry Sinks in Gale; 54 Dead.
Pantages. Assassin

BROKERS TOIL
ALL NIGHT IN
RECORD STOCK
MARKET CRASH

Lobbyist Grundy
Pro \$32.50

THE CHICAGO DAILY NEWS
STOCKS DIVE IN NEW SELLING WAVE
Writ Against Bank Shortage

DAILY NEWS EXTRA
BANKS CHECK
WALL ST. CRASH

STOCK VALUES DROP FIVE BILLIONS
IN WALL STREET'S GREATEST CRASH
12,894,650 SHARES
CHANGE HANDS DURING
DAY OF WILD TRADING

STAGE BROADWAY SCREEN
VARIETY
WALL ST. LAYS AN EGG

The Washington Post
BANKERS ACT TO CURB STOCK PANIC

The New York Times

STOCKS RALLY
BANKERS TO SUPPORT MARKET TODAY

The Boston Daily Globe
BIG CRASH AND RALLY IN STOCKS
12,894,650 Shares Traded in a New High Mark—Top 100

LE KRACH DE 1929 ET LA GRANDE DÉPRESSION ÉCONOMIQUE

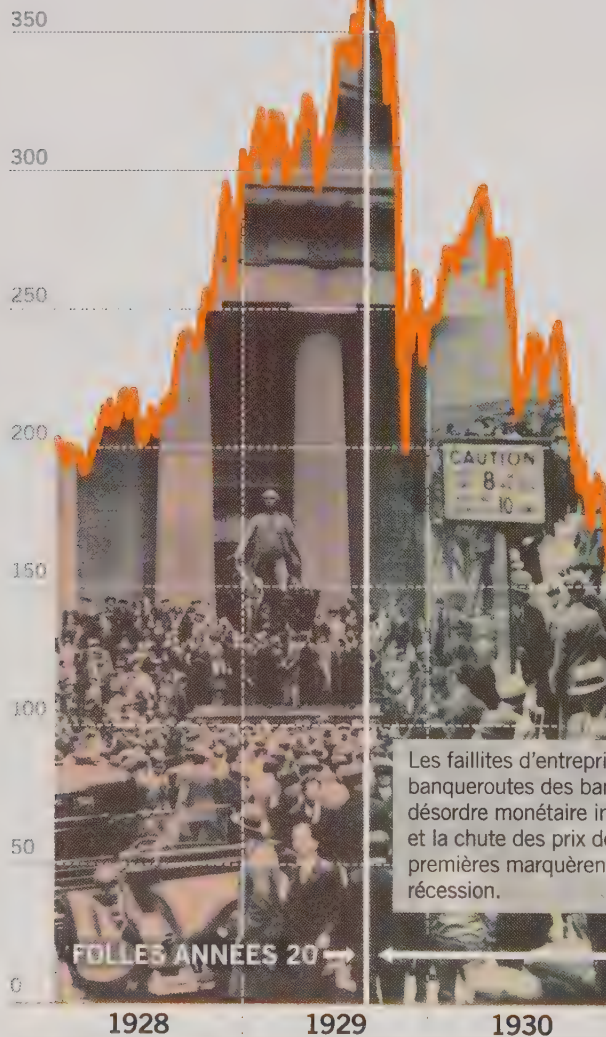
En octobre 1929, plus de 19 millions de titres furent mis en vente à la Bourse de New York sans trouver d'acheteurs. Ce fut le début d'une crise économique caractérisée par son universalité, son ampleur et sa durée.

EFFONDREMENT DE LA BOURSE

Selon son cours minimum de 1932, l'indice Dow Jones de la Bourse de New York avait perdu 89 % par rapport aux taux les plus hauts de 1929.

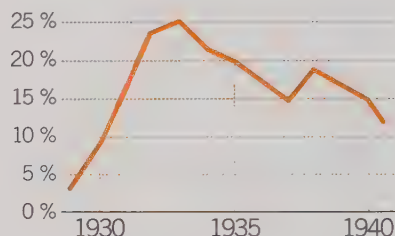
À la Bourse de Paris, dans la même période, la chute fut de 50 %.

Indice Dow Jones



HAUSSE DU CHÔMAGE

Le nombre de chômeurs explosa pour atteindre en 1932 les 6 millions en Allemagne, les 3 millions au Royaume-Uni et les 12 millions aux États-Unis.



Taux de chômage aux États-Unis de 1929 à 1942

CHUTE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

La production industrielle mondiale chuta de 38 % en 1932 par rapport à 1929. Aux États-Unis comme en Allemagne, la chute atteignit 50 %.

CRISE DU COMMERCE INTERNATIONAL

La contraction du volume du commerce international finit par représenter 80 % du marché d'avant la crise.

41,22
8 juillet 1932

Les faillites d'entreprises, les banqueroutes des banques, le désordre monétaire international et la chute des prix des matières premières marquèrent la récession.

Accords politiques (1938-1939)



Pendant ce temps, l'URSS de Staline poursuivait à marche forcée la modernisation économique du pays, au rythme de ses plans quinquennaux colossaux. Le volume de la production industrielle soviétique augmentait, à mesure que celui de la production américaine s'effondrait. Ces succès induirent en erreur de nombreux intellectuels sur la nature réelle du régime. Ils refusèrent de reconnaître la situation dans laquelle se trouvaient les travailleurs russes, qu'ils pensaient passagère.

Quant à l'Italie fasciste, Mussolini poursuivait volontairement une politique économique autarcique, qui permit au pays de résister mieux que d'autres aux conséquences internationales de la crise.

Finalement, les seules solutions viables pour sortir de cette impasse furent celles

proposées par l'économiste Keynes. Mais ces recettes très hétérodoxes attribuaient un rôle décisif à l'État comme moteur de la relance économique allant à l'encontre de tous les dogmes du capitalisme libéral. C'est la raison pour laquelle leur application fut difficile et ne put se réaliser sans déclencher une forte opposition. Lorsque le président américain démocrate Franklin Delano Roosevelt lança la politique du *New Deal* (Nouvelle Donne), il dut affronter une opposition catégorique qui contrecarra en grande partie ses projets. En Allemagne, sous le gouvernement dictatorial d'Hitler, le redressement économique fut beaucoup plus rapide. Beaucoup en déduisirent que, pour sortir de la crise, la meilleure recette n'était pas la démocratie mais bel et bien un gouvernement autoritaire.



HITLER ACCÈDE AU POUVOIR PAR LES URNES

Déjà marquée par ses origines révolutionnaires et une profonde instabilité gouvernementale, la république de Weimar ne put résister à la crise économique qui devait grandement faciliter la conquête du pouvoir par Hitler.

Le 30 janvier 1933, Adolf Hitler, le chef charismatique du Parti national-socialiste des travailleurs allemands (NSDAP), accédait au pouvoir en Allemagne. Ce parti était né en 1919, comme nombre d'autres formations politiques ultranationalistes apparues après la défaite. En novembre 1923, Hitler pensa que son parti, communément appelé parti « nazi » (*Nationalsozialistische*, national-socialiste), était déjà suffisamment fort pour tenter un coup d'État contre le gouvernement ; il s'imaginait pouvoir répéter le succès de Mussolini avec sa marche sur Rome l'année précédente. Ce fut un échec retentissant et Hitler fut condamné à plusieurs mois de prison. Pendant son incarcération, il écrivit l'ouvrage dans lequel il résumait sa pensée politique, *Mein Kampf* (*Mon combat*). À sa sortie de prison, Hitler constata que le régime politique de la nouvelle République allemande, connue sous le nom de république de Wei-

mar, s'était finalement stabilisé après la crise d'hyperinflation qui avait dévasté le pays en 1923.

Aux yeux de nombreux Allemands, la République portait le poids de ses deux péchés originels : elle était le fruit de la révolution qui avait détrôné le *Kaiser* et planté le « coup de poignard dans le dos » d'une armée trahie au front, et elle avait signé l'abominable traité de Versailles. À peine instaurée, elle dut affronter les mouvements insurrectionnels de l'extrême gauche menés par le mouvement spartakiste (le futur Parti communiste allemand), et ceux de l'extrême droite, les *Freikorps*, ou Corps francs composés de vétérans ultranationalistes. À l'issue de la guerre, le pays se retrouvait au bord de la guerre civile.

La République eut encore à contenir la menace des mouvements séparatistes de Bavière et de Rhénanie, sans oublier celle de l'expansionnisme polonais. La Pologne, récemment rétablie en tant qu'État indépendant par les traités de paix, ne s'avouait pourtant guère satisfaite de ses frontières, bien qu'elle eût annexé de larges zones de territoire de l'ancien Empire allemand (ce qui imposa no-

DES MEMBRES DE LA JEUNESSE HITLÉRIENNE portent l'uniforme sur lequel est cousu le svastika.

HITLER ÉLIMINE LES SA AU COURS DE LA NUIT DES LONGS COUTEAUX

Après avoir réduit à néant toute l'opposition démocratique, Hitler élimina les ennemis potentiels dans ses propres rangs, le 30 juin 1934, au cours de la Nuit des longs couteaux qui fit des centaines de victimes.

■ L'OPÉRATION COLIBRI

La purge **commença à l'aube du 30 juin 1934**. Des miliciens SS arrêtaient de nombreux cadres du haut commandement de la SA, dont Ernst Röhm. Les exécutions ne se firent pas attendre. Le général von Schleicher ainsi que le principal conseiller de von Papen furent assassinés. Aucune procédure légale de quelque type que ce soit ne fut engagée. À la fin de la purge, **le 2 juillet, on dénombrait 300 victimes**.

La SA était une organisation paramilitaire du parti nazi. Créée en 1921, elle joua un rôle important dans l'accession au pouvoir de Hitler. Ses membres étaient connus sous le nom de « chemises brunes ».



Emblème de la *Sturmabteilung* (SA, Section d'assaut)

La SS fut créée en 1921 comme garde personnelle de Hitler et des cadres nazis, mais il ne s'agissait en fait que d'un bataillon au sein de la SA. Après la purge et l'éviction de la SA, le pouvoir des SS augmenta considérablement.



Emblème des *Schutzstaffel* (SS, Échelons de protection)

■ LES CONSÉQUENCES

La SA perdit toute influence politique et les SS devinrent l'élément central du III^e Reich. Les chefs de l'armée furent reconnaissants à Hitler de les avoir débarrassés de la SA, et après la mort d'Hindenburg survenue en août 1934, les soldats allemands jurèrent fidélité à Hitler. Cela supposait qu'ils reconnaissaient en lui le chef de l'État. **Dans le III^e Reich, la volonté de Hitler avait force de loi.**



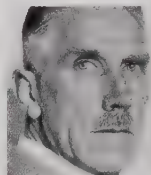
■ LES PROTAGONISTES

« Ernst Röhm

Chef de la milice SA, il avait conquis les rues des villes allemandes pour les nazis. Une fois Hitler au pouvoir, il exigeait la réalisation d'une « deuxième révolution », de caractère plus socialiste. Il souhaitait que la SA, qui comptait 2 millions de membres, devienne la nouvelle armée allemande.

Franz von Papen

Nationaliste conservateur. Vice-chancelier, il n'en commençait pas moins à critiquer la dérive vers le totalitarisme de Hitler.



Kurt von Schleicher

Le prédécesseur de Hitler à la chancellerie. Il tenta d'éviter l'accession au pouvoir de Hitler, et provoqua la sédition dans les rangs des nazis.



Hermann Goering

Ouvrément à la tête de l'aile droite du parti nazi, il était le principal ennemi politique d'Ernst Röhm au sein du régime.



Heinrich Himmler

Chef de la milice nazie SS strictement subordonnée à la SA. Il désirait la complète autonomie de son organisation pour laquelle il nourrissait de grandes ambitions.



Werner von Blomberg

Ministre de la Défense, il était favorable à Hitler mais opposé à ce que la SA remplace l'armée. Il avait 300 000 hommes sous ses ordres.



tamment la séparation de la Prusse-Orientale du reste de l'Allemagne).

L'Allemagne devait par-dessus tout assumer le règlement financier colossal des réparations économiques dues aux vainqueurs. Quand, en janvier 1923, elle n'acquitta pas ces paiements, la France occupa la riche région industrielle et minière de la Ruhr, le cœur économique de l'Allemagne, pour se payer en nature. Le gouvernement allemand, en signe de résistance passive, décréta la grève générale et régla les salaires du personnel concerné grâce au système expéditif de la planche à billets. L'inflation atteint un niveau inimaginable, et un franc finit par s'échanger contre 4,2 milliards de marks ! En bref, entre 1919 et 1923, la jeune République allemande connut des débuts des plus troublés.

Elle commença malgré tout à se stabiliser à partir de 1924. Les mouvements politiques les plus extrémistes perdirent leur assise populaire. L'économie entama son redressement grâce à l'injection de capitaux américains, et en 1926, l'Allemagne fut admise à la Société des Nations. Mais l'impact brutal de la crise économique de 1929 sur l'économie allemande donna un coup d'arrêt au processus. Le capital américain, vital pour la reprise économique allemande, fut massivement rapatrié. L'absence de marchés captifs coloniaux empêcha l'Allemagne de mettre en œuvre une politique protectionniste durable. Le chômage ravagea le pays et le désespoir se propagea dans la population. L'augmentation du nombre de chômeurs s'accompagna d'un accroissement du nombre des sympathisants et des

membres des deux principaux partis extrémistes : le parti communiste et le parti nazi. Lors des dernières élections avant la crise économique, le NSDAP n'avait récolté que 800 000 voix et obtenu seulement 12 sièges. En revanche, lors des élections législatives de septembre 1930, le NSDAP obtint 6,5 millions de voix, ce qui lui permit d'envoyer 107 députés au *Reichstag* (le Parlement). Lors des élections présidentielles d'avril 1932, Hitler récolta 13,42 millions de voix, et à l'issue des législatives de juillet de la même année, le NSDAP s'assura 230 sièges, c'est-à-dire 100 de plus que ceux obtenus par la deuxième force politique du pays en nombre de voix, le Parti social-démocrate (SPD). Les communistes enregistrèrent aussi une nette augmentation de leurs adhérents, même si elle fut moins spectaculaire.

LORS DES ÉLECTIONS
PRÉSIDENTIELLES
D'AVRIL 1932, HITLER
RÉCOLTA 13,42 MILLIONS
DE VOIX

D'avantage que dans l'hémicycle, c'est dans la rue que nazis et communistes se combattaient ouvertement. En Allemagne, tous les partis politiques disposaient de leurs propres milices : le Parti social-démocrate possédait sa *Reichsbanner* (Bannière d'empire), les nationalistes conservateurs leur ligue des vétérans connue sous le nom de *Stahlhelm* (Casque d'acier), le parti communiste sa *Rotkämpferbund* (Ligue des combattants rouges) et le parti nazi la *Sturmabteilung* (SA, Section d'assaut), qui s'avéra en fin de compte la plus efficace. En effet, si Hitler s'était rendu maître par les urnes d'une bonne partie du Parlement, ce sont ses miliciens qui imposèrent leur hégémonie dans la rue, par de gigantesques manifestations et autres défilés permanents. À aucun moment la stabilité ne caractérisa la

vie parlementaire de la république de Weimar. Constituer une majorité parlementaire et la maintenir était un vrai problème, rendu plus aigü encore par la montée des extrêmes. Les communistes n'acceptèrent ainsi jamais de s'allier aux socialistes. Selon la doctrine proclamée alors par l'Internationale communiste, la *Kommunistischeski International* connue sous l'abréviation *Komintern*, les sociaux-démocrates n'étaient que des traîtres à la classe ouvrière. Pire encore, ils étaient des « sociaux-fascistes », ne se différenciant guère des fascistes tout court. Derrière la guerre des mots, le Parti communiste allemand appliquait à la lettre les ordres reçus de Moscou au travers de l'Internationale communiste, et l'éventuelle arrivée au pouvoir du nazisme ne fut pas perçue, en tant que telle, comme trop préoccupante.

Le *Komintern* définissait le fascisme comme « la dictature terroriste du grand capital », et l'on supposait que l'abominable exploitation des prolétaires allemands établie par Hitler, s'il accédait au pouvoir, jetterait bien vite ceux-ci dans les bras du Parti communiste allemand, déclenchant sans délai la révolution prolétarienne. De leur côté, les forces de la droite conventionnelle pouvaient difficilement pactiser avec un gouvernement de coalition auquel Hitler aurait participé, dans la mesure où celui-ci revendiquait pour lui seul la chancellerie et voulait s'imposer à la tête du gouvernement. Or ces forces de droite considéraient le *Führer* (« chef ») comme un arriviste et un radical très dangereux. À partir de juillet 1932, les manœuvres se succédèrent pendant plusieurs mois pour tenter d'éviter qu'Hitler n'accède à la chancellerie.

IL N'Y EUT PLUS
JAMAIS D'ÉLECTIONS,
MAIS DE NOMBREUX
PLÉBISCITES

Finalement, aucune formule durable ne fut trouvée, et le 30 janvier 1933 Hitler fut investi de la charge de chancelier par le président de la République, le maréchal Paul von Hindenburg. Rapidement, il forma un cabinet de coalition avec les nationalistes conservateurs.

Après l'échec de sa tentative putschiste de 1923, Hitler avait proclamé à de nombreuses reprises qu'il ne tenterait pas d'accéder au pouvoir par la violence mais qu'il le ferait par des moyens légaux en se présentant aux urnes. Bien sûr il n'y avait là nulle profession de foi en faveur de la démocratie. Une fois au pouvoir, Hitler démantela avec une surprenante rapidité tout l'édifice démocratique

allemand, notamment en supprimant l'autonomie des gouvernements des *Länder* (États fédéraux) et en ordonnant la dissolution des autres partis politiques ou des syn-

dicats libres. Il lui fallut peu de temps pour instaurer le III^e Reich, dans un climat de violence tel que ses propres partisans durent aussi craindre pour leur vie, comme le prouve l'épisode de la Nuit des longs couteaux le 30 juin 1934, au cours duquel un nombre significatif des chefs de la milice nazie, la SA, furent éliminés. Mais ce serait une erreur historique de taille d'ignorer que le *Führer* comptait aussi sur un soutien populaire massif. Les dernières élections démocratiques se déroulèrent en mars 1933, alors qu'Hitler était déjà installé à la chancellerie. Bien qu'ils fissent l'objet d'actes de violence à grande échelle, les communistes obtinrent 4 845 379 voix et les sociaux-démocrates 7 176 050. Mais Hitler en récolta 17 265 823, et ses alliés, les nationalistes, 3 132 595. Il n'y eut plus jamais d'élections, mais de nombreux plébiscites,



LE PARTI COMMUNISTE ALLEMAND (KPD) était la plus puissante organisation communiste d'Europe.

dont celui de la Sarre, qui démontrèrent l'ampleur du soutien que le peuple allemand apportait à Hitler. Cette riche région minière et industrielle que la France désirait annexer avait été séparée de l'Allemagne à la fin de la Première Guerre mondiale et placée sous l'administration de la SDN. Il avait été décidé que la population déterminerait, par un plébiscite dont la date avait été fixée au mois de janvier 1935, si elle souhaitait faire partie de la France, rester sous l'administration de la Société des Nations ou réintégrer l'Allemagne. La dictature nazie était alors parfaitement installée en Allemagne, et Hitler se vit interdire les déplacements sur le territoire de la Sarre pour faire campagne. Des forces policières de plusieurs pays membres de la SDN se chargèrent de contrôler le déroulement du plébiscite afin d'éviter les violences politiques. Les partis antinazis allemands, interdits dans le Reich, firent campagne contre la réintégration au sein de l'Allemagne. Étant donné que la majorité de la population appartenait socialement au prolétariat et que la région était de culture catholique, tout laissait à penser qu'ils y rencontreraient un certain écho.

Et pourtant, une écrasante majorité (90,8 % des voix) se déclara favorable à la réintégration du territoire dans le III^e Reich, dans l'Allemagne que dirigeait Hitler d'une main de fer. Après l'expérience troublée de la république de Weimar, nombreux étaient les Allemands qui appréciaient la stabilité politique imposée par le régime nazi. Les réformes économiques mises en œuvre connurent de plus un succès rapide, mettant fin au chômage. Le « péril communiste » s'évanouissait dans l'esprit de bon nombre d'Allemands. Mais ce fut probablement le sentiment d'avoir récupéré un orgueil national qui décida une grande partie des électeurs à apporter leur soutien à Hitler.

Le *Führer* venait les libérer, pensaient-ils, des « chaînes de Versailles ». Et en effet, tout son programme politique concourait à cet objectif : en finir avec l'humiliation subie en 1919 et rendre à l'Allemagne son rang de grande puissance.

ADOLF HITLER, DU CHANCELIER AU FÜHRER

Chef d'une organisation qui avait donné dès sa naissance de nombreuses preuves de sa nature violente et raciste, Hitler est arrivé au pouvoir par les urnes dix après avoir voulu s'en emparer par la force.

Adolf Hitler naquit dans une petite ville de Haute-Autriche, Braunau am Inn, le 20 avril 1889. Son père, Aloïs, un ancien fonctionnaire des douanes, avait épousé en troisièmes noces sa nièce Klara Pölzl. Fidèle aux volontés de son père, le jeune Adolf se destinait à entrer dans la carrière de fonctionnaire d'État, mais à la mort d'Aloïs, il abandonna ses études pour suivre des cours de dessin. Il ne fut cependant pas admis à l'Académie des beaux-arts, échouant aux épreuves de l'examen d'entrée. À la mort de sa mère, en 1907, il s'installa à Vienne où il vécut difficilement en vendant ses aquarelles aux touristes et en dormant dans une auberge pour indigents.

Au début de la Première Guerre mondiale, il s'enrôla comme volontaire dans l'armée bavaroise où il obtint le grade de caporal. Blessé au cours d'une attaque au gaz qui le laissa temporairement aveugle, il fut décoré de la Croix de fer de 1^{re} et de 2^e classe. À sa sortie de l'hôpital militaire, il fut engagé comme informateur infiltré dans les groupuscules politiques et paramilitaires. Il entra ainsi en contact, en 1919, avec le *Deutsche Arbeiterpartei* (DAP, Parti des travailleurs allemands). Attiré par ses idées, il en devint membre et ne tarda pas à prendre les rênes de ce parti qui en 1921 changea son nom en *Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei* (NSDAP, Parti national-socialiste des travailleurs allemands). Le parti nazi était né.

La progression du NSDAP fut dans un premier temps très modeste. En novembre 1923, Hitler et les siens tentèrent un coup d'État, le putsch de Munich, qui se solda par la mort de plusieurs personnes et l'emprisonnement des putschistes. Les petits chefs

du NSDAP, Hitler en tête, furent incarcérés à la prison de Landsberg. Durant les quatorze mois de sa détention, Hitler rédigea la première partie de son livre, *Mein Kampf* (*Mon combat*). Après avoir bénéficié d'une amnistie fin 1924, il changea de stratégie politique et entama son ascension au pouvoir par la voie démocratique, récoltant en peu de temps des résultats électoraux extraordinaires. En seulement sept ans, il transforma le NSDAP en premier parti d'Allemagne, aidé en cela par le désenchantement qui touchait la classe ouvrière après la crise de 1929. Nommé chancelier le 30 janvier 1933, il dut former un gouvernement de coalition où ne figurèrent que deux de ses compagnons de parti. Il interdit le parti communiste et les syndicats, restructura le Parlement afin de s'assurer que le NSDAP y obtiendrait la majorité absolue puis il établit une dictature du parti unique. Il n'oublia pas non plus ses autres promesses électorales en amorçant dès 1935 le réarmement de l'Allemagne, en réinstaurant le service militaire, une armée et une marine puissantes ainsi que de nouvelles forces aériennes. Tout cela dans le mépris le plus complet des clauses du traité de Versailles. L'aspect le plus terrible de sa gestion fut la persécution politique et raciale à laquelle il soumit le pays. Il instaura un réseau de camps de concentration destinés à épurer la population allemande des éléments jugés dangereux et/ou indésirables par le régime en raison de leur religion, leur race, leur philosophie, leur orientation sexuelle, leurs idées politiques ou leur état de santé. Logiquement, l'encadrement de tous les citoyens allemands dans le nouveau système social né

de l'institutionnalisation des organisations nationales-socialistes accompagna cette politique de persécution et de répression.

À la mort du président Hindenburg, en 1934, Hitler assumait le pouvoir absolu en prenant le titre de *Führer*. En 1937, il effectua une purge au sein des forces armées et s'autoproclama commandant en chef des armées. En 1938, il annexa l'Autriche, la région des Sudètes en Tchécoslovaquie et la région de Memel en Lituanie. Sa politique expansionniste le conduisit à occuper le couloir de Dantzig, un territoire sous juridiction polonaise. La ferme résistance de la Pologne et le soutien apporté à ce pays par la France et la Grande-Bretagne conduisirent au conflit et à la Seconde Guerre mondiale.

À la fin de 1942, les armées allemandes contrôlaient pratiquement toute l'Europe et le nord de l'Afrique. Les efforts conjugués des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'Union soviétique, avec l'aide des pays occupés par les armées allemandes et d'autres pays alliés, parvinrent à contenir la marée allemande. À partir de 1943, Hitler vit sa situation empirer bien qu'il fît tout pour prolonger la résistance de ses armées jusqu'en mai 1945.

Victime à plusieurs reprises d'attentats contre sa personne, dont celui que perpétra un groupe de militaires le 20 juillet 1944 et qui faillit lui coûter la vie, il vécut les deux dernières années de la guerre terré dans ses bunkers, lançant des ordres impossibles à exécuter, tandis que les hiérarques de son parti s'occupaient de gouverner les territoires encore contrôlés par les soldats allemands.

Il passa les dernières semaines de son existence reclus dans un refuge de ciment qu'il avait fait construire sous les jardins de la chancellerie, Berlin étant assiégé par l'Armée rouge. Le 30 avril 1945, après avoir épousé Eva Braun, avec qui il avait maintenu une liaison semi-secrète pendant de nombreuses années, il se suicida, laissant derrière lui un pays en ruine.

Hitler reste à ce jour comme le pire génocidaire de l'Histoire, responsable de la mort de millions de soldats et de civils et de 6 millions de Juifs. [G. T.]



LA PROPAGANDE était un instrument indispensable de diffusion de l'idéologie nazie. Le culte de la personnalité orchestré par Hitler fut semblable à celui de Staline : commandes de peintures, photographies mettant en scène le chef à son avantage.



UNE EUROPE DIVISÉE FACE À HITLER

Tandis que la Pologne et la Tchécoslovaquie exprimaient leurs craintes face à l'accroissement de la puissance militaire allemande, la France persistait dans son attitude pacifiste et le Royaume-Uni plaidait pour un équilibre des pouvoirs.

L'une des clauses du traité de Versailles avait réduit l'armée allemande à une minuscule force de 100 000 hommes, connue sous le nom de *Reichswehr* (défense de l'empire), démunie de chars de combat, d'avions, d'artillerie lourde ou encore d'un corps d'état-major. Elle ne pouvait pas non plus opérer de recrutement obligatoire et devait donc faire appel à une armée de métier sans réservistes mobilisables ou qui, en cas de conflit, ne permettait pas de lever une masse de combattants. Les Allemands ressentirent de manière honteuse ces restrictions. En effet, l'armée jouissait chez eux d'un prestige beaucoup plus élevé qu'ailleurs en Europe. Pendant la révolution de 1848, les libéraux n'étaient pas parvenus à réaliser l'unification nationale si ardemment désirée. Le Parlement réuni à Francfort qui aurait dû l'établir perdit son temps en discussions stériles. Ainsi, seule l'armée

prussienne permit l'unification de l'Allemagne à l'issue de trois conflits victorieux : la guerre des Duchés, la guerre austro-prussienne et surtout la guerre franco-allemande de 1870. Pour cette raison, elle était considérée comme l'une des pièces maîtresses de la nation allemande, et servir sous son commandement était vécu comme un honneur. Les clauses du traité de Versailles interdisaient donc à la grande majorité des Allemands d'appartenir à cette institution qu'ils admiraient. De plus, les dimensions réduites de la *Reichswehr* et ses moyens limités laissaient l'Allemagne pratiquement désarmée face à ses voisins qui presque tous – surtout dans le cas de la Pologne et de la Tchécoslovaquie – pouvaient aligner des troupes bien plus nombreuses et mieux équipées. Cette situation humiliante aiguïsa l'esprit des militaires de la *Reichswehr*, qui analysèrent de manière détaillée les causes militaires de la défaite de 1918. Toute honte bue, ce travail minutieux servit à dégager les formules qui permettraient à l'Allemagne, le moment venu, de prendre sa revanche.

MANIFESTATION DE CHÔMEURS À LONDRES. La crise sociale détourna l'attention de l'opinion publique des problèmes de politique internationale.

La *Reichswehr* sélectionna dans le vivier important d'hommes à sa disposition les éléments les plus brillants de l'ancienne armée pour intégrer la nouvelle : 100 000 militaires professionnels constituèrent ainsi le noyau dur des forces armées d'un Reich qu'Hitler n'aura ensuite plus qu'à mettre sur le pied de guerre.

Plusieurs des officiers de la *Reichswehr* laissèrent leur nom dans l'Histoire. L'un d'eux, Heinz Guderian, fut un des grands théoriciens de la guerre mécanisée à l'origine de l'emploi décisif des chars au combat. Un autre de ces officiers, Kurt Student, transforma en soldats d'élite les parachutis-

tes allemands, cela malgré l'interdiction faite à la *Reichswehr* de posséder des avions. De son côté, Walter Dornberger sut tirer parti d'un fait particulier : étant donné qu'au cours de la Première Guerre mondiale les adversaires n'avaient pas utilisé les fusées comme des armes militaires, il ne fut pas interdit à la *Reichswehr* de les développer. Dornberger en profita pour poser les bases de la plus importante innovation technologique militaire du conflit à venir : le développement des premiers missiles, les fameux V2, opérationnels à la fin de la guerre. Cependant, au-delà de l'élaboration de nouveaux systèmes d'armement, l'un des secrets de la *Reichswehr* fut d'avoir su former un modèle d'armée original. À l'ancienne tradition de l'esprit de caste des officiers et de la rigidité de l'ordonnance de l'armée prussienne, qui avait donné lieu à ce que les Allemands eux-mêmes appelaient la *Kada-*

UNE VUE AÉRIENNE. Le général Heinz Guderian, commandant du 29^e corps d'armée pendant les campagnes de Pologne en 1939 et de France en 1940, puis de la 2^e division Panzer lors de l'invasion de l'URSS en 1941.



Les États autoritaires et totalitaires en Europe (1934-1939)



verdisziplin (discipline de cadavre), se substitua un esprit de camaraderie entre le commandement et la troupe. On attendait d'un officier qu'il sache s'occuper de ses hommes afin qu'ils puissent donner le meilleur d'eux-mêmes. Pendant la Seconde Guerre mondiale, aucune des armées en présence n'atteindrait le niveau de cohésion interne de l'armée allemande. Dans cet esprit, la *Reichswehr* perfectionna sa doctrine tactique en confiant aux cadres de rangs inférieurs le maximum d'initiative et d'autonomie opérationnelle. Ainsi, il devint possible à ces hommes d'agir au mieux suivant les circonstances de combat sans devoir attendre les ordres de leurs supérieurs. Ce fut cette *Auf-*

traktik (tactique de mission), et non une supériorité inexistante en armement et en équipement, qui permit aux Allemands d'atteindre leurs plus grands succès au cours de la Seconde Guerre mondiale.

En bref, la *Reichswehr* était une petite armée mais efficace.

Pendant les dernières années de la république de Weimar, ses cadres élaborèrent des plans détaillés pour accroître leurs effectifs dès que l'occasion leur en serait fournie. Et cette occasion se présenta en janvier 1933. Quelques semaines à peine après avoir pris possession de la chancellerie, Hitler convoqua les principaux chefs militaires allemands pour leur dire que l'heure du réar-

mement était venue. La décision devait être tenue secrète pendant quelque temps, mais il fallait la mettre en application immédiatement. C'est ainsi que, violant délibérément le traité de Versailles, la *Reichswehr* commença à outrepasser les limites d'effectifs autorisées tout en lançant d'importantes commandes d'armes à l'industrie.

Le fait, bien entendu, ne passa pas inaperçu aux yeux des gouvernements étrangers. Vu l'extrême faiblesse du potentiel militaire allemand en 1933, une action militaire concertée contre le Reich aurait eu des effets immédiats. Mais elle ne se produisit pas. La Pologne était la nation qui avait le plus à craindre de la renaissance de la puissance mili-

taire allemande ; même la république de Weimar, malgré sa vocation pacifiste, ne s'était pas résolue à signer un traité reconnaissant explicitement les nouvelles frontières germano-polonaises établies après la Première Guerre mondiale. Véritable coup de théâtre, Hitler signa en 1934 un pacte de non-agression avec la Pologne ; les Polonais interprétèrent ce geste comme un renoncement aux visées révisionnistes et leurs craintes à l'égard de l'Allemagne diminuèrent.

En France, le pacifisme répandu dans la population se doublait, dans la classe militaire, d'une mentalité clairement défensive. Personne ne voulait se risquer à une nouvelle aventure belliqueuse susceptible d'occasionner de terribles pertes. Le souvenir de la Première Guerre mondiale était encore dans tous les esprits. Bien avant l'arrivée au pouvoir d'Hitler, la France avait ainsi commencé à édifier une ligne de for-

tifications sur sa frontière avec l'Allemagne, la ligne Maginot. L'unique initiative audacieuse du gouvernement français face à Hitler fut la signature d'un traité d'alliance avec l'Union soviétique. Comme cela s'était passé avant la Première Guerre mondiale, la France et la Russie restaient liées par un pacte qui les obligeait à se prêter main forte contre l'Allemagne. Pourtant, l'ère des tsars était révolue, et Staline régnait à Moscou. Ainsi le spectre du bolchevisme suscita l'indignation de larges pans de l'opinion

HITLER CONVOQUA LES CHEFS MILITAIRES ALLEMANDS POUR LEUR DIRE QUE L'HEURE DU RÉARMEMENT ÉTAIT VENUE

publique française et de plusieurs gouvernements étrangers qui ne souhaitaient en aucune manière pactiser avec l'URSS. Parmi ces gouvernements figu-

raient certains alliés de la France en Europe orientale, comme la Roumanie et la Pologne, ainsi que le gouvernement britannique.

Cet immobilisme de la France après la fin de la Première Guerre mondiale s'explique aussi par l'attitude de méfiance du Royaume-Uni à son égard. Le soupçon britannique s'expliquait par l'observation du principe qui consistait à maintenir en Europe un équilibre des pouvoirs, sans jamais risquer de favoriser l'hégémonie d'une quelconque nation sur l'ensemble du continent. De fait, le redressement d'une Allemagne – même hitlérienne – venant contrebalancer le poids politique et militaire de la France, n'était pas vraiment mal vu.

Ce ne fut d'ailleurs pas un hasard si le gouvernement britannique parvint le premier à établir un pacte avec le III^e Reich, en contradiction manifeste avec le traité de Versailles.



L'accord naval germano-anglais de juin 1935 permit ainsi à l'Allemagne d'augmenter le tonnage de sa marine de guerre dans des proportions beaucoup plus importantes que celles qui lui avaient été imposées à la fin de la Première Guerre mondiale, même si elle s'engageait à ne pas dépasser le niveau jugé dangereux par les Britanniques pour maintenir la suprématie de leur *Royal Navy*.

PARTISANS DE L'« APAISEMENT » : Daladier et Chamberlain.
Churchill (au centre) défendait la thèse opposée.

À Moscou, la crainte de voir renaître la puissance militaire allemande était très forte. Quand il fut évident que la perspective d'un soulèvement massif du prolétariat allemand après l'instauration de la dictature nazie était totalement illusoire, la politique étrangère so-



viétique accusa un revirement spectaculaire. Les dirigeants de Moscou prenaient très au sérieux les plans exposés par Hitler dans *Mein Kampf*. Il y prônait l'anéantissement de l'idéologie marxiste, officielle en URSS, et affirmait que l'Allemagne renoncerait à toute tentative d'expansion vers la Méditerranée et vers les pays d'outre-mer pour se concentrer sur la récupération de ce qu'il considérait être l'essence même de l'histoire allemande : l'expansion vers l'est (*Drang nach Osten*). Cette expansion se ferait aux dépens des peuples slaves, et particulièrement des Russes et des Ukrainiens. Hitler avait l'ambition d'obtenir pour l'Allemagne les territoires de l'URSS, sans jamais disputer aucun territoire aux empires coloniaux, britannique ou français.

Au cours de la Première Guerre mondiale, l'Allemagne avait vaincu à plusieurs reprises les troupes tsaristes, laissant un sentiment profond et amer d'humiliation chez les Russes. Si l'URSS a pu devenir en quelques décennies un pays industrialisé, doté de forces armées d'une puissance exceptionnelle, le Japon n'hésita cependant pas à la défier, occupant dans sa partie extrême-orientale la Mandchourie. Staline risqua donc un rapprochement avec les pays capitalistes susceptibles de se sentir menacés par l'Allemagne. D'où ce pacte avec la France ainsi que l'ordre donné à l'été 1935 aux différents partis communistes, via le *Komintern*, d'abandonner la politique d'affrontement avec les sociaux-

HORST WESSEL, milicien de la Section d'assaut et auteur des paroles de l'hymne *Die Fahne Hoch* (« Le Drapeau levé »), fut le martyr officiel du parti nazi.

démocrates et les autres forces de gauche menée jusqu'alors, et de constituer à l'inverse des « fronts populaires ». Il fallait éviter que ne s'établissent dans d'autres pays européens des gouvernements anticommunistes ou profascistes (alliés potentiels d'Hitler) et tenter de favoriser l'arrivée au pouvoir de gouvernements disposés à traiter avec l'URSS.

Ce renversement radical de position ne fut pas suivi de résultats immédiats. Depuis leur triomphe en Russie, les communistes avaient développé une intense propagande contre les régimes démocratiques de l'Europe occidentale en les présentant systématiquement comme capitalistes, oppresseurs des masses ouvrières, et impérialistes. L'idéologie officielle de l'URSS, le marxisme-léninisme, était, disait-on, l'adaptation des théories de Marx à l'époque de l'impérialisme. Depuis Moscou, les peuples colonisés étaient incités avec ferveur à se révolter contre la mère patrie, jugés aptes, plus encore que les prolétaires des pays industrialisés, à devenir les acteurs de la révolution mondiale.

Que Staline se pose désormais en allié pour défendre, face à la montée des fascismes, cette même démocratie bourgeoise

se contre laquelle il vitupérait auparavant apparaissait difficilement crédible. L'URSS fut certes laborieusement admise à la Société des Nations en 1934, mais de là à la considérer comme un allié désirable, il y avait un pas difficile à franchir. Les plans d'armement soviétique colossaux n'échappèrent pas non plus à l'attention des dirigeants occidentaux, conscients que ces armes pouvaient être utilisées à d'autres fins que le seul affrontement avec l'Allemagne. De plus, loin d'évoluer vers des formes politiques plus respectables, la dictature communiste avançait à marche forcée vers un régime de terreur. Les gigantesques purges orchestrées par Staline en URSS prirent effet mais se prolongèrent dans les années 1930 : des millions de personnes furent emprisonnées et déportées, des centaines de milliers d'autres assassinées. Le monde assista, abasourdi, à cette gigantesque vague de terreur que la propagande soviétique, quoique massive et efficace, ne parvint guère à cacher.

LE CANON ANTIAÉRIEN

de 88 mm fut l'une des meilleures armes allemandes pendant la guerre. L'armée allemande l'utilisa avec grand succès contre les chars blindés occidentaux lorsqu'ils mirent en œuvre leurs politiques visant à contenir le révisionnisme.

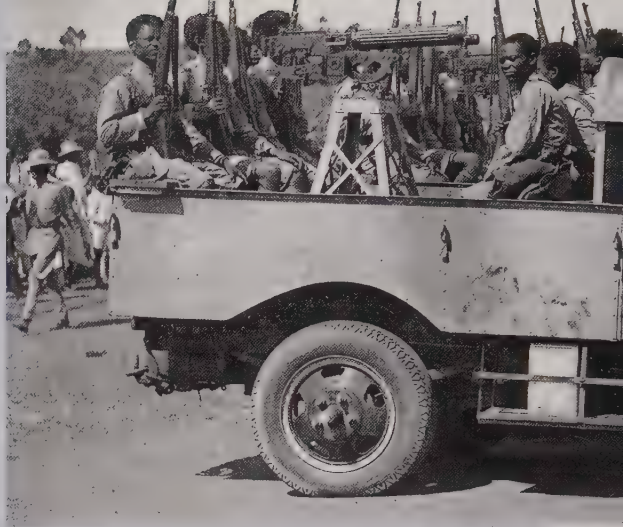


LA GUERRE D'ABYSSINIE : L'AVENTURE AFRICAINE DU FASCISME ITALIEN

En octobre 1935, l'Italie fasciste se lança dans l'invasion de l'Éthiopie alors connue sous le nom d'Abyssinie. La tension entre les deux pays était croissante depuis le début de novembre 1934, mais ce ne fut pas un hasard si l'Italie se décida à franchir le pas dans ce nouveau contexte international. Tardivement unifiée, l'Italie était arrivée très en retard à la table où l'Europe se partageait le gâteau colonial, et son empire africain se limitait à quelques territoires pauvres et éparés tels que la Libye, l'Érythrée et une partie de la Somalie. Lors d'une précédente tentative de conquête de l'Abyssinie, les Italiens avaient essuyé la cuisante défaite d'Adoua, en 1896, qui blessa profondément leur orgueil national.

Le fascisme mussolinien ne se départit jamais d'une composante impérialiste, et bien que ce fût une chimère totale, le *Duce* caressait l'idée d'édifier un nouvel Empire romain qui ferait de l'Italie une grande puissance en Méditerranée et en Afrique. Il ne pouvait y parvenir qu'aux dépens des intérêts franco-britanniques.

L'Italie se sentait d'autant plus frustrée de ses maigres profits territoriaux après la Première Guerre mondiale, qu'elle manquait de puissance militaire pour bouleverser l'ordre international. L'irruption du III^e Reich hitlérien sur la scène européenne introduisit un changement substantiel : l'Italie était désormais un allié potentiel de poids au moment où il s'agissait de contenir le révisionnisme nazi. En avril 1935, des représentants du Royaume-Uni, de la France et d'Italie se réunirent à la conférence de Stresa pour lui opposer un front commun. Mussolini pensa qu'en échange de ce service, la France et le Royaume-Uni seraient disposés à tolérer une aventure colonialiste italienne en Éthiopie. Aussi lança-t-il ses troupes sur l'Éthiopie en octobre 1935. La campagne dura huit mois, jusqu'en mai 1936,



L'ARMÉE ABYSSINNIENNE disposait de très peu d'armes modernes. Les mitraillettes et les camions, comme ceux que l'on voit sur cette photo, étaient une exception.

alors que les analystes militaires occidentaux avaient estimé qu'elle durerait au moins deux ans. Cette fois, les Éthiopiens ne purent répéter leur succès du siècle précédent, et furent vaincus. Les Italiens soldèrent la dette infligée à leur orgueil national. Pourtant, si la campagne d'Abyssinie ne posa pas de graves problèmes militaires, elle déclencha une tourmente diplomatique. L'Italie fut condamnée comme nation agressive par la SDN, qui déploya contre elle une batterie de sanctions économiques.

Cette condamnation n'aurait pas été possible si la France et la Grande-Bretagne s'y étaient opposées, ce qui déclencha l'indignation italienne. À cette date, et sans compter les possessions coloniales belges, portugaises et espagnoles, l'Afrique se trouvait essentiellement sous domination britannique et française. Ces deux pays agissant clairement en défense de leurs intérêts coloniaux, Mussolini comprit que jamais les grandes puissances n'admettraient l'Italie comme l'une des leurs. Ils commencèrent donc à regarder avec une sympathie croissante du côté du III^e Reich, d'autant que l'Allemagne s'était refusée à appuyer la condamnation et les sanctions décrétées contre l'Italie pour son attaque de l'Éthiopie. [C. C. J.]



Qui croyait en la démocratie ne pouvait certes pas applaudir la confiscation du pouvoir par Mussolini et Hitler. Pouvait-il approuver dans le même temps, au milieu des années 1930, une autre terreur de masse qui se développait implacablement sous les ordres de Staline ?

Si Staline avait imposé un revirement tactique à la politique des partis communistes européens sommés désormais d'appuyer la formation de fronts populaires, il n'avait pas pour autant abandonné l'ambition ultime du communisme international : en finir avec le capitalisme. Les gouvernements occidentaux connaissaient ces intentions et ne pouvaient ignorer cette ultime volonté.

En juillet 1934, à Vienne, les nazis autrichiens tentèrent de s'emparer du pouvoir par un coup d'État. Sous la direction du chancelier Dollfuss, l'Autriche s'était jetée dans les bras d'une dictature, une de plus en Europe, qui prétendait en finir avec les forces de gauche mais aussi rendre impossible l'intégration de l'Autriche au III^e Reich. Des putschistes assassinèrent Dollfuss (dirigeant social-chrétien, fondateur de l'auto-fascisme), avant d'être rapidement neutralisés par l'armée autrichienne. Bien que le gouvernement nazi allemand ait déclaré ne pas avoir été impliqué dans les faits – ce

qui était le cas –, personne ne le crut, et les événements furent interprétés comme la première manifestation du révisionnisme allemand en action. L'Italie fasciste fut le pays qui réagit le plus énergiquement : Mussolini regroupa une partie de ses troupes à la frontière italo-autrichienne et les tint prêtes à intervenir au cas où les troupes allemandes prétendraient entrer en Autriche pour soutenir les nazis locaux.

Ironie de l'histoire, il ne se trouve qu'une puissance fasciste, l'Italie, pour empêcher l'Allemagne nazie d'entrer en Autriche. Mais cela se comprend aisément : la dernière revendication satisfaite de l'irrédentisme italien avait été celle du Haut-Adige, la région à majorité germanophone appelée Südtirol en Allemagne, sur laquelle la souveraineté italienne ne s'était établie qu'à la fin de la Première Guerre mondiale. Les Tyroliens du Sud jouissaient de la sympathie unanime des pangermanistes en Autriche et en Allemagne, et Mussolini pouvait craindre que le révisionnisme du III^e Reich ne fasse de ce problème l'une de ses revendications principales.

En définitive, la politique allemande de réarmement clandestin et d'accroissement de ses forces armées entamée dès février 1933 ne fut contrecarrée par aucune action internationale concertée. En mars 1935, Hitler se sentit donc suffisamment fort pour décréter ouvertement la restauration du service militaire, proclamer que son armée allait s'agrandir avec de nouvelles divisions, et établir une force aérienne, la *Luftwaffe*. La *Wehrmacht* (force de défense) était née, cette puissante machine de guerre du III^e Reich composée de trois branches : l'armée de terre (*Heer*), la marine (*Kriegsmarine*) et l'armée de l'air (*Luftwaffe*).



LA REMILITARISATION DE LA RHÉNANIE

L'accueil enthousiaste réservé par la population rhénane aux troupes allemandes, acclamées et couvertes de fleurs, marqua le début des *Blumenkriege* (guerres des fleurs).

Parmi les clauses du traité de Versailles, la plus humiliante pour les Allemands fut sans doute celle qui les obligea à tolérer l'occupation militaire de la Rhénanie par les troupes de l'Entente, une occupation supposée durer au minimum quinze ans. En position de force grâce à ses troupes sur le terrain, la France essaya, sans succès, de planter le germe du séparatisme rhénan avec l'idée de créer à terme un État satellite en territoire allemand.

Les dernières troupes étrangères abandonnèrent la région en 1930, plus tôt que prévu. Restait le souvenir de l'offense, qui allait se maintenir aussi longtemps que, selon les humiliantes clauses du traité de Versailles, cette région resterait démilitarisée. Lorsque Hitler créa la *Wehrmacht* en 1935, et proclama que l'Allemagne avait récupéré sa pleine souveraineté militaire, il s'abstint pour un temps encore d'établir des garnisons en Rhénanie.

Pourtant la tension engendrée par le contentieux entre l'Italie d'un côté, la France et le Royaume-Uni de l'autre, à propos de l'invasion de l'Éthiopie, ne manquerait pas de fournir bientôt à Hitler l'occasion propice pour se lancer dans une opération qui, à ce moment-là, était extrêmement audacieuse : la remilitarisation de la Rhénanie. Elle pouvait en effet déclencher une riposte de la France, secondée par ses deux principaux alliés militaires en Europe orientale, la Pologne et la Tchécoslovaquie, et peut-être aussi par le Royaume-Uni. Sans oublier que le pacte signé entre la France et l'URSS était alors en vigueur. L'armée française constituait déjà, à elle seule, un ennemi redoutable. Elle était considérée comme la meilleure du monde et son importance était très supérieure en nombre à celle de la *Wehrmacht*. Malgré ce rapport de force défavorable, le *Führer* donna l'ordre de procéder à l'entrée des troupes allemandes en Rhénanie le 7 mars 1936. Le pari était osé. À cette date, l'armée française comptait en métropole vingt divisions d'infanterie et cinq unités de cavalerie, renforcées par cinq autres divisions recrutées dans les colonies

BATTERIE ANTIAÉRIENNE ALLEMANDE de 37 mm, utilisée pendant la guerre civile espagnole.



LES MILICES NAZIES inculquaient à leurs membres des habitudes et des pratiques militaires pour la défense de leur idéologie.

et cantonnées sur le sol français, soit environ 425 000 hommes au total. Une rapide mobilisation de réservistes aurait fourni facilement vingt divisions supplémentaires. S'il avait été ordonné une réaction militaire rapide, 200 000 hommes auraient pu être envoyés presque immédiatement au combat en Rhénanie. Pourtant le gouvernement français resta inerte. Depuis le mois de février 1934, le climat politique était tendu en France. Les ligues d'extrême droite avaient manifesté leur mécontentement dans la rue en signe de protestation contre le « scandale Stavisky ». Ef-

frayées par ce qu'elles qualifièrent d'« offensive fasciste », les forces françaises de gauche se regroupèrent à leur tour au sein du Front populaire. Accusé de condescendance excessive vis-à-vis de l'expansionnisme italien en Abyssinie, le cabinet de Pierre Laval tomba en janvier 1936, laissant la place à un gouvernement provisoire présidé par Albert Sarraut, qui dura jusqu'au triomphe électoral du Front populaire en mai. Un gouvernement provisoire pouvait difficilement se risquer à donner un ordre aussi lourd de conséquences que celui de répondre militairement à l'entrée de la *Wehrmacht* en Rhénanie. De plus, les cadres de l'armée française dressèrent eux-mêmes un tableau très noir de la situation. Selon leurs estimations, la *Wehrmacht* comptait vingt-quatre divisions d'infanterie, une brigade de chasseurs alpins, deux divisions de cavalerie et trois divisions blindées, pour une force totale de 520 000 hommes. Il fallait y ajouter 30 000 hommes de la *Landespolizei* (corps policier de structure militaire), 40 000 hommes des troupes militaires SS et 200 000 membres du Service du travail. Au total, 790 000 hommes. On affirma aussi que les Allemands disposaient de 1 800 chars de combat. Ces calculs étaient très alarmistes. Bien que le chiffre des effectifs placés sous commandement de l'armée allemande eût augmenté depuis 1933, la grande masse de nouveaux soldats commença à être incorporée en mars 1935, avec la réintroduction du service militaire. C'étaient en majorité de jeunes recrues sans instruction, dépourvues d'armes lourdes. Et si le nombre de chars effectifs de combat allemands disponibles s'élevait à 720, il s'agissait du modèle Panzer I, d'une utilité quasi nulle au combat. Les

200 000 jeunes qui servaient dans le Service du travail n'avaient en outre ni instruction militaire ni armement. Quant aux troupes militaires SS, elles ne dépassaient guère à ce moment-là l'effectif de 6 000 hommes.

Pour l'état-major français, la possibilité d'affronter les Allemands supposait une collaboration totale du Royaume-Uni, de la Belgique, de l'Italie, et aussi de la Pologne et de la Tchécoslovaquie. Or le Royaume-Uni semblait peu disposé à empêcher ce qui, à ses yeux, constituait une revendication légitime dans la mesure où les troupes n'allaient envahir aucun territoire étranger mais simplement entrer dans une région de leur pays. La Belgique venait de proclamer sa neutralité. Quant à l'Italie, les sanctions imposées par la SDN l'avaient éloignée de Paris et de Londres.

Les préparatifs allemands pour la remilitarisation de la Rhénanie n'échappèrent pas à l'attention des diplomates et des agents de renseignements français. Pour l'opération, le haut commandement de l'armée allemande disposa trois grandes unités du nord au sud : l'armée E (avec deux divisions), l'armée C (trois divisions) et surtout l'armée D, avec sept divisions plus une de réserve. Les deux premières occupèrent la Rhénanie septentrionale qui, pour être frontalière avec la Hollande, la Belgique et le Luxembourg, ne présentait aucun risque, d'où la faiblesse des forces mobilisées. L'armée D, en revanche, pénétrerait en Rhénanie méridionale, la zone voisine de la France.

La totalité des troupes n'entreraient cependant pas en Rhénanie ; la majeure partie d'entre elles resteraient cantonnées à l'est du Rhin où elles devaient se tenir prêtes pour agir en cas de besoin.



LE CHEF NAZI Hermann Goering, commandant suprême de la *Luftwaffe*, passant en revue les unités de Berlin en 1938.

En réalité, le passage du Rhin vers l'ouest allait être réalisé par une force qui se composait au total de dix-neuf bataillons d'infanterie et de onze groupes d'artillerie, avec un effectif global de 22 000 hommes. Chacune de ces unités devait se diriger vers la ville qui lui avait été assignée comme nouveau lieu de garnison. Seuls trois bataillons devaient s'avancer jusqu'à la frontière française. Les forces de la *Landespolizei* allemande en Rhénanie devaient se placer immédiatement sous les ordres des nouvelles autorités militaires, ce qui supposait un ensemble

LA LUFTWAFFE, qui allait devenir la pièce maîtresse de la puissance militaire allemande, s'appuyait sur une grande variété de modèles, parmi lesquels le Heinkel He 46.

équivalent à vingt-huit bataillons d'infanterie. Une poignée d'avions de chasse (biplans Heinkel 51) et quelques bombardiers en piqué (biplans Heinkel 50), soit au total vingt-sept avions, s'était posée sur les aérodromes de la Rhénanie afin de déployer deux groupes d'artillerie antiaérienne avec 800 hommes supplémentaires.

Rien de sérieux, en somme, si l'armée française avait répondu énergiquement.

De nombreux chefs militaires allemands avaient les nerfs à fleur de peau, dont le général von Blomberg, le ministre de la Guerre. Beaucoup pensaient que le *Führer* avait précipité les choses : l'Allemagne ne possédait pas encore le pouvoir militaire suffisant pour franchir ce pas. De fait, les trois bataillons qui devaient arriver aux abords de la frontière française reçurent l'ordre d'opérer un repli immédiat si les troupes françaises commençaient à avancer. On craignait que tout cela ne se termine en désastre avec une nouvelle humiliation militaire à la clé. Mais il ne se passa rien. L'unique ordre donné aux troupes françaises fut celui d'occuper leurs postes de combat dans les fortifications de la ligne Maginot.

L'état-major français reconnut que seuls 30 000 hommes de l'armée et de l'aviation allemandes ajoutés aux 30 000 hommes de la *Landespolizei* cantonnés sur le territoire étaient entrés en Rhénanie. Il affirma néanmoins qu'il fallait comptabiliser comme combattants les hommes des différentes milices du parti nazi dans les villes de Rhé-



nanie (150 000 militants des SA, 15 000 des SS et 30 000 du *Nationalsozialistische Kraftfahrkorps*, une organisation paramilitaire du parti nazi) ainsi que les membres du Service du travail dans la région. Le chiffre atteignait alors un total de 295 000 hommes. Et l'armée française, dit-on, n'avait pas la force nécessaire à ce moment-là pour se battre contre une telle quantité d'hommes.

L'opération se conclut de la meilleure manière possible pour les Allemands. Les sol-



ats qui pénétrèrent en Rhénanie furent applaudis par une foule en liesse qui les couvrit de fleurs. L'accueil était d'autant plus chaleureux que l'occupation militaire étrangère fut longue et humiliante. Ce fut la première des *Blumenkriege* (guerres des fleurs) gagnées par la *Wehrmacht*.

Hitler remporta ici une victoire totale. En premier lieu, vis-à-vis de ses propres chefs militaires, dont beaucoup lui avaient vivement déconseillé de franchir ce pas et sur

lesquels il prit un ascendant définitif. En second lieu, sur la France, qui ne sut pas esquisser la moindre riposte. En Europe de l'Est, les alliés de l'Hexagone commencèrent même à douter de ses capacités.

Déjà assez élevée, la popularité d'Hitler auprès de la population allemande crût encore davantage. Une bonne partie de l'opinion publique accepta sans complexe l'idée que l'Allemagne gagnerait le respect qu'elle méritait par la force et les négociations.

LE III^e REICH S'EXHIBE LORS DES OLYMPIADES DE BERLIN

L'Allemagne nazie de Hitler accueillit la XI^e édition des Jeux olympiques de l'ère moderne, une compétition qui outrepassa l'événement sportif pour déboucher sur la controverse et l'obstination à démontrer la supériorité du III^e Reich.

LE PLUS GRAND SPECTACLE SPORTIF DE TOUS LES TEMPS

La cérémonie inaugurale fut une scène propice à la propagande nazie.

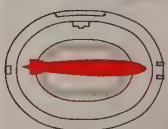


Berlin alluma pour la première fois la flamme symbolique dans le stade olympique. Elle avait été transportée depuis Olympie par 3 000 coureurs. Rudolf Hess et Joseph Goebbels présidèrent la cérémonie d'arrivée de la flamme dans le stade.

Le dirigeable *Hindenburg*

Il survola le stade olympique quelques instants avant l'apparition de Hitler, comme une manifestation de la grandeur de la puissance allemande.

245 m



Comparaison avec le stade

Stade nautique

Capacité d'accueil de 20 000 spectateurs

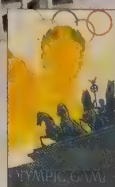
Entrée par laquelle le public accédait au stade.

Le stade olympique

Inauguré en 1936, il pouvait accueillir 76 000 spectateurs.

Bassin pour les sauts

Bassin de compétitions



BARCELONE FACE À BERLIN

Barcelone était la grande favorite pour accueillir les Jeux olympiques. Il semble néanmoins que l'instabilité politique de l'Espagne à cette époque fut déterminante dans le choix de Berlin par le Comité olympique. Les Jeux se déroulèrent du 1^{er} au 16 août 1936.

LES MÉDAILLÉS

Les sportifs qui obtinrent le plus grand nombre de médailles :

L'athlète allemand Konrad Frey (3 d'or, 1 d'argent et 2 de bronze).

La nageuse hollandaise Hendrika Mastenbroek (3 d'or et 1 d'argent).

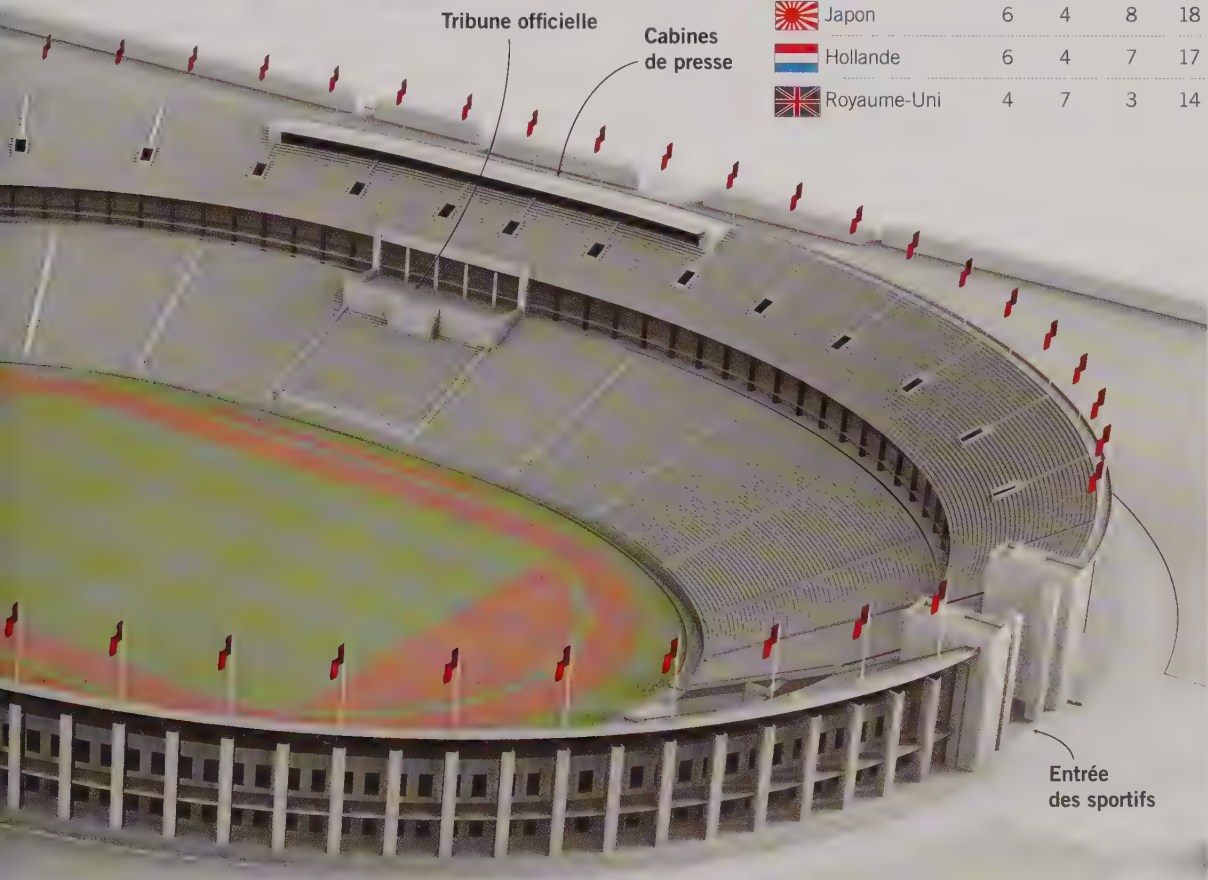


◀ Jesse Owens.

L'athlète afro-américain qui gagna 4 médailles d'or au 100 m plat, au 200 m plat, au saut en longueur et au relais 4 x 100 m plat. Il battit deux records mondiaux et un record olympique. Owens est considéré comme l'un des plus grands athlètes de tous les temps.

NOMBRE DE MÉDAILLES PAR PAYS

Pays	Or	Argent	Bronze	Total
 Allemagne	33	26	30	89
 États-Unis	24	20	12	56
 Hongrie	10	1	5	16
 Italie	8	9	5	22
 France	7	6	6	19
 Finlande	7	6	6	19
 Suède	6	5	9	20
 Japon	6	4	8	18
 Hollande	6	4	7	17
 Royaume-Uni	4	7	3	14



L'AVANCÉE TECHNOLOGIQUE

- Pour la première fois, des jeux olympiques furent retransmis par la télévision.
- 25 écrans géants installés dans les théâtres de Berlin permettaient de suivre gratuitement le déroulement des compétitions.
- Un nouveau système de photo-finish à l'arrivée fut développé.
- Un circuit fermé de caméras fut utilisé dans le stade.
- Les transmissions radiophoniques furent réalisées pour 41 pays.
- L'information était diffusée par un système de télex.
- Un dirigeable servit à transporter le matériel journalistique.

El 19 de JULIO de 1944

**Y SIEMPRE NUESTRO
COMUN OBJETIVO**

CHAPITRE

05



**APLASTAR AL
FASCISMO!**

Fonseré

OFICINAS DE PROPAGANDA C.N.T. F.A.I. J.J.L.L.

LA GUERRE CIVILE ESPAGNOLE, UN CHAMP D'EXPÉRIMENTATION

Hitler, Mussolini et Staline profitèrent de la guerre provoquée par le soulèvement militaire contre la République espagnole pour tester leurs armements et leurs stratégies respectives, et surtout pour chercher des alliances politiques.

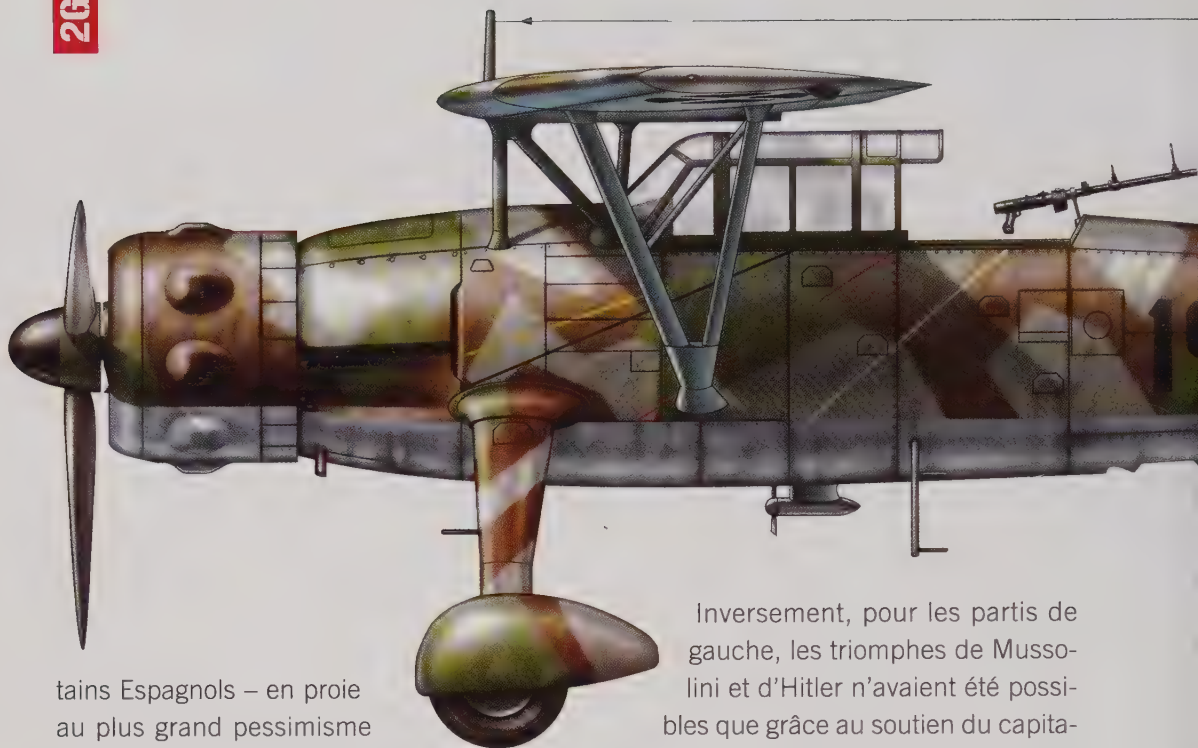
La consternation internationale provoquée par la remilitarisation de la Rhénanie passa rapidement au second plan lorsqu'un événement beaucoup plus grave focalisa l'attention du monde entier. Une guerre civile se déclara en Espagne le 18 juillet 1936. À peine quatre mois après les faits survenus en Rhénanie, une partie de l'armée espagnole se souleva en effet contre le gouvernement de la République.

À la différence des autres crises survenues en Europe dans l'entre-deux-guerres, cette guerre civile n'était pas une conséquence du traité de Versailles. Les causes du conflit, largement endogènes, renvoyaient à l'incapacité des forces sociales et politiques espagnoles à mener à bien le processus de modernisation du pays dans un cadre démocratique. Cette défaillance n'était pas nouvelle ; elle explique un *xix^e* siècle espagnol truffé de révolutions et de *pronuncia-*

mientos, de guerres civiles et de régimes oligarchiques pseudo-démocratiques comme celui de la Restauration. Le premier tiers du *xx^e* siècle continua sur cette lancée, et la dictature, de 1923 à 1930, du général Miguel Primo de Rivera demeure l'épisode le plus significatif de cette période. Les forces de droite pensaient pouvoir trouver la solution aux nombreux problèmes de l'Espagne par la dictature militaire tandis que, parmi les forces de gauche, certains ne voyaient le salut que dans la voie révolutionnaire – une partie non négligeable de cette gauche rejoignit d'ailleurs le mouvement anarchiste, alors très développé. Outre les problèmes sociaux, l'Espagne était confrontée à l'épineuse question des régionalismes, les Catalans et les Basques se proclamant ouvertement pour l'indépendance.

Avec la chute de la monarchie et l'instauration en 1931 de la II^e République, il sembla que l'Espagne allait enfin se doter d'un régime authentiquement démocratique et durable. Il n'en fut rien, et l'arrivée du *Frente Popular* en 1936 déboucherait sur une guerre civile. Le traumatisme fut si intense que cer-

LA LUTTE CONTRE LE FASCISME émergeant conditionna une grande partie des actions politiques du *Frente Popular* espagnol.



tains Espagnols – en proie au plus grand pessimisme politique – en vinrent à penser que le destin des « deux Espagnes » n'était autre que la volonté de se détruire mutuellement. En réalité, si les Espagnols en arrivèrent à se déchirer, ce fut en grande partie sous l'effet de la contagion d'idées étrangères. Le triomphe du communisme en Russie en 1917, et du fascisme en Italie en 1922, avaient creusé la brèche, dans toute l'Europe, entre les forces de droite et celles de gauche. Lénine et son successeur Staline d'un côté, Mussolini et Hitler de l'autre, se convertirent en personnages admirés ou haïs, mais qui ne laissaient personne indifférent.

Les partis de droite, horrifiés du triomphe du marxisme-léninisme en Russie – dû en grande partie, selon eux, aux faiblesses du gouvernement de Kerenski qui avait précédé –, notèrent que la majorité des partis de gauche européens accordaient leur sympathie au régime bolchevique. Dès lors, derrière la moindre agitation de gauche planait l'ombre de la menace soviétique.

Inversement, pour les partis de gauche, les triomphes de Mussolini et d'Hitler n'avaient été possibles que grâce au soutien du capitalisme et du militarisme réactionnaire appuyés par les autres forces conservatrices. Pour cette raison, toute politique conservatrice était taxée de profasciste ou philofasciste, quand ce n'était pas simplement de fasciste.

L'Europe se scinda en deux blocs qui, davantage que communistes et fascistes (en réalité, dans de nombreux pays européens, les deux forces politiques restèrent toujours minoritaires), étaient anticomunistes et antifascistes. Pour simplifier, on pourrait dire que pour la majorité des hommes de droite européens toute la gauche était dangereusement communiste. Et à l'inverse, les hommes de gauche voyaient une menace fasciste dans la moindre expression politique de droite. La tension entre les pôles de l'antifascisme et de l'anticommunisme ne cessa de croître, particulièrement à partir de la crise de 1929 et l'arrivée au pouvoir d'Hitler.

Il est certain que la guerre civile espagnole possède des racines strictement in-



L'AVION ALLEMAND de reconnaissance Henschel Hs 126 aux couleurs de l'aviation nationale espagnole.

ternes. Elle ne fut pas une conséquence des dérèglements engendrés par la Première Guerre mondiale, pas plus que l'œuvre de l'URSS, de l'Italie ou de l'Allemagne, même si, durant le conflit, les deux parties s'accusèrent mutuellement d'être aux ordres de Rome, de Berlin ou de Moscou. Il n'en est pas moins vrai que l'extrême polarisation entre antifascisme et anticomunisme eut pour ultime résultat que les « deux Espagnes » s'affrontent les armes à la main.

Lors des élections de février 1936, le parti fasciste espagnol, la *Falange Española* (la Phalange), n'obtint aucun poste de député, ce qui donne la mesure de sa très faible implantation. Et si le Parti communiste espagnol obtint plusieurs sièges, il le dut en partie à sa présence au sein du

LE GÉNÉRAL REBELLE FRANCO fit appel à nombre de soldats marocains. Ici, sur le front de Jarama.

Frente Popular (Front populaire), constitué entre juin et août 1935. Comme cela apparut clairement dans les campagnes électorales respectives, aux yeux des partisans du *Frente Popular*, les principales formations de la droite espagnole (le parti catholique, la Confédération espagnole des droites autonomes et les organisations monarchiques) n'étaient que des avatars du fascisme. Pour les partis de droite, l'étiquette habituellement employée pour désigner les mouvements de gauche était celle de communistes ou de complices des communistes. Que la formation des fronts populaires ait été une idée lancée depuis Moscou ne fit que les renforcer



dans cette conviction. En 1933, Hitler avait implanté la dictature nazie en Allemagne, et Dollfuss avait instauré peu après un autre régime dictatorial de droite en Autriche. Alarmée par ces précédents, la gauche espagnole interpréta l'entrée au gouvernement de ministres de la Confédération espagnole des droites autonomes (CEDA) comme le signe de l'arrivée du fascisme en Espagne. Elle riposta aussitôt en organisant la « révolution d'Octobre » en Catalogne et aux Asturies, tragique prologue de la guerre civile. Deux ans plus tard, malgré une faible victoire électorale, le *Frente Popular* arriva au pouvoir, réformant le régime social, économique et politique en vue de rendre impossible la « montée du fascisme » en Espagne. Des mesures énergiques furent prises d'entrée contre les partis d'extrême droite. Cette politique radicale convainquit la droite que ses craintes allaient se réaliser : le *Frente Popular* préluderait à l'implantation d'un régime communiste en Espagne. Aussi, ce qui suivit les élections de février 1936 ne fut-il pas un changement de gouvernement mais une période de grande tension, un printemps sanglant. Des deux côtés, on se préparait au pire. Dans certaines casernes militaires commença à s'organiser la rébellion contre le gouvernement de la République. Les partis du *Frente Popular* s'y attendaient, sans aucun doute, mais ils pensaient pouvoir y faire face : une mobilisation populaire massive étoufferait toute tentative de coup d'État – comme elle avait réussi à faire avorter celle du général Sanjurjo en 1932 –,

LA POPULATION CIVILE fut la grande victime du soulèvement militaire contre le gouvernement de la République qui déclencha la guerre civile espagnole de 1936-1939.

laquelle constituerait un parfait prétexte pour écraser tous les « feux réactionnaires » : les partis conservateurs, l'Église, l'armée. Ce fut un calcul très optimiste, tout comme celui des militaires conspirateurs. Ces derniers savaient, depuis l'échec de la tentative de coup d'État du général Sanjurjo le 10 août 1932, qu'un simple *pronunciamiento* ne suffisait pas. Ils cherchèrent donc l'appui des carlistes ou de la *Fa-*

lange pour soutenir un soulèvement programmé et crurent que le coup d'État militaire aurait un dénouement rapide. Les uns et les autres se trompaient lourdement. Au lieu d'un coup d'État ou d'une révolution, ils préparaient en fait une longue guerre civile.

Ce ne fut pas la seule qui agita l'Europe pendant l'entre-deux-guerres. La Finlande connut la sienne, courte mais extrêmement sanglante. Elle se déroula en 1918, au crépuscule de la Grande Guerre. Les indépendantistes, conservateurs, appuyés par les Allemands, affrontèrent les révolutionnaires qui souhaitaient rester unis à la nouvelle Russie communiste et comptaient sur le soutien russe. Un autre épisode analogue eut lieu en Hongrie avec la déroute des puissances centrales. Après l'instauration, à Budapest, d'un gouvernement d'extrême gauche qui proclama que le pays était une République soviétique, des conservateurs



se soulevèrent et renversèrent le gouvernement communiste grâce au soutien décisif de troupes étrangères, roumaines et tchèques. La Russie vécut elle aussi de 1918 à 1921 une longue guerre intestine dont les communistes sortirent vainqueurs. Ceux qui

les avaient combattus, les « Russes blancs », comptèrent avec le soutien, limité, des puissances de l'Entente.

Tous ces conflits avaient en commun la lutte pour ou contre le communisme, ainsi que l'intervention, dans tous les cas, de

puissances étrangères. Cependant, aucun n'eut jamais l'écho international de la guerre civile espagnole. La présence de l'Espagne sur la scène mondiale était pourtant modeste, mais ce qui la plaça au centre des débats fut le constat que sur son sol se déroulait une bataille décisive entre l'anti-communisme et l'antifascisme ; dès lors, l'internationalisation du conflit était en marche. Les deux forces en présence cherchèrent, presque dès le début, le soutien de pays étrangers. Les militaires putschistes reçurent très vite l'appui de l'Italie fasciste et de l'Allemagne nazie. Le régime de Mussolini ne pouvait que sympathiser avec ceux qui se soulevaient contre un gouvernement de Front populaire prônant l'antifascisme. Déjà, par le passé, des conspirations contre la II^e République avaient pu recevoir un soutien de Rome, mais en vain. La politique extérieure italienne poursuivait le rêve de convertir la Méditerranée en une ère d'influence hégémonique italienne et le soutien aux putschistes pouvait aider à matérialiser ce projet. Au début des années 1930, le *Duce* avait orgueilleusement proclamé qu'en dix ans toute l'Europe serait convertie au fascisme ou aurait adopté des formes de gouvernement qui en seraient proches : intervenir en Espagne était une bonne occasion d'illustrer ce propos. En définitive, l'Italie cherchait depuis longtemps à influencer la situation politique espagnole. Aussi sa décision d'appuyer les putschistes alla-t-elle de soi.

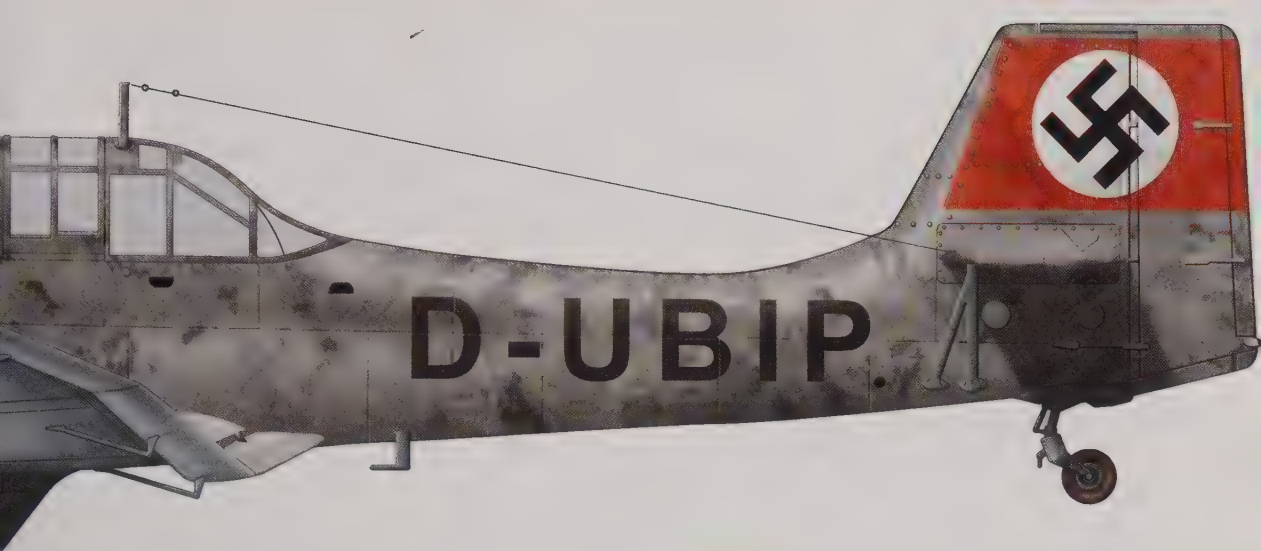
Qu'Hitler prenne la même décision fut plus surprenant. L'Espagne ne figurait en effet pas du tout dans ses plans. Les rumeurs selon lesquelles l'URSS était derrière le gouvernement du *Frente Popular* espagnol et se disposait à lui apporter un



soutien militaire pesèrent lourdement sur sa décision.

Mais à la composante anticommuniste de cette prise de position s'en ajouta une autre : la guerre civile espagnole allait affecter de manière décisive la situation stratégique de la France puisque le conflit se développerait de l'autre côté de sa frontière méridionale. À ce moment-là, il était vital pour Hitler d'affaiblir la France et de l'empêcher de concentrer toutes ses ressources militaires sur la frontière franco-allemande. Un autre élément de poids allait rapidement s'ajouter à ces deux raisons : pour la première fois, l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie se trouveraient du même côté, car le soutien simultané et conjoint aux factieux en ferait, *de facto*, des pays alliés. La recherche de cette alliance était un objectif de la politique extérieure nazie. Et en effet, ce que l'on appela l'« axe Berlin-Rome » fut une conséquence directe de la collaboration militaire germano-italienne en Espagne.

Le gouvernement du *Frente Popular* tenta d'obtenir l'aide du Front populaire français,



qui la lui accorda dans un premier temps pour faire ensuite volte-face. Malgré leur appellation commune, les deux coalitions faisaient face à des réalités différentes. La prudence du Front populaire français s'explique par le fait qu'il n'était pas en mesure de bouleverser le régime socio-économique du pays. En réalité la marge de manœuvre politique était faible. En Espagne, lorsque la guerre civile menaça, le gouvernement perdit tout de suite son autorité. Les partis et syndicats de gauche armèrent leurs milices, les ennemis politiques furent poursuivis, les industries furent confisquées et les terres collectivisées. En outre, si la France fit rapidement marche arrière dans son soutien au *Frente Popular*, ce fut surtout à cause de l'Angleterre. Dans cette période marquée par l'inquiétude liée au réarmement de l'Allemagne et à son attitude revancharde, Paris ne pouvait passer outre l'opinion de Londres. Et celle-ci était catégorique : le mieux à faire dans le cas de l'Espagne était d'encourager une politique de « non-intervention » étrangère.

Mais si la France et le Royaume-Uni ne s'impliquèrent pas dans la défense du *Frente Popular*, celui-ci allait bientôt compter avec un allié important : l'Union soviétique

LE STUKA, Junkers Ju 87, était un bombardier en piqué.

Son appellation populaire vient de l'abréviation de l'allemand *Sturzkampfflugzeug*.

de Staline. Jusqu'alors, l'Espagne n'avait fait l'objet d'aucun intérêt particulier de la part de l'URSS qui intervenait dans sa politique intérieure à travers le Parti communiste espagnol – comme elle le faisait dans tous les pays du monde à travers les partis communistes locaux –, mais sans que l'Espagne fût l'objet d'une attention plus marquée de la part de Moscou. Staline prit néanmoins la décision de s'engager dans le conflit espagnol, en livrant armes et matériels aux républicains. Face à la menace grandissante de l'Allemagne hitlérienne, il entendait conclure à court terme des alliances militaires avec la France et le Royaume-Uni, cette préoccupation primant sur un soutien à une révolution prolétarienne internationale de nature à lui aliéner ces pays.

Les dirigeants communistes russes avaient étudié en profondeur *Mein Kampf* où Hitler exposait clairement l'objectif de sa politique internationale, qui était d'attaquer l'URSS pour en finir avec le communisme et s'emparer de vastes territoires slaves co-

lonisables. Si, comme le craignaient de nombreux dirigeants russes, à commencer par Staline, les puissances occidentales apportaient leur soutien à Hitler dans ce combat contre l'URSS, ou bien simplement s'abstenaient de lutter contre l'Allemagne, le III^e Reich pourrait vaincre l'État communiste. Il fallait à tout prix empêcher cette alliance potentielle avec les puissances capitalistes. L'URSS ne pouvait pas continuer à se présenter comme le porte-drapeau des révolutions radicales, mais

devait au contraire se poser en défenseur de la démocratie. Ce tournant radical dans sa politique ne convainquit pas les dirigeants démocratiques européens. Ils n'y virent qu'une simple manœuvre tactique qui n'annulait en rien l'ambition communisme de bouleverser l'ordre politique et économique à l'échelle mondiale. D'ailleurs, le régime du *Frente Popular*, avec son radicalisme manifeste après le début de la guerre civile, éveilla les craintes les plus vives. Les églises et les couvents incendiés, les prêtres et les ennemis politiques tués ou la propriété privée abolie furent interprétés comme les signes d'une révolution communiste en marche, à laquelle l'URSS prêtait désormais son concours militaire.

En définitive, ce furent les trois puissances totalitaires qui s'engagèrent dans le conflit espagnol. Les factieux franquistes reçurent aussi le soutien du Portugal, mais principalement dans le domaine politique, car la dictature conservatrice de Salazar avait assisté avec stupeur à la victoire du *Frente Popular*, dont elle craignait la conta-

EN DÉFINITIVE,
CE FURENT LES
TROIS PUISSANCES
TOTALITAIRES QUI
S'ENGAGÈRENT DANS
LE CONFLIT ESPAGNOL

gion. L'aide la plus massive fut celle apportée par l'Italie. Mussolini envoya un gros contingent de troupes terrestres (le Corps des troupes volontaires, CTV), de nombreux éléments aériens, et fit intervenir sa marine en faveur des putschistes. À cette aide directe sur le champ de bataille, il faut en ajouter d'autres non moins précieuses comme l'approvisionnement conséquent d'armes, d'équipements et de munitions ou l'envoi d'instructeurs. L'Italie fut sans aucun

doute le pays étranger qui investit le plus d'argent dans la guerre civile espagnole, au point que cette intervention affaiblit sensiblement ses propres moyens militaires.

Le III^e Reich apporta une aide plus modeste avec l'envoi de la « légion Condor », une formation de combat aérien, et d'un petit contingent d'instructeurs dans différents domaines du combat terrestre. Cette légion Condor fit néanmoins beaucoup parler d'elle, en partie à cause de la propagande. L'Allemagne nazie suscitait beaucoup plus de haine que l'Italie fasciste. Il était donc plus avantageux, dans le camp républicain, de souligner les liens entre le III^e Reich et l'Espagne franquiste. L'intervention de la légion Condor a été considérée comme la première action d'une machine de guerre qui dans les premières années de la Seconde Guerre mondiale allait démontrer une terrible et surprenante efficacité. De son côté, l'URSS intervint de deux ma-

LE GÉNÉRAL FRANCO, attentif à tous les détails, à son poste de commandement pendant la bataille de l'Èbre.





nières. D'une part, elle envoya des armes, des munitions et des équipements en grande quantité ainsi que du matériel militaire en petite quantité. D'autre part, elle donna l'ordre à travers le *Komintern* d'organiser les Brigades internationales. Grâce à elles, des milliers d'antifascistes arrivèrent du monde entier en Espagne, sans que l'on puisse accuser directement l'URSS d'envoyer des troupes. L'aide militaire soviétique fut décisive pour éviter l'effondrement du *Frente Popular* qui, sans ce soutien, aurait perdu la guerre avant la fin de 1936. L'armement soviétique surprit par sa qualité : les chars de combat étaient très supérieurs à ceux fournis à Franco par les Italiens et les Allemands. Ceci valait aussi pour les avions. Néanmoins, le *Frente Popular* ne sut jamais véritablement tirer profit de ces moyens. Ses forces armées demeurèrent toujours marquées par l'esprit milicien, et échouèrent à s'organiser comme une véritable armée. Un seul exemple : l'armée de Franco finit par posséder davantage de chars de combat soviétiques qu'allemands car ils furent capturés en grand nombre aux troupes du *Frente Popular*.

Cette aide étrangère aux factions ennemies eut son corollaire dans l'évolution politique au sein des deux forces qui se partageaient le pays. Dans la zone qu'il contrôlait, Franco décréta l'unification de toutes les forces politiques qui avaient soutenu le sou-

lèvement militaire en un parti unique, la *Falange Española Tradicionalista de las Juntas de Ofensiva Nacional Sindicalista* (FET-JONS, Phalange espagnole traditionaliste des Juntas d'offensive nationale syndicaliste). En apparence, l'Espagne semblait s'être transformée en un authentique État fasciste comparable à l'Italie ou à l'Allemagne. En réalité, les forces sociopolitiques qui contrôlaient les centres de pouvoir (l'armée, l'Église catholique et les élites économiques) étaient beaucoup plus conservatrices. Chez les républicains, l'influence des communis-

CHEZ LES RÉPUBLICAINS,
L'INFLUENCE DES
COMMUNISTES
AUGMENTA
DE MANIÈRE
EXPONENTIELLE

tes augmenta de manière exponentielle, au point de devenir décisive. Mais un manque de cohésion fut l'élément déterminant de l'échec. Le gouvernement central vit son autorité défiée par les gouvernements

nationalistes catalan et basque, et par des centres de pouvoir régionaux comme ceux des Asturies ou de l'Aragon. Les différents partis et syndicats agissaient chacun pour leur compte, selon leur propre programme. Le grand débat, dans cette zone, tournait autour de l'alternative ainsi résumée : « faire la révolution pour gagner la guerre » ou « gagner la guerre pour faire la révolution ». Suivant les ordres venus de Moscou, les communistes optèrent pour la deuxième voie, car « faire la révolution » aurait éveillé encore davantage de craintes à Londres et à Paris. Pour l'appliquer, ils n'hésitèrent pas à écraser les forces anarchistes et trotskistes qui défendaient la première voie en déclenchant en 1937 une sorte de petite guerre civile interne à l'arrière. Pour cette même raison, alors que la guerre était déjà

CHAR DE COMBAT soviétique T-26 reconverti après sa capture par l'armée factieuse.



LES MILICES du *Frente Popular* échouèrent comme instruments militaires pour sauver le gouvernement légitime.

militairement perdue depuis un moment, les communistes et leurs alliés s'entêtèrent à maintenir la résistance. Pour Staline, la guerre d'Espagne éloignait le danger de guerre à ses frontières. Son espoir résidait dans le fait que le Royaume-Uni et la France

considéreraient finalement comme trop dangereux l'établissement d'un régime fasciste en Espagne, l'alliée de l'Italie et de l'Allemagne, et qu'ils se lanceraient dans la guerre pour empêcher cela. Les principales voies maritimes impériales passaient par les côtes espagnoles. La France rejoignait son empire d'Afrique du Nord par les routes méditerranéennes, faciles à barrer depuis les Baléares. Les deux routes mariti-

mes qui reliaient le Royaume-Uni à son empire dans l'océan Indien passaient par Gibraltar pour celle de la Méditerranée et par les îles Canaries pour celle de l'océan Atlantique.

Mais ni Londres ni Paris ne virent dans le gouvernement de Franco un danger pour leurs intérêts stratégiques, ce qui se vérifia rapidement. Lorsque la crise tchécoslovaque éclata en 1938 et qu'il fut évident que l'Europe allait basculer dans la guerre, le général Franco fit rapidement connaître la position espagnole : en cas de conflit général européen, l'Espagne garderait sa neutralité. La nouvelle créa un profond malaise en Allemagne ; sa légion Condor était en effet en train de combattre en Espagne.

La guerre civile espagnole prit fin en avril 1939, quelques mois seulement avant que n'éclate la Seconde Guerre mondiale. Il a été dit et redit que le conflit espagnol avait été le prologue du conflit mondial, mais ce n'est pas vrai. La guerre espagnole de 1936-1939 eut lieu en raison de problèmes internes à l'Espagne, et elle ne provoqua pas de changement dans l'ordre politique international. Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'Espagne adopta une position de neutralité, comme au cours de la Première Guerre mondiale, même si elle sympathisait avec les puissances de l'Axe. Prétendre que la guerre civile espagnole fut un conflit entre démocratie et dictature est aussi contestable. Aucune des deux factions ennemies en Espagne ne défendait avant tout la démocratie.

OFFICIER DE L'ARMÉE espagnole, pendant la période précédant la guerre civile, 1931-1936.



LES BRIGADES INTERNATIONALES DANS LA GUERRE CIVILE ESPAGNOLE

Avec l'éclatement en juillet 1936 de la guerre civile en Espagne, quelque 35 000 combattants originaires d'une vingtaine de pays s'engagèrent dans les Brigades internationales pour défendre la République contre le soulèvement franquiste.

Des premiers volontaires étrangers aux Brigades internationales

De juillet à octobre 1936, des volontaires déterminés à défendre la République menacée affluèrent vers les Pyrénées. Il s'agissait principalement de militants de gauche français (socialistes, communistes, anarchistes) ou d'immigrés d'origine espagnole de retour au pays pour s'opposer au soulèvement franquiste.

En septembre, le secrétaire du Parti républicain italien Randolpho Pacciardi soumit à Francisco Largo Caballero, chef du gouvernement espagnol, l'idée d'une légion antifasciste italienne. Dans un premier temps, Caballero, qui entendait maintenir l'unité de l'armée républicaine, la repoussa. Le 18 septembre 1936, lors d'une réunion du *Komintern* (IC, Internationale communiste) à Moscou, les communistes français Maurice Thorez, italien Palmiro Togliatti, et bulgare Georgi Dimitrov, proposèrent à Joseph Staline de créer des « Brigades internationales » pour lutter contre le fascisme en Espagne. Moscou accepta. Les Brigades internationales furent officiellement créées et intégrées à l'armée républicaine le 22 octobre 1936.

Les internationaux étaient regroupés en fonction de leur nationalité ou de leur langue. Les Français constituaient le groupe le plus important, suivis des Polonais, Italiens, Nord-Américains, Allemands, Balkaniques, Britanniques, Belges, Tchécoslovaques, Baltes, Autrichiens, Scandinaves, Néerlandais, Hongrois, Suisses, Portugais et d'autres nationalités peu représentées. Les Brigades internationales étaient composées de cinq brigades, chacune divisée en trois ou quatre bataillons. Elles allaient être de toutes les batailles, dont les plus meurtrières : Madrid, Jarama, Guadalajara, Brunete, Belchite, Teruel, l'Èbre,

notamment. Quelque 10 000 internationaux n'en revinrent jamais.

Des motivations contrastées

Les motivations variaient essentiellement en fonction des pays d'origine. Les Allemands, les Autrichiens, les Italiens ou les Portugais étaient en quelque sorte, avant même de partir en Espagne, des exilés de leur propre pays. Combattre Franco revenait à combattre par « procuration » Hitler, Mussolini ou Salazar. Il était temps pour eux de prendre leur revanche sur le fascisme qui avait triomphé dans leur pays, d'autant que les nationalistes étaient appuyés par la légion Condor, une escadrille nazie envoyée par Hitler pour soutenir Franco. Quant à l'aide italienne au camp nationaliste, limitée au début du conflit, elle devint massive dès la fin de l'année 1936. Elle se matérialisa par des livraisons importantes d'armement, mais surtout par l'envoi de nombreux soldats. Le Corps des volontaires italiens (CTV) atteindrait jusqu'à 50 000 hommes.

Pour les volontaires français, le départ pour l'Espagne obéissait à plusieurs ressorts idéologiques. Tout d'abord combattre le fascisme international – « aujourd'hui en Espagne, demain en France » –, qui représentait alors une lourde menace pour l'Europe des démocraties. Pour eux, il était clair que si l'Espagne tombait aux mains de Franco, la France se retrouverait encerclée par les dictatures fascistes. Le slogan du Parti communiste français était d'ailleurs : « Les Soviets partout ! »

Pour les Britanniques, les Américains et les Canadiens, il s'agissait davantage de défendre la liberté dans la péninsule Ibérique que d'installer le communisme ou de soutenir la révolution libertaire des anarchistes espagnols. En

revanche, les internationaux originaires des pays de l'Est entendaient instaurer en Espagne le communisme sur le modèle soviétique. Enfin, pour les Espagnols, l'arrivée des *internacionales* (par opposition aux *nacionales*) représentait un soutien moral non négligeable, les Brigades internationales remplaçant en quelque sorte la Légion étrangère espagnole, laquelle avait rejoint le soulèvement.

La fin des Brigades internationales

Fin 1938, alors que les républicains ne contrôlaient plus qu'un petit tiers du territoire espagnol, la situation internationale évolua. En mars, Hitler annexa l'Autriche et menaça la Tchécoslovaquie. Avec la revendication des Sudètes par le *Führer*, le spectre d'une guerre entre l'Allemagne, d'une part, et la Grande-Bretagne et la France, d'autre part, prit corps.

Juan Negrín, successeur de Largo Caballero à la tête du gouvernement espagnol, espérait qu'une guerre contre les nazis conduirait les Alliés à intervenir directement en Espagne pour sauver la République agonisante. Le 21 septembre 1938, afin de satisfaire les volontés des diplomates britanniques et français, il annonça à la tribune de la SDN le retrait des Brigades internationales.

Negrín pensait qu'en retirant les internationaux, l'Allemagne et l'Italie seraient contraintes de mettre un terme à l'aide dont bénéficiait Franco. Officiellement relevées le 23 septembre 1938, les Brigades internationales furent obligées de quitter la péninsule au plus vite. Mais la signature des accords de Munich le 29 septembre enterra les espoirs du gouvernement espagnol : l'intervention des Alliés aux côtés des républicains n'aurait pas lieu. Les Allemands et les Italiens continueraient à aider l'Espagne franquiste.

Le 28 octobre eut lieu à Barcelone le défilé d'adieu des Brigades internationales. Les Espagnols rendirent un vibrant hommage à leurs alliés internationaux qui avaient donné leur vie pour aider le camp républicain. Dolorés Ibárruri, surnommée la « Pasionaria », fit à Barcelone un discours d'adieu émouvant aux volontaires des Brigades internationales.

Des intellectuels s'étaient passionnés pour ce conflit, au point d'y prendre une part active, comme André Malraux, qui avait fondé l'escadrille España composée de pilotes étrangers volontaires, ou l'écrivain britannique George Orwell, qui avait rejoint en 1937, à Barcelone, les rangs du Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM). [P. F.]



COMBATTRE LE FASCISME EN ESPAGNE. Les volontaires du bataillon Commune de Paris, incorporé à la 11^e Brigade internationale, vinrent se battre aux côtés de l'armée républicaine lors de la guerre civile espagnole.



L'EXPANSIONNISME NIPPON ET LA GUERRE SINO-JAPONAISE

Alors que la Chine était aux prises avec une guerre civile entre nationalistes et communistes, le Japon profita de sa faiblesse pour annexer d'importants territoires, ce qui provoqua la guerre entre les deux nations.

Très loin de l'Europe, en Extrême-Orient, éclatait un conflit guidé par la soif expansionniste du Japon. Il serait, celuilà, un prologue à la Seconde Guerre mondiale. Le Japon était un cas exceptionnel, l'unique pays de culture non occidentale à s'être socialement et économiquement modernisé. En réponse à l'agression du commodore américain Matthew Perry contre le port de Yokohama en 1853, qui obligea le pays à ouvrir ses ports au commerce, le Japon se lança dans un processus de réformes au terme duquel émergea un pays industrialisé et puissant. Comme les nations européennes qu'il imitait, le Japon aspirait à construire un empire. La Chine, la plus grande des nations voisines, ne s'étant ni ouverte au monde ni modernisée, se trouvait en situation d'extrême faiblesse. Les Britanniques, les Français et les Russes avaient déjà pu soustraire à l'autorité de Pékin de larges zones territoriales comme la Birmanie et le

Népal pour les Britanniques, l'Indochine pour les Français et de grands morceaux du Turkestan occidental et de la Sibérie pour la Russie. Le Japon prit sa part du butin en disputant à la Chine son autorité sur Taiwan et la Corée et en les incorporant, respectivement en 1895 et en 1910, à son empire. Comme les autres nations industrialisées, le Japon se fit en outre accorder des concessions territoriales, c'est-à-dire des zones de souveraineté théorique chinoise, sur le sol chinois, placées sous administration étrangère. Cet expansionnisme nippon alarma les Européens, et l'on craignait que son exemple n'encourageât les peuples colonisés puisqu'il remettait en question la « suprématie blanche ». De son côté, le Japon était conscient d'être encore trop faible pour s'opposer aux nations occidentales les plus puissantes et il chercha une alliance avec le Royaume-Uni. En revanche, les Japonais se considéraient assez puissants pour être en mesure d'affronter les Russes. La Russie, qui cherchait depuis longtemps une ouverture sur le Pacifique, avait obtenu de la Chine, à la fin du ^{xix}^e siècle, la cession des provinces

LE CULTE DE L'EMPEREUR était déterminant dans le nationalisme japonais. Ici, l'empereur Hirohito en costume national, en 1926.

de la Mandchourie situées au nord de l'Amour et à l'est de l'Oussouri. En fait les Japonais convoitaient ces régions en raison de leur proximité avec les côtes de la mer du Japon. Les deux pays en vinrent donc au conflit direct en 1904, et cette guerre russo-japonaise se solda par une terrible défaite pour la Russie, empêchée désormais de se rendre maîtresse de la Mandchourie. Pour la première fois, les nations blanches tremblèrent en évoquant le « péril jaune », bien que le Japon sût maintenir son alliance avec le Royaume-Uni, lequel craignait davantage l'expansionnisme russe que tout autre. De la même façon, le Japon se mit du côté de l'Entente durant la Première Guerre mondiale, ce qui lui permit d'occuper sans encombre les anciennes possessions coloniales allemandes du Pacifique. Lorsque la révolution communiste éclata en Russie, le Japon décida d'intervenir dans la partie extrême-orientale de l'empire tsariste ; ses troupes occupèrent la province Maritime russe, sur les côtes de la mer du Japon, puis avancèrent le long du tracé de chemin de fer du Transsibérien vers l'ouest, jusqu'au lac Baïkal. Ce furent ses alliés de l'Entente qui le contraignirent à se retirer en 1922.

Tandis que cette tentative d'expansion aux dépens de la Russie échouait, le régime impérial chinois, lui, finissait par sombrer. La nouvelle République chinoise proclamée en 1912, ne parvenant pas à maintenir l'unité du pays, se désagrégea en de nombreux petits États aux mains des « seigneurs de la guerre ». Le *Kuomintang*, parti nationaliste chinois fondé par Sun Yat-sen, les combattit



DRAPEAU de l'armée impériale japonaise représentant un soleil.

et reçut à partir de 1923 le soutien de l'URSS. Les idéologues communistes russes considéraient que la Chine serait la deuxième nation à se convertir au communisme, et de fait il existait un parti communiste local qui, suivant les ordres de Moscou, s'allia avec

le *Kuomintang*. Pourtant, en 1927, son nouveau dirigeant, Tchiang Kai-chek, rompit avec eux violemment.

Cette situation de chaos et de vacance du pouvoir attira inévitablement l'attention des cercles japonais partisans de l'expansionnisme vers la Chine. La crise de 1929 avait fermé de nombreux marchés aux exportations japonaises. La population augmentant au rythme d'un million d'habitants par an, de nombreux pays, et particulièrement les États-Unis, avaient décidé de fermer leurs frontières à l'immigration nippone. Les défenseurs japonais de la thèse de l'impérialisme soutenaient que l'unique solution à ces problèmes était la soumission de la Chine. Les Japonais envahirent la Mandchourie en 1931, pour y créer un État satellite qu'ils nommèrent « empire du Mandchoukouo ». En 1932, les Japonais attaquèrent la ville de Shanghai, sans succès. Ils se rattrapèrent l'année suivante en occupant la province chinoise de Jehol située entre la Mandchourie et Pékin. La déconfiture chinoise s'expliquait en grande partie par la guerre civile qui, depuis 1927, opposait le *Kuomintang* de Tchiang Kai-chek au Parti communiste chinois de Mao Tsé-toung et à son armée rouge.

Au Japon, la situation politique intérieure avait évolué vers un régime militariste ob-



GUÉRILLEROS CHINOIS au sud-est de Kwantung,
le 28 juin 1939.

sédé par l'éradication du péril communiste et convaincu de la nécessité de se doter d'une vaste zone hégémonique en Asie orientale. Grâce à celle-ci, le pays se procurerait des matières premières et s'ouvrirait des marchés. Cette politique d'expansion lui permettrait en outre de réguler sa démographie en exportant son trop plein de population. Les grandes nations occidentales comprirent que le Japon ne tarderait pas à les défier dans la mesure où il prétendait faire de la Chine son territoire réservé. En 1933, la Société des Nations condamna l'action japonaise en Mandchourie, poussant les Japonais à s'entendre avec l'Allemagne. En novembre 1936, les deux pays signèrent conjointement le pacte anti-*Komintern*, une alliance pour lutter contre les activités communistes internationales, qui scellait leur

rapprochement. Dans le même temps, le Japon dénonçait le traité signé avec le Royaume-Uni et les États-Unis qui limitait l'importance de sa marine. À partir de 1933, le Japon tenta d'obliger par des moyens politiques plusieurs provinces du nord-est de la Chine à faire sécession. Y établir un État satellite suffirait à obtenir du *Kuomintang* son appui contre les communistes de Mao. Pourtant le contraire se produisit. À partir de janvier 1937, les nationalistes de Tchiang Kai-chek et les communistes de Mao s'allièrent de nouveau, et l'aile radicale des forces militaires expansionnistes japonaises considéra qu'il ne restait pas d'autre solution



L'EMPEREUR XUĀNTǒNG, connu en Occident sous le nom de Puyi, fut l'homme des Japonais dans le Mandchoukouo.

qu'une action militaire. Le 7 juillet, au motif de ce que l'on a appelé l'« incident du pont Marco-Polo », la guerre entre le Japon et la Chine reprit. L'armée japonaise, mieux équipée, plus instruite et disciplinée que l'armée chinoise, se lança dans une campagne militaire à grande échelle qui lui permit d'occuper d'immenses territoires dans le nord-est de la Chine. Dans le même temps, des opérations amphibies permirent la conquête des principaux ports de la mer de Chine, dont Shanghai, où arrivaient les armes et les munitions de Tchiang Kai-chek. La ville de Nankin fut également occupée.

Si ces conquêtes se produisirent rapidement, les objectifs finaux en revanche ne furent pas atteints. Les Japonais dominaient les villes et les voies de communication, mais

les immenses zones agricoles furent le théâtre d'une intense activité de guérilla que les Japonais ne parvinrent jamais à éradiquer malgré l'emploi de méthodes d'une extraordinaire brutalité. Bien qu'ils soient parvenus à établir à Nankin en mars 1938 un gouvernement chinois de collaboration, celui-ci ne put fonctionner que sous la protection militaire japonaise. De plus, la Chine reçut un fort soutien international. Alors qu'elles avaient humilié ce pays pendant un siècle, dès nations comme le Royaume-Uni, la France, les États-Unis et la Russie se lancèrent dans une politique prochinoise. L'URSS remit à plus tard ses plans pour se rendre directement maître du Turkestan chinois (région du Xinjiang) et le Royaume-Uni fit de même avec le Tibet. Les États-Unis fournirent des armes modernes et permirent l'envoi de volontaires intégrés dans les forces armées chinoises, créant ainsi son aviation militaire. En août 1937, l'URSS signa un pacte avec Tchiang Kai-chek avant de faire parvenir à son tour de grandes quantités de matériel militaire à la Chine. Le Royaume-Uni et la France ne firent rien de tel car ils étaient assez occupés à tenter de contenir le révisionnisme allemand en Europe.

Les avancées japonaises se poursuivirent en 1938 quoique à un rythme plus lent, avec l'occupation du port de Canton, en Chine méridionale. Il devenait clair que pour réaliser d'autres avancées significatives, il fallait obtenir des puissances qui aidaient la Chine l'abandon de leur soutien. Le Japon tenta de tarir l'aide apportée par l'URSS à la Chine, et n'hésita pas à recourir à la force armée. Entre juillet et août 1938, les troupes nippones et soviétiques s'embourbèrent dans les combats de la zone frontalière entre la pro-

vince Maritime russe (capitale Vladivostok) et les possessions japonaises de Corée et de Mandchourie, sans que les Japonais n'en sortent victorieux pour autant. Les incidents à la frontière entre la Mandchourie et la république de Mongolie, un État satellite de l'URSS, furent beaucoup plus graves. Cet épisode, connu sous le nom d'« incident de Nomonhan » ou « bataille de Halhin Gol », dura de mai à août 1939 et se solda par une implacable défaite japonaise en faveur de l'armée soviétique, que Tokyo avait à tort imaginée extrêmement faible après les terribles purges auxquelles l'avait soumise Staline. La puissance militaire et navale nipponne était insuffisante pour défier les puissances qui protégeaient désormais la

Chine. L'alliance avec le III^e Reich devenait dès lors une nécessité stratégique. Deux des pays qui avaient fait partie de l'Entente pendant la Première Guerre mondiale, l'Italie et le Japon, étaient dorénavant décidés à s'allier avec l'Allemagne, la grande vaincue de 1918. Frustrés de ne voir aboutir leurs revendications impérialistes, ils rejoignaient l'Allemagne dans son désir de renverser un ordre international établi à l'occasion d'un conflit que l'on sentait toujours plus proche.

TROUPES JAPONAISES à Shanghai. En 1937, pendant la guerre sino-japonaise, l'armée nipponne avança le long de la frange côtière orientale de la Chine.



LE JAPON ENVAHIT LA CHINE

Après la première guerre sino-japonaise (1894-1895), l'expansionnisme et le militarisme nippons finirent par déboucher sur l'invasion du territoire chinois. Ce fut le début d'une longue guerre qui vint se superposer à la Seconde Guerre mondiale et qui fit des millions de victimes.

ILES FORCES CHINOISES

410 divisions d'infanterie

20 divisions de cavalerie

700 avions

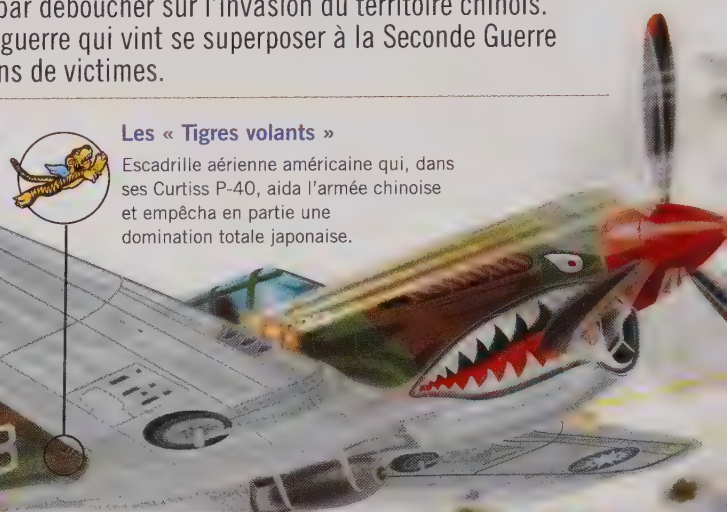
4,3 millions de soldats

Les « Tigres volants »

Escadrille aérienne américaine qui, dans ses Curtiss P-40, aida l'armée chinoise et empêcha en partie une domination totale japonaise.

Avion Curtiss P-40

Origine	États-Unis
Vitesse maximale	580 km/h
Plafond pratique	11 630 m
Rayon d'action	1 100 km
Armement	
6 mitrailleuses de	12,7 mm
1 bombe de	227 kg



ICHRONOLOGIE

1894-1895

Première guerre sino-japonaise

1928

Unification de la Chine sous le Kuomintang

7-VII-1937

Incident du pont Marco Polo et début de l'invasion

31-VII-1937

Chute de Pékin

12-XI-1937

Shanghai tombe

13-XII-1937

Prise de Nankin

1915

Les 21 demandes du Japon

1931

Incident de Moukden et invasion de la Mandchourie

30-VII-1937

Chute de Tianjin

13-VIII-1937

Bataille de Shanghai

Février-juin 1938

Offensive du fleuve Jaune

IL'EXPANSION JAPONAISE

RÉFÉRENCES

 Empire japonais en 1870

Occupations :

 Entre 1932 et 1936

 En 1937

 En 1938

 En 1939

 En 1940

 En 1942

 Zone démilitarisée en 1933

Avion japonais A5M

Vitesse maximale 440 km/h

Plafond pratique 9 800 m

Rayon d'action 1 200 km

Armement

2 mitrailleuses de 7,7 mm

L'avion japonais A5M fit son apparition dans le ciel de Chine et assura immédiatement aux Japonais une supériorité aérienne.

ILES FORCES JAPONAISES

27 divisions d'infanterie
(de 22 000 soldats chacune)
en Chine et en Mandchourie

2 700 avions
(la moitié en Chine)

3,2 millions de soldats
(les réservistes inclus)
Sur le théâtre des opérations
chinois, un million au maximum.

Char de combat Type 89

Armement

1 mitrailleuse de 6,5 mm

1 canon de 57 mm

CHINE



L'armée japonaise était principalement composée d'infanterie, même si en Chine l'utilisation de chars de combat compensa son infériorité numérique.

Le soldat japonais était bien entraîné pour le combat, mais son armement commençait à être obsolète.

Mai-septembre 1939

Bataille de Halhin Gol en Mandchourie contre les Soviétiques et défaite japonaise à Changsha et Guangxi

25-X-1938
Chute de
Wuhan

1940
Le Japon
envahit le
Vietnam

1941
Les « Tigres
volants » de
Chennault

7-XII-1941
Pearl Harbor. À ce moment-là, les Japonais avaient déjà subi 300 000 pertes humaines en Chine.





L'ANNSCHLUSS OU L'UNION DE L'AUTRICHE AU REICH

Malgré l'interdiction de réunion de l'Autriche à l'Allemagne imposée par le traité de Versailles, le sentiment d'appartenance à la communauté germanique était si fort en Autriche qu'elle favorisa son annexion pacifique par l'Allemagne.

Au début de 1938, les grands vainqueurs européens de la Première Guerre mondiale, la France et le Royaume-Uni, observaient impuissants les deux pays qui avaient été leurs alliés, le Japon et l'Italie, défier l'ordre mondial en Chine et en Éthiopie. Aux yeux des États-Unis et de l'Union soviétique, ces comportements étaient également dangereux ; les Russes, en particulier, s'alarmaient de l'agressivité nipponne qui faisait peser un danger direct sur leurs frontières en Extrême-Orient. Toutefois, le pays le plus préoccupant restait le III^e Reich, même si à cette date il n'était encore question que de la remilitarisation de la Rhénanie. La situation évolua de façon aussi inattendue que rapide avec la crise ouverte d'un des États successeurs, l'Autriche. Tandis que les Habsbourg avaient été à la tête d'un vaste empire multinational, l'Empire austro-hongrois, leurs sujets austro-allemands n'avaient pas ma-

nifesté un grand empressement à l'idée d'être rattachés à l'Allemagne. Mais lorsque cet empire s'effondra de manière catastrophique, l'opinion changea. La majeure partie des zones allemandes de l'ancien empire des Habsbourg se transforma en une nouvelle République autrichienne de quelque 6 millions d'âmes. Toutefois, 3,5 millions d'Austro-Allemands devinrent citoyens tchécoslovaques tandis que 250 000 autres, les Tyroliens du Sud, passèrent sous autorité italienne. Dans les provinces de Styrie et de Carinthie, d'autres, en petit nombre, furent intégrés à la Yougoslavie. De l'avis général, la nouvelle Autriche n'était pas plus viable politiquement qu'économiquement et, en novembre 1918, dans son premier projet de Constitution, le chancelier social-démocrate Karl Renner pouvait déclarer l'Autriche comme partie intégrante de la République allemande. Puisque les vainqueurs de la Première Guerre mondiale avaient vanté les mérites de l'autodétermination et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'union entre l'Allemagne et l'Autriche n'aurait pas dû, en théorie, poser de problème.

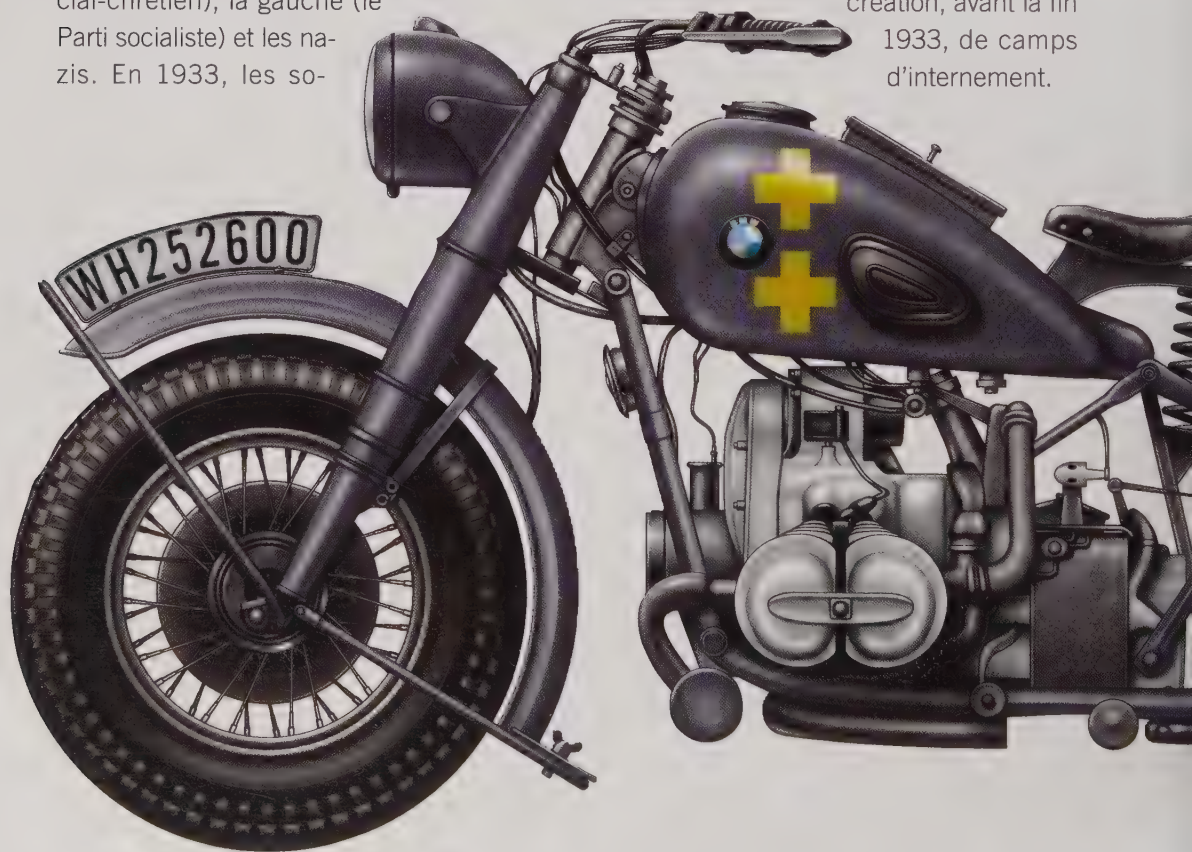
LES TROUPES AUTRICHIENNES défilent à Innsbruck le 13 mars 1938, après avoir fait serment de loyauté au Führer.

mes. Pourtant ces mêmes vainqueurs s'y opposèrent fermement : leur objectif avait été d'affaiblir autant que possible l'Allemagne, et ils ne pouvaient accepter qu'après l'avoir obligée à rendre des territoires et des populations, elle envisage maintenant de compenser ses pertes en intégrant l'Autriche en son sein. Ils surveillèrent donc attentivement ses moindres mouvements. Ainsi en 1931, quand fut annoncé le projet d'une union douanière austro-allemande, les pays qui avaient imposé le traité de Versailles à l'Allemagne et le traité de Saint-Germain à l'Autriche s'y opposèrent catégoriquement.

À l'issue de la Première Guerre mondiale, la vie politique autrichienne s'était organisée autour de trois pôles : la droite (le Parti social-chrétien), la gauche (le Parti socialiste) et les nazis. En 1933, les so-

ciaux-chrétiens dirigés par Engelbert Dollfuss étaient au pouvoir. Ce dernier craignait que dans un pays ravagé par la crise économique, et affecté autant sinon plus que l'Allemagne, les nazis ou les socialistes ne tentent de s'emparer du pouvoir par une révolution. En mars 1933, il commença à gouverner par décret, interdisant la branche autrichienne du nazisme avant de dissoudre les milices du Parti socialiste. Puis il créa un nouveau parti, le Front patriotique, avec la vocation affichée de parti unique. Les nazis et les forces de gauche qui avaient jusqu'alors mobilisé toutes leurs forces à se combattre entre eux se retournèrent contre les autorités en place, ce à quoi Dollfuss répondit par des détentions massives et la

création, avant la fin 1933, de camps d'internement.



En février 1934, il donna l'ordre à l'armée de prendre d'assaut certains quartiers de Vienne et des villes avoisinantes réputés fiefs socialistes. Il s'ensuivit une insurrection qui dura à peine cinq jours mais fit des centaines de morts. La pression exercée sur les nazis autrichiens n'était pas moindre. Beaucoup d'entre eux durent s'exiler en Allemagne. D'autres, entrés dans la clandestinité, employèrent la violence terroriste pour lutter contre Dollfuss.

Après avoir écrasé les socialistes en février, le chancelier autrichien accéléra le processus de construction de sa propre dictature avec la proclamation d'une nouvelle Constitution et l'abolition du Parlement. Il

affirma que l'Autriche visait à devenir le modèle d'un État social-chrétien, basé sur les doctrines de l'Église catholique. En réalité, ce régime était extrêmement impopulaire et ne devait sa survie qu'au soutien extérieur. La France, le pays qui craignait le plus la renaissance de la puissance allemande, soutint Dollfuss sans états d'âme, cela bien qu'il fût un dictateur pur et dur. Ce dernier reçut un soutien encore plus enthousiaste de la part de l'Italie de Mussolini, qui cherchait alors à faire de l'Autriche et de la Hongrie des pays satellites de l'Italie.

En juillet 1934, sans obéir à aucun ordre d'Hitler, les nazis autrichiens décidèrent de tenter un soulèvement militaire armé pour destituer Dollfuss. Le coup d'État échoua, mais Dollfuss fut assassiné. Kurt von Schuschnigg lui succéda à la faveur d'une étonnante restauration de la monarchie des Habsbourg en la personne du prétendant au trône, l'archiduc Otto. Puisque la jeune République n'était pas parvenue à susciter l'enthousiasme des Autrichiens, Schuschnigg pensa que seule l'ancienne fidélité à la dynastie des Habsbourg pouvait réveiller chez ses compatriotes le désir d'indépendance de l'Autriche. Mais le pari était risqué, et le retour des Habsbourg était redouté dans tous les États successeurs qui voyaient en cela un premier pas vers la restauration de l'Empire défunt. Cette démarche provoqua ainsi l'opposition immédiate de l'Allemagne.

La guerre civile espagnole eut des conséquences inattendues pour l'Autriche. Convertis en alliés par leur soutien commun à la faction franquiste espagnole, Rome et Berlin décidèrent une concertation globale de leur politique extérieure. Par exemple, en

MOTOCYCLETTE BMW, modèle R75. La rapidité était l'élément décisif de la tactique allemande.



1937, Mussolini fit savoir à Schuschnigg qu'à l'avenir il ne devrait pas compter sur l'Italie militairement parlant pour défendre l'indépendance autrichienne.

Côté allemand, en juillet 1936, un effort de rapprochement avec l'Autriche fut envisagé, qui se solda par la signature des « accords de Juillet ». Schuschnigg s'engagea à atténuer la répression contre les nazis autrichiens et 17 000 d'entre eux furent libérés de prison. Le gouvernement espérait qu'en échange ils cesseraient de commettre des actes de terrorisme. L'Autriche se déclara

« État allemand » et l'Allemagne promit de ne pas interférer dans sa politique intérieure. Les relations entre les deux pays s'améliorèrent et Schuschnigg commença à courtiser l'aile la plus modérée du parti nazi autrichien

en espérant ainsi l'attirer dans le Front patriotique converti en parti unique. Néanmoins, comme souvent dans ce genre de pacte, chacun des signataires interpréta l'accord à sa manière. Schuschnigg considérait qu'Hitler abusait de lui dans la mesure où les nazis autrichiens persistaient à nier son autorité. Pour le *Führer*, au contraire, il fut rapidement évident que Schuschnigg prétendait uniquement gagner du temps. Les tensions ne faiblirent pas, à l'heure où les partisans d'Hitler recueillaient un soutien populaire croissant parmi les Autrichiens. En novembre 1937, Hitler exposa à ses principaux collaborateurs politiques et militaires sa décision de recourir aux armes le plus tôt possible pour atteindre son objectif en matière de politique internationale : créer la « Grande Allemagne » comme

base nécessaire à une future expansion vers l'est en quête d'un « espace vital ». L'idée fit trembler un grand nombre de ces dirigeants, persuadés que l'Allemagne n'était absolument pas prête pour la guerre. Selon les calculs d'une majorité de l'assistance, elle ne le serait pas avant 1943, dans le meilleur des cas, et les projets d'Hitler seraient, pensaient-ils, catastrophiques. Le *Führer*, en revanche, était tellement convaincu de son propre génie qu'il croyait que l'Allemagne ne pouvait atteindre ses objectifs que sous son seul commandement. Les plans exposés de-

vant ses collaborateurs étaient très généraux et ne constituaient en aucun cas un scénario précis permettant de passer à l'action. Ils n'envisageaient pas l'usage de la puissance militaire allemande pour envahir

l'Autriche, mais la satellisation progressive du pays frère jusqu'à ce que, de manière presque imperceptible, il tombe comme un fruit mûr dans l'escarcelle du III^e Reich. Le premier objectif militaire que s'était fixé Hitler fut la Tchécoslovaquie. La connaissance des objectifs de guerre produisit une crise aiguë parmi les dirigeants allemands. Schacht, le ministre de l'Économie, démissionna de son poste en signe de protestation en novembre 1937, et au début de 1938, le ministre des Affaires étrangères von Neurath, le ministre de la Guerre le général von Blomberg et le commandant en chef des armées le général von Fritsch se virent contraints à la démission puisque opposés aux plans d'Hitler. Une grande consternation s'ensuivit en Allemagne et Hitler sentit qu'il lui fallait regagner l'opinion publique. L'Autri-

SCHUSCHNIGG S'ENGAGEA À ATTÉNUER LA RÉPRESSION CONTRE LES NAZIS AUTRICHIENS

KONRAD HENLEIN, AU SERVICE D'HITLER DANS LES SUDÈTES

Hitler, voulant s'emparer de la Tchécoslovaquie, y encouragea les troubles en s'appuyant notamment sur le Parti allemand des Sudètes (SDP), simple émanation du Parti national-socialiste des travailleurs allemands (NSDAP). Il le poussa à formuler des exigences telles que le gouvernement de Prague n'aurait d'autre solution que de les rejeter. Konrad Henlein constitua la pièce maîtresse de ce dispositif. Né en 1898 dans une famille allemande de Bohême appartenant à la minorité des Sudètes, il devint professeur de gymnastique après avoir été employé de banque. En 1933, il fonda le SDP, qui prenait ses ordres directement à Berlin, et dont l'objectif était de rattacher les Sudètes à l'Allemagne, conformément à la volonté du *Führer* de rassembler tous les Allemands de race (*Volksdeutsche*) dans le Reich.

Dès 1935, le ministère des Affaires étrangères d'Allemagne fut mis à contribution et sut se montrer fort généreux en octroyant chaque mois quelque 15 0000 marks au SDP, des revenus destinés à encourager l'allégeance des nazis des Sudètes à leurs frères allemands. Reçu le 28 mars 1938 par Hitler, soit quinze jours après l'*Anschluss*, Heinlein résuma ainsi son entretien : « Il nous faudra toujours formuler des demandes si exorbitantes qu'on ne pourra jamais les satisfaire. » Face aux troubles quotidiens suscités par les membres du SDP et au climat de violence dans lequel baignait la région des Sudètes, le gouvernement d'Edvard Beneš, qui n'ignorait pas que les divisions de la *Wehrmacht* déployées le long de la frontière étaient sur le pied de guerre, se résolut à convoquer le chef du SDP. Il l'invita à coucher sur le papier toutes ses revendications, s'engageant à les accepter sans discuter. Privé ainsi de son principal argument – la persécution par les autorités de Prague des ressortissants allemands des Sudètes –, Henlein n'avait plus qu'une solution : le 7 septem-



UN PROFESSEUR SUDÈTE AU SERVICE DU REICH. Après le démantèlement de la Tchécoslovaquie, dans lequel le Parti allemand des Sudètes joua un rôle crucial, son dirigeant Konrad Henlein fut nommé commissaire du Reich.

bre, il rompit les négociations avec les représentants du président Beneš au prétexte que des policiers tchèques avaient commis des exactions contre des Allemands à Moravská Ostrava, en Moravie.

Henlein, qui n'avait cessé de présenter des revendications de plus en plus inacceptables, contribuant à aggraver la tension entre l'Allemagne et la Tchécoslovaquie, avait servi les Sudètes à Berlin sur un plateau d'argent. Il en serait récompensé et deviendrait, au lendemain de l'annexion des Sudètes, *Gauleiter* (chef de région) du parti et commissaire du Reich pour le Sudetenland, des responsabilités qu'il exercerait jusqu'à la fin de guerre. Tombé aux mains des Américains en 1945, il se suicida le 10 mai dans un camp de prisonniers. [P. F.]

che était le moyen le plus simple d'y parvenir. Il invita le chancelier autrichien dans sa résidence des Alpes bavaoises et le soumit à de fortes pressions afin de l'enjoindre à adopter une politique bienveillante à l'égard des nazis autrichiens. Schuschnigg sembla céder sur ce point et, de retour à Vienne, décréta une large amnistie en faveur des nazis : il fit même entrer certains de leurs chefs les plus modérés dans son cabinet. Le 20 février 1938, Hitler déclara au *Reichstag* qu'il existait 10 millions d'Allemands auxquels la conférence de paix de Paris de 1919 avait interdit de s'unir au Reich. Ces derniers vivaient dans des États frontaliers où on les

empêchait de se reconnaître comme Allemands. Il ajouta qu'il ne pourrait plus tolérer longtemps cette situation. Tout le monde comprit le message : la Tchécoslovaquie et l'Autriche étaient dans la ligne de mire. Qui cependant pouvait imaginer qu'à peine trois semaines plus tard, 6,5 millions de ces 10 millions d'hommes deviendraient des citoyens du Reich? La crise autrichienne éclata en effet de manière soudaine et Hitler s'en saisit avec une audace extraordinaire.

Considérant la nouvelle orientation politique que semblait avoir prise Schuschnigg comme le feu vert au processus d'union de l'Autriche à l'Allemagne, Hitler, dans son fa-

La formation de la « Grande Allemagne » (1934-1939)





meux discours du 29 février, s'étendit, en un long commentaire, sur la nouvelle ère qui venait de s'ouvrir pour l'Autriche, affirmant qu'une collaboration amicale entre les deux pays était assurée pour le futur. Il ajouta expressément : « Je souhaiterais remercier le chancelier autrichien en mon nom propre et au nom de tout le peuple allemand pour son esprit de compréhension. » Mais Schuschnigg changea soudainement et radicalement de cap. Quatre jours à peine après le discours d'Hitler, il répliqua en défendant avec véhémence l'idée d'une Autriche indépendante. Le 9 mars, il annonça un plébiscite dont la date fut fixée au 13 du même mois, destiné à faire ratifier sa proposition par le peuple autrichien.

À Berlin la nouvelle eut l'effet d'une bombe. Le plébiscite de Schuschnigg n'avait rien de démocratique. Il relevait davantage de la plus cynique et brutale manipulation. En théorie, les Autrichiens étaient appelés à répondre à la question suivante : « Êtes-vous favorables à une Autriche libre et allemande, indépen-

L'ARMÉE AUTRICHIENNE défila dans les rues de Vienne, devant le dictateur allemand, après avoir intégré la *Wehrmacht*.

dante et sociale, chrétienne et unie ? » En réalité, seuls furent imprimés les bulletins du « oui ». Plus grave encore, les votants devaient inscrire leur nom et leur adresse sur le bulletin de vote. Ainsi, ceux qui se risqueraient à barrer le « oui » imprimé et à le remplacer par un « non » manuscrit pourraient être ensuite accusés de haute trahison, car les bulletins de vote ne seraient pas déposés dans les bureaux électoraux mais recueillis par les fonctionnaires du Front patriotique, le parti unique gouvernemental. En résumé, ce qui se préparait était une fraude à grande échelle, une provocation.

Hitler réagit violemment. Il le devait, sous peine de perdre la face devant un peuple allemand qui se demandait si le régime nazi survivrait à la crise. C'est ainsi que le 10 mars, à 10 h du matin, il donna l'ordre à ses chefs militaires d'envahir l'Autriche le

12 mars à l'aube. Il restait moins de quarante-huit heures pour préparer le plan des opérations, mobiliser les troupes et commencer les actions militaires. Il existait bien un plan : le plan Otto, ainsi nommé en référence à l'archiduc éponyme, qui avait été rédigé pour parer à l'éventualité d'une restauration des Habsbourg à Vienne. Mais ce plan n'avait pas dépassé la phase de l'étude des circonstances politiques dans lesquelles il devait être appliqué. Tout restait donc à faire.

Logiquement, la grande majorité du haut commandement, des militaires professionnels, considéra que ce projet était une folie. Pourtant, l'un des stratèges allemands les plus compétents, von Manstein, alors colonel, se révéla capable de préparer un plan des opérations en quelques heures à peine. Le général von Bock fut placé à la tête d'une unité créée l'après-midi même, baptisée « VIII^e armée », et chargée de mener à bien l'opération. Toutes les divisions d'infanterie cantonnées en Bavière furent placées sous ses ordres. La rapidité devait être le facteur essentiel. Il faudrait ensuite utiliser l'une des rares divisions blindées Panzer que comptait alors l'armée allemande. Le choix se porta sur la 2^e division cantonnée loin de la frontière autrichienne ; elle fut mise en état d'alerte à 23 h, mais ni son commandant en chef ni la plus grande partie des officiers n'étaient alors présents dans leur garnison, occupés qu'ils étaient à faire des exercices d'instruction avec l'état-major. La suite des événements fut une série d'improvisations. Par exemple, comme les militaires n'avaient pas sous la main de cartes

LES DOUANIERS AUTRICHIENS LEVÈRENT EUX-MÊMES LES BARRIÈRES

d'Autriche, ils confisquèrent tous les guides touristiques qu'ils purent trouver dans les librairies ; comme ils manquaient de camions, ils utilisèrent ceux des entreprises de déménagement. Ce qui est certain, c'est qu'en moins de vingt-quatre heures, la 2^e division Panzer se trouva à la frontière autrichienne. Les problèmes ne cessèrent pas pour autant, car au terme de 400 km de route, il ne leur restait plus de carburant ni aucun endroit où s'approvisionner. Mais la détermination allemande était indiscutable. Et Schuschnigg comprit qu'en face, peu d'Autrichiens étaient disposés à se battre.

Aux premières heures du 11 mars, il ordonna la mobilisation des réservistes, mais l'ordre fut annulé avant la fin du jour ; Schuschnigg avait présenté sa démission

au président de la République Wilhelm Miklas. Toutefois, celui-ci se refusait à nommer le dirigeant nazi autrichien Seyss-Inquart au poste de chancelier, comme les Allemands l'exigeaient. Fait très révélateur, aucun homme politique ni aucun fonctionnaire autrichien d'un autre courant politique n'accepta la charge, si bien que, finalement, Seyss-Inquart fut nommé chancelier et occupa le poste moins de vingt-quatre heures plus tard.

À 3 h du matin le 12 mars, les premiers détachements militaires allemands franchirent la frontière autrichienne. Les douaniers autrichiens levèrent eux-mêmes les barrières, en saluant avec effusion les soldats

LA RÉINTÉGRATION de la région lituanienne de Memel dans le III^e Reich fut la dernière des victoires non sanglantes d'Hitler.





UNE GRANDE MAJORITÉ de la population autrichienne accueillit dans l'enthousiasme, avec des vivats et des fleurs, les troupes allemandes qui défilaient dans les rues de Vienne.

allemands un peu surpris par cet accueil. Trois heures plus tard, Hitler quittait Berlin à destination du quartier général de von Bock car il désirait entrer en Autriche sans délai. L'avant-garde de la 2^e division Panzer prit pied sur le territoire autrichien avec une heure de retard sur l'horaire prévu, puis elle se dirigea vers Vienne. Le général Guderian, qui marchait avec cette avant-garde, a laissé un récit imagé de cette journée : « Les vétérans de la Première Guerre mondiale, leurs décorations agrafées sur la poitrine, se postaient sur le bord des chemins pour nous saluer. Les véhicules

étaient décorés pendant les haltes et les soldats accueillis avec des victuilles, des poignées de main, des embrassades, des larmes de joie. Aucune fausse note ne vint perturber l'union si vivement désirée de part et d'autre. »

Ainsi se déroula la première campagne militaire de la *Wehrmacht* : les troupes allemandes avaient franchi les frontières d'un État indépendant sans aucune guerre éclair (*Blitzkrieg*), mais plutôt à la faveur d'une *Blumenkrieg* (guerre des fleurs). Les avant-gardes allemandes entrèrent dans Vienne le 12 mars, à la tombée de la nuit ; elles y furent acclamées par une population en liesse, dont le délire allait atteindre son apogée lors de la venue d'Adolf Hitler en personne. Tous les édifices ainsi que les églises furent décorés pour offrir au *Führer* un accueil tel que



jamais aucun empereur de la dynastie des Habsbourg n'en avait connu.

Devant une telle extase collective, personne n'osa parler d'une invasion allemande de l'Autriche. Au cours du défilé militaire organisé en l'honneur d'Hitler, les troupes allemandes et celles des forces armées autrichiennes marchèrent côte à côte ; les troupes autrichiennes furent ensuite immédiatement intégrées à la *Wehrmacht*. Les puissances victorieuses de la Première Guerre mondiale furent contraintes d'accepter comme inévitable ce qui venait de se produire d'une manière si rapide que le temps avait manqué pour organiser la moindre riposte.

En Allemagne même, les suspicions et les doutes engendrés par la grave crise politique de début février furent rapidement oubliés, et le plébiscite organisé pour consulter le peuple

allemand sur l'*Anschluss* (union) avec l'Autriche rencontra un franc succès. La population allemande crut le génie d'Hitler sans limites car il avait réussi là même où Bismarck avait échoué, c'est-à-dire sur la question de l'intégration de l'Autriche dans le Reich. Quant aux militaires allemands qui avaient tenté avec véhémence de s'opposer à cette opération, un sentiment de honte les envahissait.

Si l'enthousiasme fut total en Allemagne et en Autriche, de l'autre côté des frontières de la Tchécoslovaquie, la réaction ne se fit pas attendre. Là, 3,5 millions d'Allemands étaient contraints de vivre dans un pays et un État auxquels ils ne s'identifiaient pas, et les succès autrichiens provoquèrent un mouvement immédiat : les Allemands sortirent dans les rues pour réclamer leur intégration à l'État allemand.



L'ANNEXION DES SUDÈTES ET LA FIN DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE

Hitler va s'employer à convaincre Londres et Paris que, compte tenu de l'extrême tension qui règne en Tchécoslovaquie, seul le rattachement de la région des Sudètes au Reich allemand est susceptible d'éviter une guerre totale qui ne manquerait pas d'embraser la région et bientôt l'Europe toute entière.

La Tchécoslovaquie avait été l'une des plus artificielles créations du traité de paix mettant fin à la Première Guerre mondiale. Pendant le conflit, les nationalistes tchèques s'étaient déclarés en faveur de l'Entente et, pour prix de cet engagement, ils obtinrent la création d'un pays où devraient vivre ensemble les Tchèques et les Slovaques, deux peuples relativement différents, ainsi que des Allemands, des Hongrois, des Ukrainiens et des Polonais.

Durant l'entre-deux-guerres, la Tchécoslovaquie fut l'unique pays d'Europe centrale étanche à la dictature, où la politique à l'égard des minorités fut bienveillante. Il n'en fut pas moins vrai que Prague fit tout ce qu'il était possible pour « tchéquiser » les autres nationalités. Ainsi, les Slovaques, pauvres et dominés par le clergé catholique, allaient être conduits à afficher une profonde méfiance vis-

à-vis des Tchèques, souvent protestants ou libres penseurs, dont le nombre et la richesse emportaient la prépondérance dans l'État. Dans ces conditions, l'abbé Hlinka, chef des autonomistes slovaques, ne cessa de mener campagne contre le centralisme tchèque.

De tous les peuples soumis au pouvoir tchèque, ce furent les Allemands qui le supportèrent le plus mal. Ils ne pouvaient pas oublier que les régions de Bohême et de Moravie, le berceau national des Tchèques, avaient fait partie du Saint Empire romain germanique depuis sa fondation en 962 et jusqu'à sa dissolution en 1806. Après cette date, ils étaient restés intégrés à la monarchie des Habsbourg jusqu'en 1918. Il demeurait cependant évident que les Tchèques n'acceptaient plus la souveraineté des princes allemands et aspiraient à leur autodétermination. Les Allemands de Bohême arguaient que cette même raison devait leur permettre d'unir leur destin aux Allemands d'Allemagne et d'Autriche. Dans la mesure où les Allemands de Bohême vivaient dans les régions montagneuses bordant le pays aux frontières de l'Autriche et de l'Allema-

HITLER DÉCLENCHE L'ENTHOUSIASME DES SUDÈTES. Le dirigeant nazi prend un bain de foule le 4 octobre 1938, lors de sa visite dans les Sudètes, une région tchécoslovaque à forte population allemande.

gne, il n'y avait pas de raison géographique pour leur refuser cette union. Mais les Tchèques continuaient d'affirmer que cette région leur appartenait historiquement, et les vainqueurs de la Première Guerre mondiale acceptèrent finalement leur demande. Il en résulta que 3,5 millions d'Allemands devinrent des citoyens tchèques de seconde zone, représentant à peine 22 % de la population totale (7 millions de citoyens tchécoslovaques), un pourcentage qui les plaçait juste après les Tchèques en nombre d'habitants, mais avant les Slovaques ; la population slovaque ne dépassait pas les 2,5 millions d'habitants, même si les nouvelles autorités de Prague refusaient de leur reconnaître la catégorie de groupe ethnique différencié. Parce qu'elle était regroupée dans les régions montagneuses dont la plus caractéristique était celle des monts Sudètes, cette minorité allemande prit le nom de « minorité des Sudètes » ou « Allemands des Sudètes ».

Sur la question de ses frontières, la Tchécoslovaquie ne fit pas exception parmi ce qu'il était convenu d'appeler les « États successeurs ». Elle était opposée à l'Allemagne et à l'Autriche sur la question des Sudètes, mais aussi à la Hongrie en raison de l'existence d'une importante minorité magyare (environ 5 % de la population tchécoslovaque) et parce que Budapest réclamait pour des raisons historiques les régions de Slovaquie et de Ruthénie habitées respectivement par les Slovaques et par les Ukrainiens. La Pologne ne manquait pas non plus à l'appel : Varsovie et Budapest se disputaient le précieux district minier de Teschen en Tchécoslovaquie. Cette dernière s'allia donc avec deux autres États successeurs qui, comme

VÉHICULE BLINDÉ de type SdKfz 232. Ces chars étaient utilisés par les unités de reconnaissance des divisions Panzer.



elle, connaissaient de graves problèmes de minorités nationales et de litiges frontaliers : la Roumanie et la Yougoslavie. Ces trois pays formèrent ce que l'on appela la « Petite Entente », alliée à la France, en Europe centrale et balkanique.

La question des Allemands des Sudètes s'envenima avec l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Jusqu'alors, ils étaient politiquement divisés et plusieurs partis s'affrontaient, mais à partir de cette date, ils entamèrent un processus de rapprochement qui les conduisit à se regrouper dans le *Sudetendeutsche Partei* (SDP, Parti allemand des Sudètes). Le gouvernement de Prague répondit par une série de mesures répressives exercées à l'encontre de cette minorité.



À l'instar de la France, la Tchécoslovaquie signa aussi en 1935 un pacte d'assistance militaire avec l'Union soviétique qui, en réalité, n'eut pas d'autres conséquences que d'alimenter la propagande allemande en permettant à Berlin de présenter la Tchécoslovaquie comme une base avancée de la puissance militaire communiste. La Tchécoslovaquie demanda aide et conseil militaire à la France ; la réponse de Paris fut : construisez votre propre ligne Maginot.

Le pays était exceptionnellement bien doté de ce point de vue car il possédait la plus importante industrie d'armements d'Europe centrale. Déjà, à l'époque de l'Empire austro-hongrois, toutes les industries d'armement lourd avaient été implantées en Bohême et

en Moravie, et, depuis l'indépendance de la Tchécoslovaquie, cette puissance industrielle militaire n'avait cessé de croître. Le pays non seulement fabriquait d'excellentes armes traditionnelles (fusils, mitrailleuses, pièces d'artillerie), mais se situait en outre à l'avant-garde de la production d'avions de combat et de véhicules militaires blindés.

La puissance militaire tchécoslovaque devint une obsession pour les Allemands. Les états-majors travaillaient alors sur deux hypothèses. La première, connue sous le nom de « plan rouge » (*Fall Rot*), supposait qu'il faudrait essayer une offensive française : il s'agirait alors de la contenir le long de la frontière. La seconde, le « plan vert » (*Fall Grün*), partait de l'idée que la Tchécoslova-

ÉDOUARD DALADIER ET L'OBSESSION DU MAINTIEN DE LA PAIX

Né dans le Vaucluse le 18 juin 1884, il étudia à Lyon et s'impliqua très jeune dans la vie politique de sa région. Élu maire de Carpentras et député du Parti radical à 27 ans, il vit sa carrière politique interrompue par la Première Guerre mondiale. À la fin de la « der des ders », il devint le nouveau chef du Parti radical. Nommé ministre d'un gouvernement de coalition en 1924, il changea ensuite plusieurs fois de ministère avant de passer dans l'opposition en 1928. Il mena alors une tâche considérable qui le conduisit au poste de président du Conseil en 1933, mais l'instabilité due à la profonde crise économique qui affectait le pays au début des années 1930 entraîna sa disgrâce. Il forma un nouveau gouvernement en 1934, mais ne se maintint que quelques semaines au pouvoir.

Il fut l'un des grands promoteurs du Front populaire avec l'ensemble des partis de gauche dans le gouvernement duquel il occupa le poste de ministre de la Défense nationale entre 1936 et 1938. Durant ces années, la France eut à faire face à de sérieux problèmes de politique extérieure causés par les pays avec lesquels elle avait des frontières communes. Le premier d'entre eux fut celui engendré par la guerre civile espagnole, et le deuxième vint de la politique expansionniste de l'Allemagne et de l'Italie. À l'issue d'une nouvelle crise du gouvernement en avril 1938, Daladier fut à nouveau nommé président du Conseil. Il prit alors des décisions radicales, comme l'interdiction du Parti communiste français, et fit passer avant toute chose son désir de sauvegarder la paix.

En octobre de la même année, il participa avec Hitler, Mussolini et Chamberlain aux négociations du pacte de Munich qui conduisirent au démantèlement de la Tchécoslovaquie.



ÉDOUARD DALADIER (au centre), avec le Premier ministre anglais Ramsay MacDonald (à gauche) et le gouverneur général Le Beau (à droite), lors de la commémoration en hommage aux victimes de l'accident du dirigeable britannique R101, célébrée à Beauvais le 1^{er} octobre 1933.

Acclamé comme le sauveur de la paix à son retour à Paris, il se montra pourtant convaincu qu'Hitler finirait par provoquer un grand conflit en Europe à cause de ses ambitions territoriales. Il manifesta malgré tout une grande réticence à déclarer la guerre à l'Allemagne, en septembre 1939, après l'invasion de la Pologne, mais il y fut obligé par ses engagements internationaux et la pression des partis français de gauche. La passivité de Paris devant l'invasion de la Finlande par l'URSS déboucha sur une nouvelle crise politique qui l'obligea à laisser son poste de président du Conseil à Paul Reynaud et à reprendre à nouveau la charge de ministre de la Guerre.

Après l'invasion de la France par les troupes allemandes, il s'exila au Maroc jusqu'à son arrestation par les forces fidèles au gouvernement collaborationniste de Vichy. Il fut emprisonné jusqu'en 1943, année où il fut remis aux Allemands qui l'internèrent au camp de concentration de Buchenwald. Libéré par les forces alliées en 1945, il se fit élire député l'année suivante, poursuivant une opposition acharnée au gouvernement du général de Gaulle. À la fin de sa carrière, en 1954, il fut élu maire d'Avignon et resta à la tête de l'équipe municipale jusqu'en 1958. Il se retira alors définitivement de la scène politique française et vécut les dernières années de sa vie à Paris où il s'éteignit le 10 octobre 1970. [G. T.]

quie et l'Union soviétique s'uniraient à l'attaque française, auquel cas l'objectif allemand serait tout d'abord de se rendre maître de la Bohême et de la Moravie, puis de migrer le gros des forces à l'ouest. La directive stratégique du plan vert fut signée en juin 1937 par le ministre allemand de la Guerre, le général von Blomberg. La manœuvre allemande devait consister à attaquer depuis la Silésie dans la direction nord-sud à travers la Moravie, ce qui isolerait la Bohême de la Slovaquie, une région que les Allemands ne cherchaient pas à occuper. L'armée tchécoslovaque ne pourrait alors se retirer vers l'est pour faire une jonction avec les Soviétiques.

La crise autrichienne, inattendue, et son incroyable issue suscitérent la terreur à Prague. La frontière germano-tchèque, qui jusqu'alors était de 1 545 km, s'étendit après l'*Anschluss* sur 2 103 km. La Tchécoslovaquie possédait en outre 832 km de frontières avec la Hongrie, un autre ennemi potentiel (Berlin travaillait à un rapprochement avec le régime magyar), et 948 km de frontières avec la Pologne, qui n'était pas non plus une puissance amie. Le soutien hitlérien apporté aux séparatistes sudètes ne faisait pas le moindre doute ; parmi les présents qu'il avait reçus à Vienne, le *Führer* avait insisté sur celui offert par une délégation venue de la région des Sudètes.

Edvard Beneš, l'un des pères de l'indépendance et fervent nationaliste tchèque, présidait aux destinées de la Tchécoslovaquie depuis 1935. Deux options se présen-

taient à lui. L'une était d'accéder aux demandes des Allemands des Sudètes en leur concédant une large autonomie, mais c'était courir le danger de voir les Slovaques, les Magyars et les Ukrainiens présenter des revendications identiques. L'autre option, encore plus risquée, était de provoquer, le cas échéant, une guerre générale à laquelle, sans doute, la France, le Royaume-Uni et même l'Union soviétique participeraient contre le III^e Reich, lequel, selon les estimations de Beneš, serait inévitablement vaincu. Profitant de la convocation d'élections municipales pour la fin du mois de mai 1938, le Parti allemand des Sudètes encouragé

par Hitler présenta un programme maximaliste. La campagne électorale se déroula dans un climat de grandes tensions, occasionnant de graves incidents entre les Allemands des Sudètes et les autorités politi-

ques et militaires tchécoslovaques ; les troupes vivaient littéralement isolées dans leurs casernes au milieu de villes et de régions entièrement peuplées d'Allemands. À partir du 14 mai, le sang commença à couler lorsque les Tchèques firent usage de leurs armes de guerre contre les activistes sudètes. Le 21 mai, le monde apprit avec stupeur que, pressé par l'annonce d'une invasion allemande, Beneš avait décrété une mobilisation partielle : 200 000 soldats tchèques occupaient les fortifications frontalières. Tous les journaux européens précisaient que ce geste fort de Beneš avait stoppé net Hitler. Cela n'empêcha pourtant pas la victoire du SDP, soutenu par la population allemande des Sudètes qui lui accorda 90 % de ses

LE SOUTIEN
HITLÉRIEN APPORTÉ
AUX SÉPARATISTES
SUDÈTES NE FAISAIT
PAS LE MOINDRE
DOUTE

voix le 22 mai, mais, surtout, provoqua la colère d'Hitler. Car s'il avait effectivement donné des ordres pour préparer l'invasion de la Tchécoslovaquie, il n'avait pas fixé de date pour l'opération, et encore moins déplacé de troupes vers la frontière. Comme tous les dictateurs, Hitler ne tolérait pas qu'on risque d'entamer son prestige et qu'on le tienne pour un lâche. Il fixa donc la date de l'invasion au 1^{er} octobre.

Le haut commandement allemand estima de nouveau que c'était de la pure folie. L'armée tchèque était parfaitement équipée, attendant sagement d'en découdre, protégée derrière de solides fortifications. De nombreux généraux allemands, à commencer par le chef de l'état-major des armées Ludwig Beck, conspirèrent pour renverser le *Führer* qui, de son côté, exigea la préparation de nouveaux plans offensifs. L'Autriche faisant partie du Reich, il allait de soi qu'à la base de lancement opérationnelle originellement située en Silésie, en direction du sud, pouvait être ajoutée celle de Basse-Autriche, en direction du nord, de manière à prendre les Tchèques en tenailles. Mais Hitler suggéra une autre idée : utiliser les divisions Panzer, en lesquelles il avait une totale confiance, et les faire avancer de la Bavière vers l'est jusqu'à Prague. Ses généraux lui opposèrent que, même ainsi, la campagne durerait des semaines et que pendant ce temps, la France envahirait sans nul doute l'Allemagne occidentale. Pour calmer les esprits, l'ordre fut donné de commencer à toute allure l'édification dans cette région d'une puissante ligne de fortifications pompeusement baptisée *Westwall* (mur de l'Ouest) ou *Siegfriedwall* (ligne Siegfried). De nouvelles divisions furent créées grâce à la



mobilisation de réservistes afin de garnir les frontières avec la France mais aussi avec la Pologne.

Pendant ce temps, la région habitée par les Allemands des Sudètes était le théâtre d'une guérilla. L'armée tchèque occupait la région sans parvenir à empêcher les poussées de violence. L'Europe semblait se précipiter vers la guerre. Les journaux rendaient quotidiennement compte de nouveaux affrontements interethniques en Tchécoslovaquie ainsi que des avis de mobilisation partielle de l'armée en France et de la marine au Royaume-Uni.



Le conservateur Arthur Neville Chamberlain dirigeait le gouvernement britannique tandis qu'en France, depuis avril 1938, le radical Édouard Daladier, jusqu'alors ministre de la Défense nationale du gouvernement de Front populaire, se retrouvait à la tête du pays. Les deux hommes décidèrent de coordonner leurs politiques étrangères malgré les divergences de points de vue entre les deux gouvernements.

Dans les chancelleries, on spéculait sur le rôle que jouerait l'URSS, liée à la Tchécoslovaquie par un pacte signé en 1935. Les dirigeants politiques occidentaux savaient à

DÉFILÉ OFFICIEL À MUNICH. Hitler et les membres du III^e Reich défilent de manière provocatrice pour la commémoration annuelle du putsch de Munich de novembre 1923.

quel point la Première Guerre mondiale avait affaibli la France et le Royaume-Uni, mais ils prenaient aussi en considération le fait que ce conflit avait permis au communisme de se rendre maître de la Russie. Craignant qu'une nouvelle guerre n'affaiblisse un peu plus leurs pays, il ne faudrait pas non plus qu'elle permette au communisme de s'étendre sur une plus vaste échelle.

NEVILLE CHAMBERLAIN, L'ARDENT DÉFENSEUR DE LA POLITIQUE D'« APAISEMENT »

Il naquit le 18 mars 1869 à Birmingham, dans une famille où l'intérêt pour l'activité politique était chose courante. Plusieurs des membres de sa famille proche occupèrent d'importantes charges au Parlement et dans le gouvernement britannique ; l'un d'eux, son frère aîné Austen Chamberlain, fut même lauréat du prix Nobel de la paix. Après ses études à la Rugby School et au Mason College, il se consacra à l'administration d'une plantation que sa famille possédait aux Bahamas où il vécut plusieurs années.

De retour en Angleterre, il commença à s'intéresser à la politique et devint maire de sa ville natale en 1915. Il poursuivit sa carrière dans les rangs du Parti conservateur et fut élu membre du Parlement en 1918. Il fut ministre de la Santé de manière discontinue entre 1923 et 1931, année où il devint ministre des Finances. Il fit la preuve d'une gestion efficace dans les années de la grande crise économique qui fit suite au krach de 1929. Parmi ses mérites figure la rédaction des lois qui permirent une prise en charge correcte d'un très grand nombre de personnes ayant perdu leur emploi dans ces années-là. Nommé Premier ministre en 1937, il s'efforça de résorber la crise économique et de maintenir la paix en Europe.

Afin d'atteindre le second de ces objectifs, il poursuivit une politique de non-intervention dans la guerre civile espagnole et laissa entrevoir ses sympathies pour la politique du général Franco.

Son mandat fut couronné d'indiscutables succès en matière de politique intérieure avec l'amélioration de la situation des classes les plus appauvries. Cependant, il restera dans l'Histoire comme l'exemple de la pire incarnation de la politique d'apaisement face à l'expansionnisme des nazis. Il se rendit à trois reprises en Allemagne pour rencontrer Hitler, accor-



LE PREMIER MINISTRE BRITANNIQUE s'envole vers Munich pour négocier les accords de triste mémoire, en 1938.

dant finalement, avec les chefs de gouvernement d'Italie, de France et d'Allemagne, la désagrégation du territoire tchécoslovaque scellée par les accords de Munich du 29 septembre 1938.

Il fut acclamé comme le sauveur de la paix au cours des mois qui suivirent la signature de ce pacte, mais sa bonne foi vola finalement en éclats le 1^{er} septembre 1939 lorsque les troupes de la *Wehrmacht* envahirent la Pologne. Conjointement avec la France, il déclara la guerre à l'Allemagne le 3 septembre, puis à l'Union soviétique, dont les armées pénétrèrent en territoire polonais quelques semaines plus tard.

Même s'il reçut un large soutien de la part du peuple britannique dans les premiers mois du conflit, la passivité de ses forces armées et les revers qu'elles essuyèrent l'obligèrent à abandonner son poste le 10 mai 1940. À ce moment précis, le corps expéditionnaire britannique se battait contre les Allemands dans le nord de la France et Winston Churchill l'avait remplacé.

Chamberlain continua à jouer un rôle important dans le nouveau gouvernement comme Lord président du Conseil privé, mais sa santé déclina dans les mois suivants et il dut abandonner ses responsabilités publiques en octobre. Il mourut à Heckfield le 9 novembre 1940, tandis que la bataille aérienne faisait rage dans le ciel britannique. [G. T.]

Le Royaume-Uni tenta de s'interposer dans le conflit. Il envoya une délégation officielle qui, après avoir étudié la situation des Allemands des Sudètes, recommanda au gouvernement de Prague de satisfaire leur demande d'autonomie. Mais il était bien tard pour appliquer cette solution.

Lorsqu'en 1919 la France et, dans une moindre mesure, le Royaume-Uni donnèrent le feu vert à la création de ce pays, ils le firent en pensant qu'un jour l'armée tchèque pourrait leur venir en aide. Mais la situation s'était inversée, car Beneš était sur le point d'entraîner ces deux puissances dans la guerre pour servir sa politique : maintenir l'intégrité de la Tchécoslovaquie à n'importe quel prix. Son dernier atout était l'URSS. Mais pour prêter main forte à la Tchécoslovaquie, les Soviétiques devaient traverser les territoires roumain et polonais, ce que les gouvernements de Bucarest et de Varsovie refusaient catégoriquement. Plus encore,

s'alignant sur les exigences allemandes de redéfinition des frontières, la Pologne exigeait le district de Teschen, dont les habitants étaient polonais, mais que la Tchécoslovaquie occupait depuis 1919. Les Hongrois commencèrent, bien que timidement, à formuler leurs propres exigences territoriales auprès du gouvernement de Prague.

Le Premier ministre britannique fit deux voyages en Allemagne pour rencontrer Hitler, le 15 et le 22 septembre, sans parvenir à le dissuader de mettre en œuvre ses projets. La situation ne semblait pas avoir d'autre issue que la guerre lorsque, le 29 septembre, à l'initiative de Mussolini, une conférence internationale fut réunie à Munich. Les participants – la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne – cherchèrent une issue négociée à la crise. La France et le Royaume-Uni ne considérèrent pas comme indispensable la présence de la Tchécoslovaquie ; ils avaient attribué à cette dernière

Le démantèlement de l'État tchécoslovaque



ses frontières actuelles et se sentaient tout à fait le droit de les modifier à leur guise. Le résultat final, bien connu, fut que la Tchécoslovaquie devait d'une part céder au Reich la région des Sudètes et d'autre part chercher une solution à ses différends avec les Hongrois et les Polonais. Beneš n'eut d'autre solution que la capitulation puisque sans alliés, il devenait inutile de s'adresser aux Soviétiques. Il démissionna de son poste de président et fut remplacé par Emil Hácha. En accord avec ce qui avait été décidé par les grandes puissances à Munich, l'armée tchèque disposait d'un délai de dix jours pour abandonner la région des Sudètes en totalité. Elle devait se retirer progressivement entre le 1^{er} et le 10 octobre pour être remplacée sur le terrain par l'armée allemande. Les choses se passèrent ainsi. À mesure que les troupes tchèques abandonnaient le territoire, district après district, les soldats allemands s'y installèrent. Comme cela s'était produit quelques mois plus tôt en Autriche, ils furent accueillis dans l'allégresse par une population qui les couvrait de fleurs. Presque simultanément, les Polonais occupèrent le district de Teschen et les Hongrois firent de même dans la frange méridionale de la Slovaquie où était établie une minorité magyare.

En Allemagne, le peuple jubila à l'annonce de cette nouvelle victoire obtenue sans verser une goutte de sang. Il y vit une preuve de plus du génie de son *Führer*. En réalité, ce dernier se sentait frustré car son objectif n'était pas d'annexer les régions frontalières mais de se rendre maître de toute la Bohême et de la Moravie. Les généraux allemands qui avaient été à deux doigts de fomenter un coup d'État pour empêcher Hitler de donner l'ordre d'at-



taquer se sentirent à nouveau ridiculisés. Le Royaume-Uni et la France éprouvèrent un sentiment de soulagement : ils n'auraient pas à envoyer des millions de jeunes gens à la mort pour permettre à 7 millions de Tchèques de continuer à gouverner 3 millions d'Allemands. Seul Moscou fut profondément irrité par la nouvelle. Pour les dirigeants soviétiques, il semblait évident que les gouvernements de Londres et de Paris étaient en train de repousser l'expansionnisme allemand vers l'est ; ils voyaient là une manœuvre subtile destinée à provoquer un conflit direct entre l'URSS et le III^e Reich.



Comme on pouvait s'y attendre, la solution de la crise ne fit qu'exciter les revendications des nationalistes slovaques, et même ukrainiens, qui exigèrent une autonomie totale pour la Slovaquie et la Ruthénie. Le nationalisme slovaque, profondément enraciné, n'était certes pas à l'origine une création des agents allemands. Hitler, cependant, n'hésita pas à l'encourager, désireux d'en finir avec la Tchécoslovaquie comme État. Très vite, il donna l'ordre à l'armée de préparer l'invasion de la Bohême et de la Moravie. L'inquiétude se lisait de nouveau sur les visages des généraux qui supposaient que les

LA POPULATION GERMANO-SUDÈTE se montra disposée à collaborer avec les membres des patrouilles nazies pour effacer les tracés des frontières entre l'Allemagne et la Tchécoslovaquie.

Tchèques étaient disposés à se battre pour leur propre terre, même s'ils ne l'avaient pas fait pour défendre le territoire des Sudètes. De plus, Hitler était convaincu que les démocraties occidentales avaient perdu toute volonté d'en découdre. Il comptait en outre exploiter en sa faveur le nationalisme slovaque. Pour celui-ci, comme pour tous les nationalismes, l'autonomie n'était qu'une



SOLDATS ALLEMANDS entourant un des leurs. L'invasion des Sudètes fut menée tambour battant.

étape supplémentaire sur le chemin de l'indépendance. Le conflit entre le récent gouvernement autonome slovaque de Bratislava et celui de Prague n'était qu'une question d'échéance, de brève échéance.

Lorsque les demandes des nationalistes slovaques finirent par sembler intolérables à Prague, l'armée tchèque occupa Bratislava, le 10 mars 1939, en arrêtant plusieurs dirigeants nationalistes. Le principal dirigeant,

Mgr Josef Tiso, s'échappa en Allemagne où Hitler l'encouragea à proclamer la pleine indépendance. En Tchécoslovaquie, le chaos était total et le pays semblait se précipiter vers la guerre civile. C'était exactement le prétexte attendu par les Allemands pour intervenir et appliquer les nouveaux plans militaires adoptés à la mi-décembre 1938.

Le 14 mars, tandis que Tiso, de retour à Bratislava, proclamait l'indépendance slovaque, le successeur de Beneš, le président Hácha, voyageait à Berlin où il avait été « invité » à signer une déclaration de demande de protectorat allemand pour la Bohême et la



Moravie. Afin de briser sa résistance, on le mit devant le fait accompli : les troupes allemandes marchaient déjà sur Prague. Privé de toute marge de manœuvre, Hácha signa la pétition.

En effet, dans l'après-midi du 14 mars, les premières troupes allemandes pénétraient en Moravie pour occuper préventivement les zones limitrophes de Teschen (revendiquées par les Polonais). À l'aube du 15 mars, le reste des forces allemandes entra dans le pays en divers points sans rencontrer la moindre réaction militaire, et la 3^e division Panzer atteignit Prague alors que

de nombreux Tchèques étaient encore dans leur lit. L'armée tchèque n'opposa aucune résistance.

Cette fois-ci, à l'inverse de ce qui s'était produit en Rhénanie, en Autriche et dans la région des Sudètes, les soldats allemands ne furent pas couverts de fleurs par des populations pleines de ferveur les acclamant comme des libérateurs. Hitler se sentit néanmoins pleinement satisfait. Avec l'Autriche et la région des Sudètes, il avait gagné 10 millions de sujets, et donc augmenté le nombre potentiel de ses recrues. Un ennemi potentiel – l'armée tchèque – avait été vaincu sans tirer un coup de feu. L'immense arsenal tchèque permit d'équiper rapidement plusieurs nouvelles divisions allemandes, et la puissante industrie d'armement de ce qui devint le protectorat de Bohême-Moravie décupla le potentiel militaire du Reich. Jusqu'alors, Hitler avait pu justifier ses manœuvres en arguant du principe fondamental d'autodétermination des peuples. Cette fois l'occupation de la Bohême et de la Moravie prenait des allures fort différentes et, en lançant ses troupes contre les Tchèques affaiblis, il violait brutalement les accords récemment signés entre le Royaume-Uni, la France et l'Italie à la conférence de Munich. Sa respectabilité tomba au plus bas. Les gouvernements du Royaume-Uni et de la France acceptèrent une fois encore le « fait accompli » – l'établissement du protectorat allemand sur la Bohême-Moravie –, mais comprirent enfin qu'ils ne devaient plus céder à Hitler s'ils désiraient préserver leurs nations. Hitler parvint à la conclusion inverse : les démocraties occidentales avaient démontré qu'elles manquaient d'esprit combatif et le moment était donc venu de présenter de nouvelles revendications.



DES FRONTIÈRES MOUVANTES À L'EST DE L'EUROPE

Après l'annexion de l'Autriche, des Sudètes, et le démantèlement de la Tchécoslovaquie, Hitler s'apprête à résoudre maintenant le problème de ses revendications territoriales à l'est, c'est-à-dire l'invasion de la Pologne.

Parmi les clauses territoriales humiliantes imposées à l'Allemagne par le traité de Versailles figurait la séparation de la Prusse-Orientale du reste du Reich. Concrétisée par le tracé de ce qui fut appelé le « couloir polonais » ou « couloir de Dantzig », cette mesure offrait à la Pologne un débouché sur la mer Baltique. La Prusse-Orientale était aussi séparée des districts de Dantzig à l'ouest et de Memel à l'est, placés sous administration de la Société des Nations.

Memel fut pourtant envahi par la Lituanie en 1923 sans que la SDN ne remette en cause ce fait accompli. L'État lituanien renaissant pensait ainsi laver l'humiliation infligée par la Pologne lors de l'occupation de Vilnius, capitale historique de la Lituanie, en 1920. Les tentatives de « lituanisation » de la population allemande de Memel échouèrent, et, Hitler devenu chancelier, les habitants du district commencèrent à défendre,

avec un enthousiasme renouvelé, la cause de leur réincorporation au Reich. Ils virent dans l'*Anschluss* germano-autrichien, puis dans l'annexion postérieure de la région des Sudètes par le III^e Reich, le signal qu'ils attendaient.

Comme la situation internationale tendue obligeait l'armée allemande à concentrer son attention en priorité sur ses frontières terrestres, en octobre 1938 Hitler donna l'ordre à la *Kriegsmarine* de se préparer à fondre sur Dantzig et Memel dès que les circonstances le permettraient, notamment dans le cas où la Pologne essaierait d'occuper ces enclaves.

En effet, lors de l'*Anschluss*, une partie des dirigeants polonais commença à considérer que l'occasion était peut-être venue de mener à terme le vieux projet d'annexer la Lituanie à la Pologne et de recréer ainsi la puissante Confédération lituano-polonaise qui, au Moyen Âge, s'étendait de la mer Baltique à la mer Noire. La petite Lituanie devait faire face à deux ennemis beaucoup plus puissants qu'elle, le III^e Reich et la Pologne.

LA MARINE DE GUERRE ALLEMANDE, représentée ici par un officier et un marin faisant des signaux sur un sous-marin, intervint aussi dans la guerre civile espagnole.

L'entrée des Allemands dans Prague renforça la détermination des Polonais. Le 17 mars 1939, la Pologne présenta à la Lituanie un ultimatum l'incitant à reconnaître le *statu quo* des frontières, c'est-à-dire l'annexion de Vilnius et de sa région. La Lituanie devait en outre rouvrir les frontières fermées depuis 1922 entre les deux pays et procéder à un échange d'ambassadeurs. Le 19 mars, la Lituanie accéda à toutes les demandes polonaises. Pour le colonel Józef Beck, ministre des Affaires étrangères polonais, ce fut un triomphe. Il considérait que la Lituanie allait bientôt tomber, comme un fruit mûr, dans l'escarcelle de la Pologne. Puisque l'Allemagne avait annexé l'Autriche, rien n'empêcherait la Pologne d'annexer la Lituanie. Que les Litvaniens craignent davantage la Pologne qui voulait les absorber que les Allemands qui ne réclamaient que Memel semblait tout à fait logique. De plus, tout le monde savait que si les Polonais souhaitaient annexer la Lituanie, c'était, en grande partie, pour disposer d'un autre port de la Baltique, Memel. Les Litvaniens en conclurent que la possession de Memel leur faisait courir un risque majeur.

Aussi, lorsque le III^e Reich exigea de la Lituanie, le 20 mars, la rétrocession de Memel, le gouvernement lituanien accepta-t-il immédiatement. Le 23, la *Kriegsmarine* débarqua les équipages de ses navires et, dans la foule, le *Führer* en personne se rendit dans la ville pour prendre un bain de foule ; ce fut la dernière des *Blumenkriege*.

Le démantèlement de la Tchécoslovaquie provoqua d'autres changements de frontiè-

res. Les indépendantistes slovaques obtinrent leur complète indépendance par rapport à Prague ainsi que la protection de l'Allemagne pour garantir cette nouvelle situation. Le principal ennemi de cette indépendance était à présent la Hongrie qui revendiquait, pour des raisons historiques, la région qu'elle continuait d'appeler « Haute-Hongrie ». Lorsque Berlin fit clairement savoir que l'Allemagne ne tolérerait pas la disparition de la Slovaquie comme pays indépendant, la Hongrie comprit qu'elle devait s'abstenir de toute entreprise en direction de la Slovaquie. Mais il existait, plus à l'est, un autre territoire que

LES SUCCÈS ALLEMANDS
ÉVEILLÈRENT CHEZ
MUSSOLINI UN SENTIMENT
D'ÉMULATION, AVEC UN
OBJECTIF CLAIR : L'ALBANIE

Budapest revendiquait pour les mêmes raisons : la Rhuténie subcarpatique. Les nationalistes ukrainiens qui avaient pris le contrôle de la région lors du naufrage de la Tchécoslovaquie implorèrent

aussi la protection allemande. Hitler la leur refusa et, à l'issue d'une brève campagne militaire, l'armée hongroise occupa le pays. Deux États d'Europe centrale se convertirent ainsi en alliés du III^e Reich. La Slovaquie savait que son indépendance dépendait de la protection allemande, et la Hongrie, bien qu'incomplètement satisfaite, avait obtenu dans un premier temps la frange méridionale de la Slovaquie, celle habitée par des Magyars, mais encore la Ruthénie. Tout cela grâce au démantèlement de la Tchécoslovaquie initié par Berlin.

Les succès allemands éveillèrent chez Mussolini un sentiment d'émulation, avec un objectif clair : l'Albanie. Ce pays avait acquis son indépendance par rapport à l'Empire ottoman en 1912. Les Albanais avaient cependant bien conscience que leur territoire, aiguisant l'ap-



pétit des Serbes au nord du pays et des Grecs au sud, devait, pour survivre, compter sur un soutien extérieur. L'Italie jouait ce rôle depuis le milieu des années 1920, bien que les prétentions excessives de Rome aient occasionné quelques remous.

En avril 1939, Mussolini considéra que le moment était venu de procéder à l'occupation du pays. La disparition des vestiges de la Tchécoslovaquie et la tension croissante entre la Pologne et le III^e Reich lui conféraient une grande marge de manœuvre car l'attention internationale était concentrée sur d'autres sujets plus brûlants. L'armée italienne débarqua donc le 7 avril après avoir vaincu une résistance symbolique, et se rendit maître du pays en quelques heures à peine. Zog I^{er}, le roi albanais qui gouvernait le pays en dictateur, s'exila. Formellement, l'Italie n'absorba pas l'Albanie, mais le roi italien Victor-Emmanuel III fut couronné roi d'Albanie, comme il avait été proclamé auparavant empereur d'Abyssinie. L'État albanais continuait donc d'exister, mais sa mise sous tutelle de l'Italie fasciste ne lui permettait pas d'avoir un gouvernement autonome. Même s'ils n'étaient pas disposés à le reconnaître, de

HITLER CRUT QUE FRANCO deviendrait un docile dirigeant à la solde de l'Allemagne. Ce fut l'une de ses plus grossières erreurs. Cette photo de l'entrevue d'Hendaye entre Hitler et Franco en 1940 est la version « retouchée » de celle sur laquelle Franco arborait pour l'occasion une décoration allemande qui fut effacée et remplacée par une médaille espagnole.

nombreux Italiens savaient que ce vieux rêve de conquête de l'Albanie n'avait été rendue possible que par son association au III^e Reich.

Le fait qui marqua surtout l'opinion publique européenne à cette période fut la fin de la guerre civile espagnole, le 1^{er} avril 1939. Pour beaucoup d'Européens de l'un ou l'autre bord politique, le ralliement rapide, complet et inconditionnel de l'Espagne de Franco à l'Allemagne d'Hitler et à l'Italie de Mussolini représentait le plus important et le plus significatif des triomphes du fascisme. Ce fait allait provoquer, pensait-on, de nouveaux risques stratégiques pour la France et le Royaume-Uni. L'Histoire démontrerait bientôt que ce calcul était ou trop optimiste, dans le cas des Allemands et des Italiens, ou trop alarmiste.

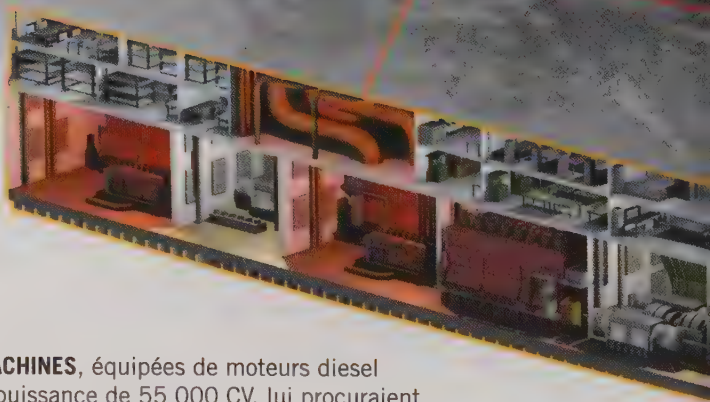
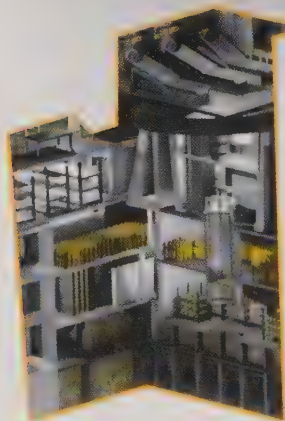
LE CUIRASSÉ DE POCHE *ADMIRAL GRAF SPEE*

Avec un déplacement de 100 000 tonnes et des canons de 280 mm, il combinait la puissance de feu d'un petit cuirassé avec l'agilité et l'autonomie d'un croiseur. Ces qualités en firent un bâtiment parfait pour acoster les bateaux de la marine marchande britannique.

LA COQUE, soudée à l'arc pour économiser le poids des rivets, était solide et de lignes très pures. Elle combinait la légèreté et la résistance.

LES NAVIRES de la classe *Deutschland* furent dénommés officiellement « cuirassés de poche », car ils étaient équipés d'un armement propre au cuirassé (canons de 280 mm) avec une coque légère permettant un déplacement de 10 000 t en théorie.

LES TOURELLES principales disposaient de larges secteurs de tir, à la manière de l'artillerie antiaérienne. La tourelle située à la proue avait un blindage maximal de 140 mm. La portée maximum des canons était de 35 000 m.



LES MACHINES, équipées de moteurs diesel d'une puissance de 55 000 CV, lui procuraient une vitesse maximale de 26 nœuds et une grande autonomie.

DEPUIS LE TRIBORD AVANT, la structure compacte de la tour de commandement dominait la ligne d'horizon. Un télémètre était installé sur cette tour, et un autre sur le pont de combat.



Admiral Graf Spee

Lancement : 1934

Dimensions : 186 m de long, 21 m de large

Déplacement : 12 000 t

Équipage : 800 hommes

Armement : 6 canons de 280 mm

8 canons de 150 mm

6 canons AA de 105 mm

6 tubes lance-torpilles

2 hydravions Ar 196

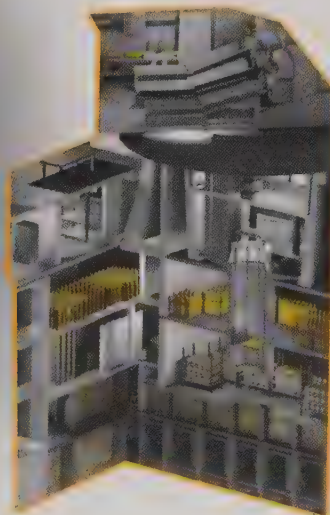
Blindage : ceinture de 126 mm ; tourelles de 150 mm

Vitesse : 120 nœuds

Autonomie : 18 000 milles



LA CEINTURE CUIRASSÉE, d'une épaisseur de 100 mm, couvrait une grande partie de la longueur du navire.



LA TOURELLE DE POUPE était symétrique à celle de la proue. La barbette qui allait jusqu'aux dépôts de munitions, sur les ponts inférieurs, était protégée par un blindage de 125 mm.



LA GUERRE EST INÉVITABLE

Sur les décombres de la signature du traité de Versailles, une nouvelle guerre mondiale se profilait, plus sanglante encore que la précédente.

L'entrée des Allemands dans Prague entraîna une brusque accélération de l'histoire et la Pologne devint le centre d'une série de manœuvres diplomatiques complexes. Dans la mesure où le passé de ce pays est moins connu qu'il ne le faudrait en Europe occidentale, un bref récapitulatif à ce sujet s'impose. Conséquence des trois « partages de la Pologne » opérés successivement au XVIII^e siècle, l'État polonais avait fini par disparaître au profit de ses trois puissants voisins, les Empires autrichien, russe et le royaume de Prusse, ne réapparaissant fugitivement qu'au sein de l'Europe napoléonienne. Néanmoins, avec une ténacité qui stupéfiait les Européens, les patriotes polonais ne renoncèrent jamais à leur lutte pour l'indépendance, qui reprit de la vigueur à la fin de la Première Guerre mondiale à la faveur de l'effondrement presque simultané des puis-

sances russe, allemande et autrichienne. Les longues années d'humiliation avaient nourri un nationalisme exacerbé et la nouvelle Pologne s'étendit au-delà du raisonnable en absorbant en son sein de grandes zones peuplées partiellement ou totalement de Biélorusses, de Lituaniens, d'Ukrainiens et d'Allemands.

En 1919, les Polonais se lancèrent dans la guerre contre la toute jeune Russie communiste en s'enfonçant profondément vers l'est malgré la réaction rapide des communistes russes. Un an plus tard, ce fut au tour de l'Armée rouge de menacer Varsovie. La guerre se solda finalement par l'échec de la Pologne.

Les relations germano-polonaises n'étaient pas moins tendues. La Pologne fut le pays qui arracha le plus grand nombre de terres au Reich et qui tenta, sans succès, d'en gagner encore davantage. La Société des Nations joua son rôle d'arbitre en organisant des plébiscites dans diverses régions disputées par les Polonais afin que les habitants décident de leur nationalité. Elle décréta la constitution d'une « ville libre » dans le port stratégique de Dantzig afin de servir de port

L'EXHIBITION CONSTANTE D'ARMES de la part des nazis laissa croire à beaucoup qu'ils possédaient une énorme puissance militaire, ce qui était loin d'être le cas.

polonais sur la mer Baltique. Tous ces changements de frontières eurent pour conséquence de séparer la Prusse-Orientale du reste de l'Allemagne. Pour les plus radicaux des nationalistes polonais, c'était peu de chose, car ils rêvaient de reculer les frontières vers l'ouest et d'en finir avec l'existence de la Prusse-Orientale. Et pour les nationalistes allemands, la Pologne devint l'ennemi à abattre en priorité.

Formé politiquement dans l'Autriche des Habsbourg, Hitler éprouvait moins d'aversion pour les Polonais que pour les Tchèques. En 1934, il signa avec la Pologne un traité de non-agression, et à la fin de 1938, après que Berlin et Varsovie eurent été alliés *de facto* dans le démantèlement de la Tchécoslovaquie, il sonda les Polonais sur l'éventualité d'une campagne militaire germano-polonaise conjointe contre l'URSS. À la grande surprise d'Hitler, la Pologne répondit catégoriquement par la négative.

En 1926, le héros national de l'indépendance polonaise, le maréchal Józef Pilsudski, avait organisé un coup d'État. Depuis, le pouvoir était aux mains des militaires polonais, qui avaient imposé un régime dictatorial responsable de l'écrasement des communistes locaux, du lancement des grandes campagnes contre les nationalistes minoritaires, particulièrement contre les Ukrainiens, et de la mise en place de mesures antisémites.

Pour la gauche européenne, la Pologne était un pays fasciste comme l'Italie, l'Allemagne et l'Espagne. Pour Hitler, c'était un candidat parfait pour rejoindre le pacte anti-Komintern signé en 1936 par l'Allemagne et le Japon, puis par l'Italie fasciste en 1937, par l'Espagne de Franco et le Mandchoukouo, État fantoche du Japon, en 1939.

Pourtant, les Polonais, peuple orgueilleux, n'étaient aucunement disposés à se transformer en satellites des Allemands. Entre autres raisons, Varsovie estimait que la puissance militaire polonaise était supérieure à celle des Allemands. Après tout, le service militaire obligatoire n'avait été réintroduit que depuis quatre ans dans le Reich. En tant que nation particulièrement fière de ses traditions militaires, la Pologne ne craignait absolument pas la puissance militaire allemande.

De plus, la question des minorités nationales envenimait les relations de ces deux pays. À Berlin, on accusait les Polonais de se comporter de manière brutale envers la minorité allemande. L'accusation était reprise dans le sens inverse et Varsovie critiquait la politique des Allemands à l'égard de la minorité polonaise du III^e Reich.

Loin de pleurer le démantèlement de la Tchécoslovaquie, les Polonais auraient même souhaité être associés davantage au partage des dépouilles. Ils auraient surtout désiré que leur alliée traditionnelle, la



Hongrie, récupère entièrement la Slovaquie afin que les deux nations partagent une longue frontière commune. Ils ne furent pas dupes non plus du *modus operandi* d'Hitler, qui imposait d'abord des revendications susceptibles de paraître légitimes (comme l'annexion de la région des Sudètes) pour dévoiler ensuite, au grand jour, ses visées hégémoniques (comme l'occupation de la Bohême-Moravie).

Le gouvernement polonais, communément désigné sous le nom de « gouvernement des colonels » à cause de la majorité de gradés qui le constituait, décida alors de résister aux revendications allemandes. Hitler répondit en accentuant la pression, suivant le scénario déjà expérimenté en Autriche et en Tchécoslovaquie. Le cas de la ville libre de Dantzig fut évoqué. Elle continuait d'être

sous le contrôle de la SDN, mais depuis que le Parlement local était tombé aux mains des nazis en 1933, la population exigeait sa réintégration au Reich. Or si cette revendication ne progressait pas, c'était, disaient les Allemands, à cause des Polonais. Pareillement, il fut demandé à la Pologne d'accéder à la demande des Allemands d'établir une route et une voie de chemin de fer allemandes avec un statut d'extraterritorialité à travers le couloir de Dantzig, qui permettait à la Pologne de déboucher sur la côte baltique. Finalement on fit beaucoup de bruit sur les vexations subies par la population allemande de Pologne, qui n'étaient pas ainsi importantes

LES BLINDÉS LÉGERS de modèle SdKfz 222 participèrent à toutes les démonstrations et aux défilés des *Blumenkriege* (guerres des fleurs), dont ils étaient les joyaux.



LE FORSCHUNGSAMT, UN SUCCÈS DES SERVICES D'ÉCOUTE ET DE CRYPTANALYSE

Les accords de Munich signés à la fin du mois de septembre 1939 signifièrent d'une part, que la France et la Grande-Bretagne croyaient avoir obtenu le maintien de la paix, et d'autre part, que les Sudètes arrachés à la Tchécoslovaquie intégraient le Reich. Comme cela s'était produit lors de précédentes occasions, les services d'écoute et de décryptage jouèrent un rôle important dans le déroulement de ces négociations. Parmi les différents services chargés de ces tâches dans l'Allemagne nazie, il faut souligner l'importance du *Forschungsamt*, aussi appelé « F-amt » et fondé en 1933 par Gottfried Schapper, membre du parti nazi depuis 1920 et employé à la section du chiffre du ministère de la Guerre depuis 1927.

En février 1933, Schapper exposa l'idée de la création du F-amt à Goering, qui accepta immédiatement le projet et plaça à la tête du service Hans Schimpf, un expert cryptographe naval. Le nouveau département qui employait une demi-douzaine de personnes fut d'abord installé au dernier étage du Secrétariat général à l'aviation puis, en 1935, sa croissance continue rendit nécessaire son installation dans un bâtiment de la Schillerstrasse ; en 1943, le service employait 6 000 personnes. Schimpf décéda en 1935 et fut remplacé par le prince Christopher von Essen. En réalité c'était Schapper qui dirigeait le service, et il le fit officiellement à partir de février 1944, après la mort d'Essen.

Initialement dédié aux écoutes téléphoniques, le département se vit rapidement adjoindre d'autres postes spécialisés, dans le but d'élargir les possibilités d'obtention des informations. Aux écoutes téléphoniques s'ajoutèrent celles de la radio ainsi que les communications par télétypes, télégraphiques et par courrier.



HITLER ET MUSSOLINI se saluent avec effusion après la signature du pacte de Munich, le 23 septembre 1938.

Parmi les différents postes de l'organisation, celui de la cryptographie était particulièrement efficace. Il avait réussi à casser les trois quarts des codes sur lesquels il avait travaillé, dont les codes diplomatiques de la France, de l'Italie et de la Grande-Bretagne. Avant-guerre, ses agents parvenaient à décoder la moitié des télégrammes diplomatiques passant par Berlin, et pendant la guerre, une moyenne de 3 000 messages étaient interceptés chaque mois. Ils ne parvinrent néanmoins jamais à casser les codes soviétiques, à l'exception de ceux de l'industrie de l'armement, pas plus que le code diplomatique britannique de haut niveau.

À l'époque des accords de Munich, le *Forschungsamt* captait et déchiffrait sans problème les communications diplomatiques entre Prague, Londres et Paris, aidé en cela par le fait que les lignes téléphoniques entre Londres et Prague passaient par l'Allemagne. La majorité de ces communications démontraient que la France comme la Grande-Bretagne s'abstiendraient d'une quelconque intervention en cas de conflit pour la question des Sudètes. [J. R. S.]

que cela. Le 21 mars 1939, Hitler fit à la Pologne une proposition globale pour résoudre tous ces problèmes. Le gouvernement des colonels polonais la rejeta deux jours plus tard. Le 27, outragé par la manière dont Hitler avait déshonoré l'accord de Munich en occupant la Bohême-Moravie, le gouvernement britannique décréta l'introduction du service militaire obligatoire ; il s'agissait de convaincre l'Allemagne du fait que le Royaume-Uni ne tolérerait pas une nouvelle fois que l'on bafoue les engagements pris.

Le moindre signe de faiblesse faisait courir un risque grave au maintien de l'Empire britannique déjà en butte à de puissants mouvements anticolonialistes, en particulier dans le « joyau de la Couronne », l'Inde.

C'est ainsi que le 31 mars, le Royaume-Uni et la France rendirent publique leur garantie conjointe d'assistance à la Pologne au cas où elle serait attaquée, garantie qui se transformerait plus tard en un pacte formel. Craignant que les alliés de l'Allemagne déstabilisent l'Europe orientale, les Français et les Britanniques offrirent des propositions analogues à la Roumanie, opposée à la Hongrie pour des problèmes de frontières et de minorités nationales, et à la Grèce, une victime potentielle de l'Italie.

Il faut souligner que ces deux pays avaient à leur tête des régimes dictatoriaux dirigés respectivement par le roi Carol et par le général Metaxás. Comme cela s'était passé avec la Pologne, aucun des pays auxquels ces garanties étaient offertes présentait de profils démocratiques. Ainsi, la politique britannique n'était pas guidée par des critères idéologiques mais purement géopolitiques.

Si Londres avait désormais décidé de freiner Hitler coûte que coûte, entraînant la France dans son sillage, c'était par fidélité à la clé de voûte de leur politique européenne : le maintien de l'équilibre des pouvoirs.

Une Allemagne renforcée par l'intégration de l'Autriche et de la région des Sudètes, et qui, de plus, avait annexé la Bohême-Moravie et « satellisé » l'Italie, la Slovaquie et la Hongrie, devenait beaucoup trop puissante. Si elle s'imposait en Pologne, elle attirerait aussi sans aucun doute dans son camp la Roumanie, la Yougoslavie et la Bulgarie. La raison

pour s'opposer à Hitler était identique à celle qui avait conduit les Britanniques à lutter contre Philippe II d'Espagne ou Napoléon : ne pas permettre l'hégémonie d'une nation sur l'Europe.

LE ROYAUME-UNI ET
LA FRANCE RENDIRENT
PUBLIQUE LEUR
GARANTIE D'ASSISTANCE
À LA POLOGNE

Le 3 avril, Hitler franchit un autre pas décisif en donnant l'ordre à son haut commandement d'entamer les préparatifs militaires du « plan blanc » (*Fall Weiss*), c'est-à-dire de la campagne militaire contre la Pologne, si aucune solution diplomatique au contentieux germano-polonais n'était trouvée. Cet ordre rencontra beaucoup moins d'opposition que les précédents parmi les militaires. Non seulement parce que, après s'être complètement trompés dans les cas de la remilitarisation de la Rhénanie, de l'*Anschluss*, de l'occupation de la région des Sudètes et de l'annexion de la Bohême-Moravie, ils n'osaient plus mettre en doute les ordres d'Hitler, mais aussi parce qu'une grande partie d'entre eux étaient d'origine prussienne, et nourrissaient par là même une haine viscérale à l'égard de la Pologne.

Le Royaume-Uni et la France espéraient que leurs déclarations publiques de garantie d'aide militaire à la Pologne, à la Roumanie et à la Grèce retiendraient Hitler et ses alliés d'agir. Ils comptaient en outre sur le soutien croissant des Américains. En janvier 1939, le président Roosevelt avait en effet demandé au Congrès des fonds pour lancer un programme d'armement. Les déclarations de sympathie à l'adresse du Royaume-Uni, de la France et de la Pologne se multiplièrent. Les États-Unis firent savoir à leurs gouvernements qu'ils interviendraient en cas de conflit avec l'Allemagne, et Washington refusa de reconnaître l'établissement du protectorat de Bohême-Moravie. Le 15 avril, le président Roosevelt s'adressa publiquement à Hitler et à Mussolini pour exiger des garanties de non-agression vis-à-vis de trente et un pays d'Europe. Roosevelt était sans aucun doute un démocrate convaincu et un antifasciste enthousiaste, mais il n'en est pas moins vrai que son attitude envers l'Allemagne, l'Italie et même le Japon était guidée par de multiples motivations. Les États-Unis ne parvenaient pas à se remettre de la dépression économique engendrée par la crise de 1929, et l'une des manières d'en sortir était de lancer un programme d'armement. De plus, les trois pays constituaient autant de concurrents dans la perspective, vitale pour les États-Unis, de créer une économie de « portes ouvertes » au niveau mondial. En ce sens, Washington ne se laissa jamais berner par le profil anticommuniste de la jeune alliance entre l'Allemagne, l'Italie et le Japon. Comme l'écrivait l'un de ses meilleurs ana-

LE PRÉSIDENT ROOSEVELT
S'ADRESSA PUBLIQUEMENT
À HITLER ET À MUSSOLINI
POUR EXIGER
DES GARANTIES DE
NON-AGRESSION

lystes, l'ambassadeur Grew : « Lorsqu'on analyse cette combinaison triangulaire, on découvre immédiatement que le groupe en question n'est pas seulement anticommuniste [...] C'est une association d'États qui prétend renverser le *statu quo* et affronter n'importe quel pays partisan de ce *statu quo* ou, pour le dire plus clairement : les "misérables" contre les "nantis". L'anticommunisme est simplement l'étendard sous lequel ils se rassemblent. » En résumé, il semblait que malgré l'isolationnisme régnant parmi

les citoyens américains, le Royaume-Uni et la France pourraient compter sur les États-Unis pour arrêter Hitler si c'était nécessaire.

Mais cette politique de contention s'avérerait d'autant plus crédible qu'elle

impliquerait l'URSS. S'allier avec Staline était un pas difficile à franchir car le discours anti-impérialiste du communisme soviétique visait Londres et Paris depuis 1918. Les analystes stratégiques des puissances occidentales qui n'avaient pas manqué de lire *Les Fondements du léninisme* de Staline s'interrogeaient sans doute sur les possibilités de composer avec un pays comme l'URSS, qui proclamait son objectif d'en finir avec tous les impérialismes et d'établir le communisme à l'échelle planétaire.

De plus, en Pologne et en Roumanie, deux des pays auxquels le Royaume-Uni et la France avaient offert des garanties, les peuples étaient traditionnellement antirusse et les gouvernements féroce-ment anti-communistes.

Quoi qu'il en soit, une délégation franco-britannique se rendit en URSS en mars pour



étudier les possibilités de collaboration militaire et les négociations se prolongèrent jusqu'en juin.

Hitler ne resta pas inactif. Comme preuve de sa détermination, il résilia publiquement en avril le traité de non-agression signé avec la Pologne en 1934 et l'accord naval anglo-allemand de 1935. En mai, l'alliance avec l'Italie fasciste, l'axe Berlin-Rome, prit corps sous la forme d'une alliance militaire explicite, le pacte d'Acier. Hitler tenta surtout de convaincre les nations occidentales que l'Allemagne n'entendait ni les provoquer ni les attaquer. Le III^e Reich et la France avaient si-

L'INTÉGRATION de l'Autriche et de la région des Sudètes dans le Reich hissa Hitler à l'apogée de sa popularité.

gné en novembre 1938 une déclaration conjointe niant toute intention d'agression mutuelle. En avril 1939, Hitler proposa des pactes de non-agression à tous les États de Scandinavie et de la Baltique. Ses diplomates présents au Royaume-Uni répétèrent devant tous les auditoires que le III^e Reich non seulement n'aspirait aucunement à s'appropriier des territoires de l'Empire britannique mais qu'il était en outre disposé à collaborer avec

Brelage de troupes qui
apprête l'uniforme sur
le corps

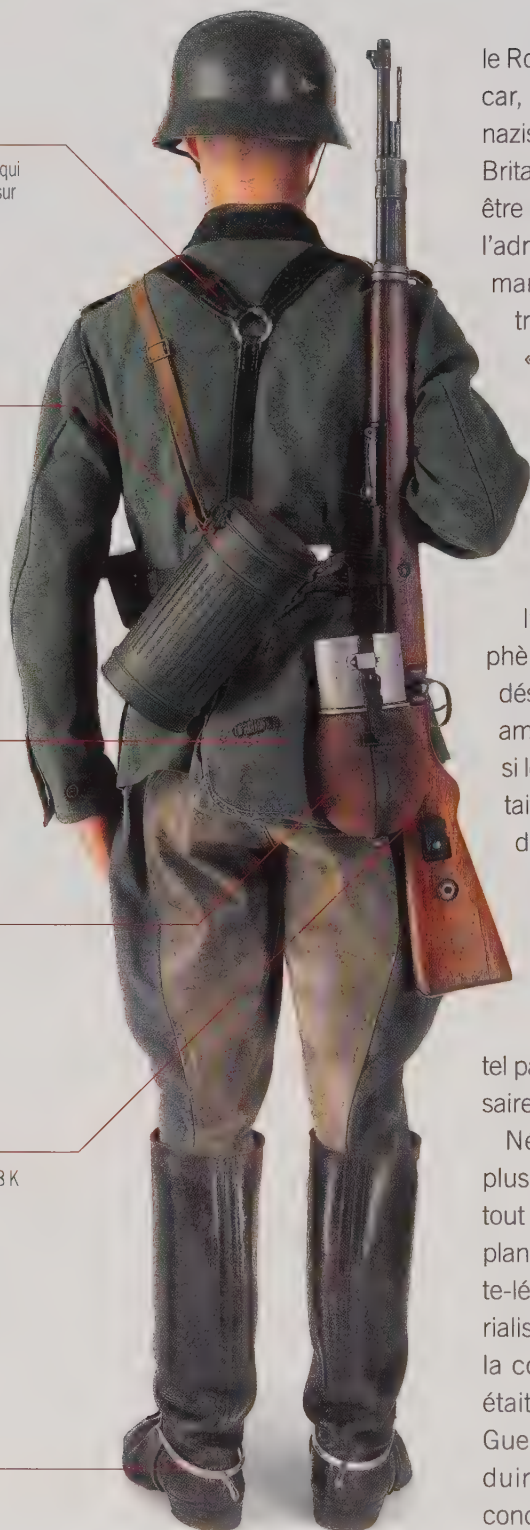
Boîte métallique de
forme cylindrique
contenant le
masque à gaz,
dont le port était
obligatoire dans
l'armée allemande

Gibecière pour
le transport de la
ration de nourriture
quotidienne

Gourde
réglementaire
dans l'armée de
terre, la *Heer*

Fusil Mauser Kar 98 K

Éperons pour
monter à cheval



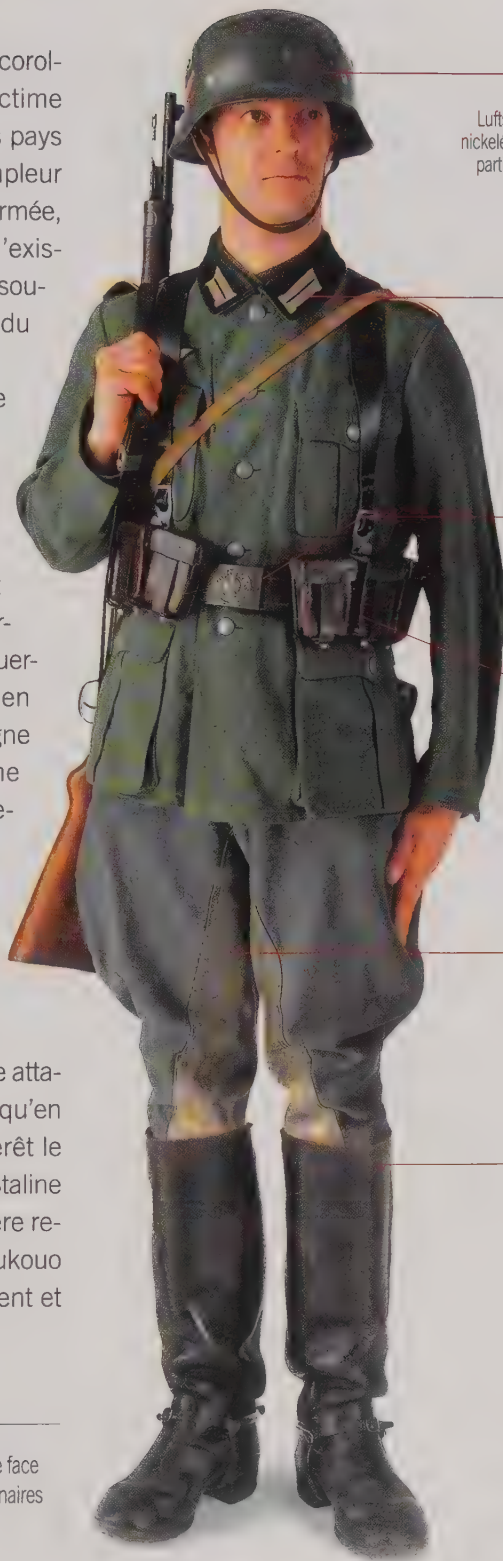
le Royaume-Uni afin de maintenir cet empire car, dans leur vision raciste du monde, les nazis considéraient que les Allemands et les Britanniques, deux peuples aryens, devaient être alliés. La presse allemande démontra, à l'adresse des États-Unis, que l'objectif allemand n'était autre que d'établir une « doctrine Monroe européenne », c'est-à-dire « l'Europe aux Européens ». Mais l'objectif de cette campagne de propagande était de convaincre les Nord-Américains du fait que le III^e Reich, en affirmant que tous ses objectifs se trouvaient en Europe, n'aspirait pas le moins du monde à remettre en cause l'hégémonie de Washington sur l'hémisphère occidental. En même temps, et pour désarmer les effets de la propagande nord-américaine, les Allemands soulignaient que si le gouvernement de Washington manifestait un tel intérêt pour la démocratie et l'indépendance des petits États, il pouvait commencer par appliquer cette politique sur le continent américain où, en effet, les États-Unis maintenaient au pouvoir un grand nombre de dictateurs tout en intervenant militairement dans tel ou tel pays chaque fois qu'ils l'estimaient nécessaire.

Néanmoins, le lieu où les décisions les plus importantes allaient se prendre durant tout ce temps resta discrètement au second plan. C'était Moscou. Selon la théorie marxiste-léniniste, le conflit entre les nations impérialistes était une conséquence inévitable de la concurrence qu'elles se livraient. Cela était déjà apparu au cours de la Première Guerre mondiale et menaçait de se reproduire. Mais Staline avait ajouté à cette conception sa théorie de la construction du

socialisme dans un seul pays, dont le corollaire était que l'URSS pouvait être victime d'une attaque concentrée de tous les pays capitalistes et impérialistes. D'où l'ampleur de la construction d'une gigantesque armée, l'Armée rouge, destinée à défendre l'existence de l'URSS ou, le cas échéant, à soutenir les mouvements révolutionnaires du reste du monde.

Staline avait interprété les accords de Munich comme une tentative du Royaume-Uni et de la France de diriger l'expansionnisme allemand vers l'est, contre l'URSS. Suivant cette analyse, Staline pensait que Londres et Paris cherchaient maintenant à embarquer le III^e Reich et l'URSS dans une guerre féroce à laquelle ils assisteraient en spectateurs, jusqu'à ce que l'Allemagne et l'URSS finissent épuisées, comme cela avait été le cas à la fin de la Première Guerre mondiale. Les deux nations pourraient à nouveau être réduites au statut d'« États parias ». Une autre possibilité, plus dangereuse encore, serait que l'Allemagne se joigne aux autres pays capitalistes européens et au Japon pour lancer une attaque concentrée contre l'URSS. Tandis qu'en Europe on suivait avec un grand intérêt le développement de la crise polonaise, Staline portait toute son attention sur la frontière reculée de la Mongolie avec le Mandchoukouo où Japonais et Soviétiques s'affrontaient et ouvertement.

LE SOLDAT DE CAVALERIE, comme celui représenté ici de face et de dos, portait la majeure partie des éléments ordinaires du combattant allemand.



Casque Stahlhelm M 35
Luftschutz en acier chromé et
nickelé avec, sur la gauche, une
partie de la décalcomanie aux
couleurs de l'Allemagne

Kragenpatten (insigne
de col) brodé, avec la
couleur jaune comme
signe distinctif de la
cavalerie

Boucle de ceinturon de
troupes avec la devise
Gott mit uns (« Dieu est
avec nous »)

Cartouchière pour
ranger les munitions
du fusil Mauser
Kar 98 K

Pantalon d'équitation
avec renforts de cuir

Bottes de
cavalier, hautes
et équipées
d'éperons

La situation était désespérée. Aussi Staline donna-t-il un coup de barre audacieux. Une délégation commerciale soviétique, qui s'était rendue à Berlin en avril pour négocier quelques accords économiques, sonda les Allemands sur la possibilité de parvenir à des traités politiques de plus grande envergure. Lorsqu'il reçut une réponse affirmative de la part des Allemands, Staline ordonna une purge féroce du Commissariat des affaires étrangères chargé des relations internationales et notamment du rapprochement avec les démocraties occidentales.

La nouvelle politique supposait de parvenir à un pacte avec le III^e Reich aux dépens de la Pologne, et qui convienne aux deux pays.

Hitler, le héraut de l'anti-communisme mondial, l'homme qui confessait dans *Mein Kampf* que l'objectif de l'Allemagne devait être de conquérir un « espace vital » aux dépens des Slaves d'URSS, commença soudain à jouer la carte de Staline. Il pensait que si le III^e Reich et l'URSS parvenaient à un accord excluant tout affrontement armé entre les deux puissances, ni le Royaume-Uni ni la France n'oseraient honorer les garanties données à la Pologne. Et si ces deux pays n'intervenaient finalement pas, l'Allemagne obtiendrait une victoire facile en franchissant une étape supplémentaire dans la stratégie hitlérienne de redéfinition de la carte de l'Europe, pour autant déclencher la guerre générale. Il serait temps, plus tard, de solder les comptes avec le communisme soviétique.

Quant à Staline, il pensait que l'éclatement d'un conflit entre le III^e Reich d'un côté et le

Royaume-Uni et la France de l'autre ne pouvait que lui être favorable. Quelle que soit l'issue du conflit, les pays en sortiraient exsangues, et la Première Guerre mondiale avait déjà démontré le potentiel révolutionnaire que cela supposait. Aussi toute rhétorique antifasciste devait-elle être enterrée pour le moment. Les négociateurs allemands et soviétiques entamèrent des discussions sur les aspects concrets d'un accord. L'Allemagne, qui obtiendrait son principal avantage de la déclaration soviétique de non-agression, voulut être payée en nature : une fois la Pologne détruite, elle recevrait en partage les ré-

LES NÉGOCIATEURS ALLEMANDS ET SOVIÉTIQUES ENTAMÈRENT DES DISCUSSIONS

gions habitées par les Ukrainiens et les Biélorusses. En outre, le III^e Reich devait reconnaître sous aire d'influence soviétique la Finlande, l'Estonie, la Lettonie et la

Bessarabie roumaine (où Moscou aurait les coudées franches pour réorganiser les frontières). Le dirigeant communiste s'improvisait en digne successeur de la politique impérialiste des tsars.

Hitler accéda finalement aux désirs de Staline et, le 23 août 1939, le monde découvrit avec stupeur l'existence entre Berlin et Moscou d'un traité de non-agression mutuelle. Le codicille traitant du partage de l'Europe centrale en zones d'influence par les deux nations fut toutefois maintenu secret. Les antifascistes et les anticommunistes du monde entier sombrèrent dans la consternation.

Pour les gouvernements de Londres et de Paris, la surprise ne fut pas des moindres. Certains analystes britanniques avaient signalé que, leur propre empire étant suffisamment grand, les Allemands, les Italiens,

les Japonais et les Soviétiques pouvaient bien trouver la manière de se le répartir entre eux sans que cette distribution ne les conduise à l'affrontement. Avant qu'une si abominable perspective ne prenne corps, il était urgent d'essayer de neutraliser le pouvoir de la nation qui apparaissait comme la plus dangereuse, l'Allemagne.

En réalité, il n'y eut aucun préparatif militaire sérieux pour aider militairement la Pologne dans un délai raisonnable. Il ne restait qu'à compter sur la capacité des Polonais à résister suffisamment longtemps afin de laisser le temps à Londres et Paris d'organiser une aide quelconque. Les Polonais affirmaient avec enthousiasme qu'en réalité ce seraient eux qui marcheraient sur Berlin. Les états-majors occidentaux n'étaient pas aussi optimistes, mais ils ne crurent pas pour autant à une victoire foudroyante de l'Allemagne. Ils calculaient que la Pologne résisterait au minimum six mois aux Allemands ; de fait, on attribuait une plus grande capacité militaire aux Polonais qu'aux Soviétiques.

Il était trop tard pour faire machine arrière. Deux jours après l'annonce du pacte germano-soviétique, l'alliance entre Londres et Varsovie était élevée au rang de pacte d'assistance mutuelle. Mussolini fit savoir à Hitler que l'Italie, après les efforts menés dans la guerre contre l'Éthiopie et pendant la guerre civile espagnole, n'était pas en mesure de se lancer dans une guerre et se déclarerait neutre. Le coup était rude pour Hitler. Il donna l'ordre d'arrêter le début de l'attaque contre la Pologne prévue pour le 26 août afin de tenter de nouvelles négociations d'urgence avec le Royaume-Uni, qu'il espérait écarter du conflit. Elles n'aboutirent pas, et, le 31 août, il ordonna à la *Wehr-*



COUVERTURE DE *MEIN KAMPF*. La photo inquiétante du dirigeant nazi, en couverture de l'édition de 1924 du livre qu'il écrivit en prison après son coup d'État manqué, est destinée à provoquer une forte impression sur le public.

macht de commencer dès le lendemain, le 1^{er} septembre 1939, les opérations militaires contre la Pologne.

La Seconde Guerre mondiale commençait vingt-cinq ans après la première. Mais si en août 1914, des populations enthousiastes étaient descendues dans les rues de Vienne, Berlin, Paris, Londres ou Saint-Pétersbourg pour saluer le début du conflit, en septembre 1939, en revanche, il n'y eut aucune allégresse populaire : tout le monde pressentait que cette nouvelle guerre serait terrible.

DES SUPERPRODUCTIONS À LA PROPAGANDE

La Grande Guerre, racontée par une succession de faits d'armes ou critiquée dans toute sa violence, fut le sujet le plus traité par les productions cinématographiques de la période de l'entre-deux-guerres, qui vit aussi l'apparition de nombreux films de propagande.

Après l'armistice, l'une des premières productions de film de guerre fut le film américain de Rex Ingram *Les Quatre Cavaliers de l'Apocalypse* (1921), d'après le roman du prolifique auteur espagnol Vicente Blasco Ibáñez, qui mettait en scène les membres d'une même famille engagés dans les deux camps opposés. *La Grande Parade* (1925), de King Vidor, transposait les expériences d'un jeune homme de bonne famille qui s'enrôlait dans l'armée américaine pour aller combattre en Europe ; sur le front, il partageait les difficultés de la guerre avec ses compagnons issus d'un autre milieu social. Un an plus tard, le réalisateur américain Raoul Walsh tourna *Au service de la gloire* (1926), une autre grande production qui mettait en images la rivalité existant entre un capitaine et un sergent.

Le film *À l'ouest rien de nouveau* (1930), d'après le roman d'Erich Maria Remarque, marqua un tournant

dans la manière de traiter le thème de la guerre. Fidèle en cela au roman, le réalisateur Lewis Milestone ne chercha pas à enjoliver l'histoire : il s'agissait de montrer la guerre dans toute sa cruauté. La harangue patriotique lancée par le professeur avait empli ses élèves d'enthousiasme à l'idée de s'enrôler dans l'armée ; ils découvraient pourtant rapidement l'absurde boucherie qui les entourait. Le film de Jean Renoir, *La Grande Illusion* (1937), se situait dans la même ligne critique, sans pour autant recourir aux dures images du champ de bataille. Renoir avait choisi au contraire de placer les personnages principaux dans un camp de prisonniers allemands et ensuite à l'intérieur d'une forteresse, où ils continuaient d'élaborer des plans d'évasion. Mussolini interdit le film en Italie, comme les autorités nazies en Allemagne.

Les films relatifs à l'aviation de guerre revêtirent une importance particulière à cette époque. William Wellman tourna *Les Ailes* (1927), pour lequel il plaça des caméras sur les avions et ne lésina pas sur les moyens : si le scénario exigeait de faire exploser un avion, c'était fait. Pour ce genre de scènes, il fit appel à des pilotes comme Dick Grace, spécialiste de ce métier à hauts risques ; le premier Oscar du meilleur film récompensa l'effort réalisé. En tournant le film *Les Anges de l'enfer* (1930), le millionnaire Howard Hughes était décidé à en faire la plus grosse production jamais réalisée : il réunit pour cela une flotte aérienne de quatre-vingt-dix-sept avions ! Mais la fin du cinéma muet lui fit craindre de ne pas amortir financièrement le film, et il décida de le reprendre en version sonore. *La Patrouille de l'aube* (1930), dirigé par Howard Hawks, sortit en



AFFICHE RÉVOLUTIONNAIRE. Affiche du film soviétique *Le Cuirassé Potemkine* de Sergueï Eisenstein.

pleine éclosion du cinéma parlant et présentait de magnifiques scènes de combats aériens.

Le tournage d'*Espoir, Sierra de Teruel* (1939) fut semé d'embûches et de contretemps. André Malraux fut confronté à de nombreuses difficultés car il tournait le film dans un pays plongé dans la guerre civile. Dès les premiers jours du tournage, en juillet 1938, il engagea une véritable course contre la montre, car il s'agissait d'une part d'éviter les bombardements répétés sur Barcelone et d'autre part de pallier l'absence des soldats qui devaient partir au front.

En URSS, la production cinématographique obéissait à un autre dessein, la propagande. Au motif de commémorer le 20^e anniversaire de la révolution de 1905, le réalisateur Sergueï Eisenstein reçut commande d'un film sur ce sujet et réalisa le chef-d'œuvre *Le Cuirassé Potemkine* (1925) ; deux ans plus tard, il présenta *Octobre* (1927) à l'occasion du 10^e anniversaire de la révolution de 1917.

En Allemagne, le travail de la réalisatrice Leni Riefenstahl attira rapidement l'attention des dirigeants nazis, dont Hitler et Goebbels. En 1933, lors du V^e congrès du parti nazi à Nuremberg, Riefenstahl se vit offrir la possibilité de réaliser un film sur cet événement. Ce fut le début de ce qu'on appela *La Trilogie de Nuremberg*, entièrement produite par le ministère de la Propagande : *La Victoire de la foi* (1933), *Le Triomphe de la volonté* (1934) et *Jour de liberté-Notre Wehrmacht* (1935). Ces documentaires, qui présentaient une saisie des images peu habituelle pour l'époque et une technique de montage sophistiquée, devinrent de véritables modèles de films de propagande. En 1936, Leni Riefenstahl fut invitée à prendre en charge le tournage d'un film consacré aux XI^e Jeux olympiques célébrés à Berlin. Comme pour ses précédentes productions, elle bénéficiait d'impressionnants moyens techniques : quarante-huit cameramen furent recrutés pour filmer les exploits des athlètes, caméras à la main, ou réaliser de surprenantes prises de vues subaquatiques ou aériennes grâce à des ballons captifs. Au final, 400 000 m de pellicules furent utilisés et la réalisatrice s'enferma dix-huit mois dans la salle de montage pour un documentaire qui durait qua-



LA GUERRE SELON HOLLYWOOD. Affiche originale du film *La Grande Parade* de King Vidor, qui rencontra un vif succès.

tre heures et s'intitulait *Olympia* ; sa longueur obligea à le structurer en deux parties, *Fête des peuples* et *Fête de la beauté*. [J. M. S.]

BIBLIOGRAPHIE

- Bennassar (Bartolomé),** *La Guerre d'Espagne et ses lendemains*, Paris, Perrin, 2004.
- Bérenger (Jean),** *Histoire de l'Autriche*, Paris, PUF, 1994.
- Berhanou (Abebe),** *Histoire de l'Éthiopie d'Axoum à la révolution*, Paris, Maisonneuve & Larose, 1998.
- Berstein (Serge) et Milza (Pierre),** *L'Italie fasciste*, Paris, Armand Colin, 1980.
- Bonnoure (Pierre),** *Histoire de la Tchécoslovaquie*, Paris, PUF, 1968.
- Bourdon (Jean),** *Considérations sur les causes des deux guerres*, Paris, Hachette, 1946.
- Boyd (David),** *La Seconde Guerre mondiale*, Paris, Gründ, 1999.
- Broué (Pierre),** *La Révolution espagnole : 1931-1939*, Paris, Flammarion, 1973.
- Chavot (Pierre) et Morenne (Jean-Denis),** *L'ABCdaire de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Flammarion, 2001.
- Churchill (Winston),** *La Deuxième Guerre mondiale*, vol. 1, *L'Orage approche. D'une guerre à l'autre*, Paris, Le Cercle du Bibliophile/Plon, 1965.
- Durand (Yves),** *La Deuxième Guerre mondiale*, Paris, Complexe, 1997.
- Durand (Yves),** *Les Causes de la Deuxième Guerre mondiale*, Paris, Armand Colin, 1992.
- Duroselle (Jean-Baptiste),** *L'Abîme, 1939-1945*, Paris, Imprimerie Nationale, 1983.
- De Gaulle (Charles),** *Mémoires de guerre*, 3 tomes, Paris, Plon, 1959.
- Grosser (Pierre),** *Pourquoi la Deuxième Guerre mondiale*, Paris, Complexe, 1999.
- Kaspi (André),** *La Deuxième Guerre mondiale*, Paris, Perrin, 1990.
- Keegan (John),** *La Deuxième Guerre mondiale*, Paris, Perrin, 1990.
- Kemp (Anthony),** *1939-1945. Le monde en guerre*, Paris, Gallimard, 1995.
- Masson (Philippe) (dir. publ.),** *Dictionnaire de la Seconde Guerre mondiale*, 2 tomes, Paris, Larousse, 1979-1980.
- Messenger (Charles),** *Atlas de la Seconde Guerre mondiale : Europe*, Paris, Éditions Autrement, 1999.
- Michel (Henri),** *La Seconde Guerre mondiale*, 2 vol., Paris, PUF, 1969.
- Michel (Henri),** *1939, La Deuxième Guerre mondiale commence*, Paris, Complexe, 1989.
- Miquel (Pierre),** *La Deuxième Guerre mondiale*, Paris, Perrin, 1990.
- Miquel (Pierre),** *Le Piège de Munich*, Paris, Éditions Denoël, 1998.
- Shirer (William),** *Le III^e Reich. Des origines à la chute*, Paris, Stock, 1990.
- Steinert (Marlis),** *Les Origines de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, PUF, 1974.
- Vallaud (Pierre),** *La Seconde Guerre mondiale*, 5 vol., Paris, Acropole, 2002 (Collection Témoins de l'Histoire).
- Valette (Geneviève) et Bouillon (Jacques),** *Munich 1938*, Paris, Armand Colin, 1964.
- Wright (Gordon),** *L'Europe en guerre. 1939-1945*, Paris, Armand Colin, 1971.

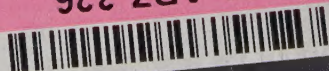
1919-1939 LA MONTÉE DES PÉRILS

01

Au lendemain de la Grande Guerre, personne ne croit à l'éventualité d'un nouveau conflit. Le désarmement de l'Allemagne paraît prélude à un désarmement général, tandis que la création d'une Société des nations suscite une grande espérance. Pourtant, les traités de paix laissent un certain nombre de pays insatisfaits. Le principe des nationalités n'est pas toujours respecté et d'importantes minorités sont englobées dans les nouveaux États nés de ces traités. L'Allemagne proteste contre les conditions du traité de Versailles, tandis que la Hongrie et l'Italie réclament la révision des traités de paix. La dislocation de l'Autriche-Hongrie en un grand nombre de petits États a rompu l'équilibre en Europe centrale. Ces mêmes États se montrent incapables d'opposer une quelconque union face aux tentations hégémoniques de l'Allemagne. Cette situation se radicalise dans les années 1930 lorsque les nationalismes économiques vont renforcer les nationalismes politiques et militaires. Les démocraties, profondément touchées par la crise de 1929, se révèlent impuissantes face aux nouveaux régimes totalitaires. À une politique fondée sur la signature et le respect des accords diplomatiques va se substituer une politique des coups de force. Le Japon étend son protectorat sur la Mandchourie et quitte en 1933 la SDN. La même année, Hitler devient chancelier du Reich tandis que l'Allemagne abandonne son siège à la conférence de Genève sur le désarmement et se retire de la SDN. L'Italie, passant outre aux menaces de sanction de la SDN, envahit l'Éthiopie. Dès le milieu des années 1930, l'esprit du traité Briand-Kellog, qui mettait la guerre « hors la loi », a vécu. Les dés de fer roulent vers l'abîme.



P8-ABZ-326



9 788467 485301